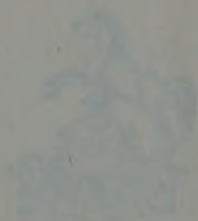


ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1911



PARIS

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

1911



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE  
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

---

Directeur : LOUIS JACOB

ARCHIVISTE PALÉOGRAPHE

Ancien Attaché au Ministère des Affaires étrangères

---

LI<sup>e</sup> ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT DIX-NEUF



PARIS

---

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

RECEIVED MEMPHIS

DE DIPLOMATIE, D'ISTOIRE,

ET DE DROIT INTERNATIONAL

FOUNDED 1863

DIRECTOR: J. J. H. VAN DER HAEGHE

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

LE VANGUARD — TROISIEME SERIE

PARIS 1863



PARIS

KEANE BROS.

10, rue de la Harpe

PARIS-TROISIEME DIPLOMATIQUES

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

51<sup>e</sup> ANNÉE

N<sup>os</sup> 5-6-7

MAI-JUIN-JUILLET 1911

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

## TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

---

### II. — FRANCE. — NORWÈGE

#### **Déclaration portant modification à la déclaration du 20 février 1909.**

*15 avril 1911.*

Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Norwège près le Président de la République Française ; et les soussignés, Ministre des Affaires Etrangères, Ministre des Finances, Ministre du Commerce et de l'Industrie de la République Française, dûment autorisés par leurs Gouvernements, sont convenus de la modification suivante de la Déclaration du 20 février 1909 :

Il est entendu que les droits fixés par la Déclaration du 20 février 1909 pour l'entrée en Norwège des spiritueux Français n'auront trait qu'aux eaux-de-vie provenant de la distillation des vins, des fruits et des marcs de raisins et qu'il sera loisible au Gouvernement norvégien, de modifier les droits des autres spiritueux de toute sorte. Les droits applicables à ces derniers spiritueux ne pourront pourtant être inférieurs à ceux qui sont fixés par la susdite Déclaration pour les eaux-de-vie provenant de la distillation des vins, des fruits et des marcs de raisins.



Pour acquitter les droits prévus par la Déclaration du 20 février 1909, les eaux-de-vie provenant de la distillation des vins, des fruits et des marcs de raisins doivent être accompagnés d'un certificat d'origine délivré par les autorités Françaises qui seront désignées par le Gouvernement Français au Gouvernement norvégien.

La présente Déclaration entrera en vigueur immédiatement après son approbation par Sa Majesté le roi de Norvège et demeurera en application aussi longtemps que la Déclaration du 20 février 1909.

En foi de quoi ils ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 15 avril 1911.

(L. S.) F. WEDEL JARLSBERG.

(L. S.) JEAN CRUPPI.

(L. S.) J. CAILLAUX.

#### NOTES MINISTÉRIELLES CONCERNANT LA DÉCLARATION SUSDITE

*Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères  
de la République Française.*

Paris, le 15 Avril 1911.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'occasion de la Déclaration signée à la date de ce jour je suis autorisé par mon Gouvernement de Vous faire savoir que l'obligation du certificat d'origine prévue pour les eaux-de-vie provenant de la distillation des vins, des fruits et des marcs de raisins dans la susdite déclaration ne s'appliquera qu'un mois après la mise en vigueur des nouveaux droits dont seront passibles les autres spiritueux de toute sorte.

Veillez agréer, etc.

(u.) F. WEDEL JARLSBERG.

*Monsieur le Ministre de Norvège, à Paris.*

Paris, le 15 avril 1911.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la date du 15 avril 1911, vous avez bien voulu me faire savoir qu'à l'occasion de la déclaration signée le même jour vous

étiez autorisé par votre gouvernement à me notifier que l'obligation du certificat d'origine prévue pour les eaux-de-vie provenant de la distillation des vins, des fruits et des marcs de raisins, dans la susdite déclaration, ne s'appliquera qu'un mois après la mise en vigueur des nouveaux droits dont seront passibles les autres spiritueux de toute sorte.

Veuillez agréer, etc.

JEAN CRUPPI.

---

### III. — NORWÈGE. — LUXEMBOURG

#### **Déclaration concernant la protection des marques de fabrique ou de commerce**

*1<sup>er</sup> mai 1911.*

Sa Majesté le Roi de Norwège et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg ayant décidé, d'un commun accord, d'assurer aux industriels des deux Etats la protection réciproque de leurs marques de fabrique ou de commerce sont convenus des dispositions suivantes :

#### ARTICLE 1.

Les sujets norvégiens jouiront dans le Grand-Duché de Luxembourg et les sujets luxembourgeois jouiront dans le Royaume de Norwège, pour tout ce qui concerne le droit de propriété des marques de fabrique ou de commerce, de la même protection que les nationaux.

Toutefois la marque n'est pas protégée à un degré plus étendu, ni pour un terme plus long, que dans le pays d'origine.

#### ARTICLE 2.

Afin d'assurer à leurs marques la protection dont il est question dans l'article précédent, les sujets luxembourgeois en Norwège et les sujets norvégiens au Luxembourg seront tenus à les faire enregistrer, en observant les conditions et formalités prescrites par les lois et ordonnances en vigueur dans les Etats contractants.

## ARTICLE 3.

Le présent arrangement aura force et vigueur de traité jusqu'à l'expiration de 12 mois à partir du jour où il aura été dénoncé de l'un ou de l'autre côté.

Il entrera en vigueur dans les deux Etats contractants dès que la promulgation officielle en aura été faite.

Cette déclaration sera échangée contre une déclaration analogue du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

Kristiania, le 1<sup>er</sup> mai 1911.

Par autorisation de Sa Majesté le Roi de Norwège :

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*

J. IRGENS.

(L. S.)

---

## DÉCLARATION

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg et Sa Majesté le Roi de Norwège ayant décidé, d'un commun accord, d'assurer aux industriels des deux Etats la protection réciproque de leurs marques de fabrique ou de commerce sont convenus des dispositions suivantes :

## ARTICLE 1.

Les sujets luxembourgeois jouiront dans le Royaume de Norwège et les sujets norvégiens jouiront dans le Grand-Duché de Luxembourg, pour tout ce qui concerne le droit de propriété des marques de fabrique ou de commerce, de la même protection que les nationaux.

Toutefois, la marque n'est pas protégée à un degré plus étendu, ni pour un terme plus long que dans le pays d'origine.

## ARTICLE 2.

Afin d'assurer à leurs marques la protection dont il est question dans l'article précédent, les sujets luxembourgeois en Norwège et



les sujets norvégiens au Luxembourg, seront tenus à les faire enregistrer, en observant les conditions et formalités prescrites par les lois et ordonnances en vigueur dans les Etats contractants.

### ARTICLE 3.

Le présent arrangement aura force et vigueur de traité jusqu'à l'expiration de 12 mois à partir du jour où il aura été dénoncé de l'un ou de l'autre côté.

Il entrera en vigueur dans les deux Etats contractants dès que la promulgation officielle en aura été faite.

Cette déclaration sera échangée contre une déclaration analogue du Gouvernement Royal de Norwège.

Luxembourg, le 12 mai 1911.

*Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,*

EYSCHEN.

(L. S.)

---

### NORWÈGE. — PAYS-BAS

#### **Déclaration relative à l'assistance à donner aux marins délaissés des deux pays contractants**

7 Mars 1911

#### **DÉCLARATION**

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Norwège et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, désirant régler l'assistance à donner, dans certains cas, aux marins délaissés des Pays respectifs, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Lorsqu'un marin de l'un des Etats contractants, après avoir servi à bord d'un navire appartenant à l'autre Etat, se trouvera, par suite de naufrage, ou pour d'autres causes, délaissé sans ressources soit dans un pays tiers, soit dans les colonies de ce pays, soit dans le territoire ou les colonies de l'Etat dont le navire porte le pavillon, le Gouvernement de ce dernier Etat sera tenu d'assister ce marin jusqu'à ce qu'il embarque de nouveau ou trouve un autre emploi

ou jusqu'à son arrivée dans son propre pays, ou, enfin, jusqu'à son décès.

Il est toutefois entendu que le marin, placé dans la situation prévue au paragraphe précédent, devra profiter de la première occasion qui se présentera, pour justifier devant les autorités compétentes de l'Etat appelé à lui prêter assistance, de son dénûment et des causes qui l'ont amené. Il devra prouver, en outre, que ce dénûment est la conséquence naturelle de son débarquement. Faute de quoi, le marin sera déchu de son droit d'assistance.

Il sera également déchu de ce droit dans le cas où il aura déserté ou aura été renvoyé du navire pour avoir commis un crime ou un délit, ou l'aura quitté par suite d'une incapacité de service occasionnée par une maladie ou une blessure résultant de sa propre faute.

L'assistance comprend l'entretien, l'habillement, les soins médicaux, les frais de voyage, et, en cas de mort, les dépenses de funérailles.

Le présent arrangement sera exécutoire à partir de la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'à ce que l'une ou l'autre des parties contractantes ait annoncé, une année d'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double à Christiania le 7 mars 1911.

*Le Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté  
le Roi de Norvège :*

(s.) J. IRGENS.  
(L. S.)

*L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire  
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :*

(s.) WELDEREN RENGERS.  
(L. S.)

---

## FRANCE. — ALLEMAGNE

**Déclaration en vue d'apporter de nouvelles simplifications dans les rapports entre les autorités judiciaires des deux pays en ce qui concerne l'application de la convention de La Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile.**

Le Président de la République Française,

Sur la proposition du Ministre des affaires étrangères et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Décète :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Une déclaration ayant été signée à Paris, le 29 Mars 1911, entre la France et l'Allemagne en vue d'apporter de nouvelles simplifications dans les rapports entre les autorités judiciaires des deux pays en ce qui concerne l'application de la convention de la Haye du 17 juillet 1905, sur la procédure civile, ladite déclaration dont la teneur suit est approuvée et sera insérée au *Journal Officiel*.

**DÉCLARATION**

Le Gouvernement de la République française, et le Gouvernement impérial allemand, également désireux d'apporter de nouvelles simplifications dans les rapports entre les autorités judiciaires des deux pays, sont convenus, en ce qui concerne l'application de la convention de La Haye sur la procédure civile, du 17 juillet 1905, des dispositions suivantes :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Conformément à la faculté prévue aux articles 1 alinéa 4, et 9 alinéa 4, de la convention de La Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile, la communication directe est admise entre les autorités judiciaires françaises et allemandes en ce qui concerne, en matière civile et commerciale, la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et des commissions rogatoires.

**ARTICLE 2.**

Les actes judiciaires et extrajudiciaires destinés à des personnes résidant en Allemagne et les commissions émanant des tribunaux



français à exécuter dans l'empire seront transmis directement par l'autorité judiciaire, compétente à cet effet, au président du Landgericht allemand dans le ressort duquel se trouve le destinataire de l'acte ou bien dans le ressort duquel la commission rogatoire doit être exécutée.

Les actes judiciaires et extrajudiciaires destinés à des personnes résidant en France et les commissions rogatoires émanant des tribunaux allemands à exécuter sur le territoire de la République seront transmis directement par l'autorité judiciaire, compétente à cet effet, au procureur de la République dans le ressort duquel se trouve le destinataire ou dans le ressort duquel la commission rogatoire doit être exécutée.

En cas d'incompétence de l'autorité à qui a été envoyé un acte judiciaire ou extrajudiciaire, cette autorité le transmettra directement à l'autorité compétente et en informera l'autorité requérante de la même façon que cela a été prescrit pour les commissions rogatoires dans les articles 12 et 13 de la convention.

### ARTICLE 3.

En ce qui concerne l'application des articles 1 et 2 de la présente déclaration, les lettres de transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et des commissions rogatoires seront rédigées dans la langue de l'autorité requérante et conformément aux formules annexées à la présente déclaration.

Il n'est pas dérogé à l'article 3 de la convention du 17 juillet 1905 en ce qui concerne la traduction des actes judiciaires et extrajudiciaires dont la signification d'après la forme prescrite par la législation interne est requise, ni à l'article 10 en ce qui concerne la traduction des commissions rogatoires.

Toutefois, la traduction des actes judiciaires et extrajudiciaires et des commissions rogatoires de même que celle des pièces prévues au troisième alinéa de l'article 19 pourront être certifiées conformes par un traducteur juré de l'Etat requérant.

En outre, si les traductions visées à l'alinéa précédent, dans le cas où leur envoi est prescrit par la convention, ne sont pas annexées, elles seront effectuées par les soins de l'autorité requise aux frais de l'autorité requérante.

### ARTICLE 4.

Conformément à la faculté prévue à l'article 6, alinéa 2, combiné avec l'alinéa 1, n° 3, du même article de la convention, chacune des parties peut faire effectuer, directement et sans contrainte, par ses agents diplomatiques et consulaires, des significa-



tions sur le territoire de l'autre partie, dans tous les cas où il ne s'agit pas de ressortissants de cette dernière.

Il en est de même, conformément à la faculté prévue à l'article 15 de la convention, en ce qui concerne l'exécution des commissions rogatoires.

#### ARTICLE 5.

Conformément à la faculté prévue à l'article 16, alinéa 2, de la convention, le remboursement des indemnités payées aux témoins ne sera pas exigé.

Il en sera de même en ce qui concerne les indemnités de témoins mentionnées à l'article 23, alinéa 2, de la convention.

#### ARTICLE 6.

Le remboursement des frais prévus par la convention et la présente déclaration (notamment le remboursement des frais de traduction visé à l'article 3, alinéa 4), sera réclamé directement par l'autorité requise, en même temps qu'elle renverra à l'autorité requérante les pièces constatant l'exécution de la demande qui lui a été adressée. L'autorité requérante enverra, par mandat postal et franc de port, à l'adresse qui lui aura été indiquée, le montant des frais réclamés.

Les frais ci-dessus mentionnés seront évalués d'après les tarifs en vigueur dans l'Etat requis.

#### ARTICLE 7.

Toutes les difficultés résultant de l'application de la présente déclaration, notamment celles résultant de l'article 6, seront réglées par voie diplomatique.

#### ARTICLE 8.

La présente déclaration entrera en vigueur deux mois après sa promulgation dans les deux pays conformément aux lois internes. Ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre des parties contractantes.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leur sceau.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 29 mars 1911.

(L. S.) Signé : JEAN CRUPPI.

(L. S.) — SCHÖEN.

## MODÈLE

POUR LA TRANSMISSION DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES  
DESTINÉS A DES PERSONNES RÉSIDANT EN ALLEMAGNE.

..... (lieu et date).

La. ....  
à. .... (autorité  
requérante) prie M. le président du Landgericht à .....  
(autorité requise) de faire effectuer la signification de l'acte ci-joint  
auquel se réfèrent les indications ci-dessous, par simple remise  
[dans la forme prescrite par la législation allemande intérieure] et  
conformément à l'article 2 [3] de la convention relative à la pro-  
cédure civile conclue à La Haye, le 17 juillet 1905, et de lui  
envoyer la pièce certifiant la signification.

Une traduction en langue allemande est annexée à l'acte à  
signifier.

[Les frais de traduction de l'acte à signifier seront remboursés  
conformément à l'article III, alinéa 4, et à l'article VI de la déclara-  
tion du 29 mars 1911] (1).

..... (nom).

..... (qualité).

Autorité dont l'acte émane :

Nom et qualité des parties :

Adresse du destinataire :

Nature de l'acte :

## MODÈLE

POUR LA TRANSMISSION DES COMMISSIONS ROGATOIRES A EXÉCUTER  
EN ALLEMAGNE

..... (lieu et date).

La. .... à  
..... (autorité requérante) prie M. le  
président du Langericht à .....  
(autorité requise) de faire exécuter la commission rogatoire ci-

---

(1) Si la signification ne doit pas être effectuée par simple remise (art. 2), mais dans la forme prescrite par la législation interne allemande (art. 3), insérer l'alinéa 2, ou, si aucune traduction n'est annexée, insérer l'alinéa 3, dans la lettre de transmission.

jointe conformément à l'article 11 de la convention relative à la procédure civile conclue à La Haye, le 17 juillet 1905, et de la lui renvoyer avec la pièce constatant l'exécution.

Une traduction en langue allemande est annexée à la commission rogatoire.

[Les frais de traduction de la commission rogatoire seront remboursés conformément à l'article III, alinéa 4, et à l'article VI de la déclaration du 29 mars 1911] (1).

..... (nom).

..... (qualité).

#### ARTICLE 2.

Le ministre des affaires étrangères et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 avril 1911.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des affaires étrangères,*

JEAN CRUPPI.

*Le garde des sceaux, Ministre de la Justice,*

A. PERRIER.

### ROYAUME-UNI. — BELGIQUE

#### **Convention portant amendement au traité d'extradition du 29 octobre 1901**

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et Sa Majesté le Roi des Belges, désireux de modifier les dispositions de l'article 6 du Traité conclu le 29 octobre 1901, entre la Belgique et la Grande-Bretagne, pour l'extradition réciproque des criminels fugitifs, ont nommé respectivement comme Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

(1) Si la traduction n'est pas jointe, insérer l'alinéa 3 dans la lettre de transmission.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable Sir Edward Grey, Baronnet du Royaume-Uni, Membre du Parlement, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des Affaires Etrangères ;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, le Comte de Lalaing, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté près Sa Majesté Britannique ;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>

L'article suivant remplace l'article 6 de la Convention d'Extradition du 29 octobre 1901 :

Lorsqu'une personne aura été extradée par une des Hautes Parties Contractantes, cette personne, jusqu'à ce qu'elle soit rentrée dans le pays d'où elle a été extradée ou qu'elle ait eu l'occasion d'y rentrer, ne sera détenue ou traduite en justice dans l'Etat auquel elle a été livrée pour aucun crime ou pour d'autres sujets quelconques de plainte, antérieurs à l'extradition, que ceux pour lesquels l'extradition a eu lieu.

Cette personne ne pourra non plus, avant qu'elle ait eu l'occasion de rentrer dans le pays d'où elle a été extradée, être livrée à un Etat tiers.

#### ARTICLE 2.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Londres, aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication, dans la forme prévue par la législation des pays respectifs et aura la même force et la même durée que le Traité auquel elle se rapporte.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 3 mars 1911.

(L. S.) E. GREY.

(L. S.) LALAING.

---



## FRANCE — JAPON.

**Convention pour la protection réciproque en Chine des  
marques de fabrique, brevets, dessins et droits d'auteur.**

Le Président de la République Française,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et du ministre du commerce et de l'industrie,

Décrète :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Le Sénat et la Chambre des Députés ayant approuvé la Convention, signée à Tokio, le 14 septembre 1909, entre la France et le Japon, pour la protection réciproque, en Chine, des marques de fabrique, brevets, dessins et droits d'auteur, ainsi que le protocole portant la même date, relatif à l'application de l'article 6 de ladite convention, et les ratifications de ces actes ayant été échangées à Tokio le 18 mai 1911, lesdits convention et protocole dont la teneur suit recevront leur pleine et entière exécution.

**CONVENTION**

Le Président de la République française et S. M. l'empereur du Japon, désireux d'assurer en Chine la protection réciproque des inventions, dessins, marques de fabrique et droits d'auteur de leurs concitoyens ou sujets respectifs, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné comme leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. Auguste Gérard, commandeur de la Légion d'honneur, grand cordon de l'ordre impérial du Soleil Levant avec fleurs de Paulownia, etc., ambassadeur de la République Française près S. M. l'empereur du Japon ; et

S. M. l'empereur du Japon :

M. le comte Komura Jutaro, Shôsammi, grand cordon de l'ordre impérial du Soleil Levant avec fleurs de Paulownia, etc., etc., ministre des affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1<sup>er</sup>

Les inventions, dessins et marques de fabrique dûment patentés ou enregistrés par les citoyens ou sujets de l'une des hautes parties contractantes à l'office compétent de l'autre partie contractante auront dans toutes les parties de la Chine la même protection contre toute contrefaçon de la part des citoyens ou sujets de cette autre partie contractante que sur les territoires et possessions de cette autre partie contractante.

## ARTICLE 2.

Les citoyens ou sujets de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront en Chine de la protection des droits d'auteur pour leurs ouvrages de littérature et d'art, aussi bien que pour leurs photographies, dans la mesure où ils sont protégés sur les territoires et possessions de l'autre partie.

## ARTICLE 3.

Dans le cas de la contrefaçon, en Chine, par tout citoyen ou sujet de l'une des deux hautes parties contractantes, d'une invention, d'un dessin, d'une marque de fabrique quelconque ou de la violation de droits d'auteur jouissant de la protection en vertu de la présente convention, la partie lésée aura devant les tribunaux nationaux ou consulaires compétents de cette partie contractante les mêmes droits et recours que les citoyens ou sujets de cette partie contractante.

## ARTICLE 4.

Chacune des hautes parties contractantes s'engage à étendre à la Chine le traitement dont jouissent les citoyens ou sujets de l'autre partie contractante en matière de protection des noms commerciaux sur les territoires et possessions de cette partie contractante en vertu de la convention concernant la protection de la propriété industrielle signée à Paris, le 20 mars 1883. Les marques « Hong » seront considérées comme des noms commerciaux au point de vue de l'effet de la présente convention.

## ARTICLE 5.

Les citoyens des possessions appartenant à la République Française et les sujets de la Corée auront en Chine le même traitement en

vertu de la présente convention que les citoyens de la République française et les sujets du Japon respectivement.

#### ARTICLE 6.

Il est mutuellement convenu entre les hautes parties contractantes que les effets de la présente convention seront étendus, dans la mesure où elle est applicable, à tout autre pays où chacune d'elles aurait des droits de juridiction extraterritoriale.

Tous les droits résultant de la présente convention seront reconnus dans les possessions insulaires et autres et les territoires occupés à bail des hautes parties contractantes, et tous les moyens légaux prévus pour la protection desdits droits seront dûment appliqués par les tribunaux compétents.

#### ARTICLE 7.

Toute personne à laquelle les dispositions de cette convention sont applicables, qui, au moment où la présente convention entrera en vigueur, possédera une marchandise portant l'imitation d'une marque de fabrique appartenant à une autre personne et ayant-droit à la protection en vertu de ladite convention, devra enlever ou annuler cette fausse marque de fabrication ou retirer cette marchandise du marché chinois dans le délai de six mois à compter de la date de l'entrée en vigueur de cette convention.

#### ARTICLE 8.

Les reproductions non autorisées, effectuées par les citoyens ou sujets de l'une des hautes parties contractantes antérieurement à l'entrée en vigueur de cette convention, des œuvres de littérature et d'art, aussi bien que des photographies des citoyens ou sujets de l'autre partie contractante ayant droit à la protection en vertu de cette convention, seront retirées de la vente ou de la circulation en Chine dans le délai d'un an à compter de la date de l'entrée en vigueur de cette convention.

#### ARTICLE 9.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Tokio le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double : en langues française et japonaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tokio, le quatorzième jour de septembre de la mil neuf cent neuvième année de l'ère chrétienne, correspondant au quatorzième jour du neuvième mois de la quarante-deuxième année de Meiji.

(L. S.) Signé : A. GÉRARD.

(L. S.) — JUTARO KOMURA.

## PROTOCOLE

Au moment de procéder à la date de ce jour à la signature de la convention relative à la protection réciproque en Chine des inventions, dessins, marques de fabrique et droits d'auteur, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, déclarent qu'il est entendu que le premier paragraphe de l'article 6 de ladite convention n'est pas applicable à la Corée.

Tokio, le 14 septembre 1909.

(L. S.) Signé : A. GÉRARD.

(L. S.) — JUTARO KOMURA.

## ARTICLE 2.

Le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 juin 1911.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre des affaires étrangères,*

JEAN CRUPPI.

*Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,*

F. STEEG.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*

A. MASSÉ.

---



## FRANCE — MEXIQUE.

## Convention d'arbitrage relative à l'île Clipperton

Le Président de la République Française,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre des colonies et du ministre de la marine,

Décrète :

ARTICLE 1<sup>er</sup>

Le Sénat et la Chambre des Députés ayant approuvé la convention d'arbitrage relative à l'île Clipperton, signée à Mexico, le 2 mars 1909, entre la France et le Mexique, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Mexico le 9 mai 1911, ladite convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution.

## CONVENTION

Le Gouvernement de la République française, et le gouvernement de la République mexicaine,

Considérant qu'il existe un désaccord entre eux au sujet de la souveraineté de l'île de Clipperton et qu'il convient aux rapports d'amitié qui existent entre les deux pays comme à leur désir réciproque d'arriver à une solution définitive de régler le litige par la voie de l'arbitrage, sur la proposition de la France, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française M. de Greigueuil, chargé d'affaires *ad intérim* de France au Mexique ; et le président de la République mexicaine, M. le licencié don Ignacio Mariscal, secrétaire d'État des relations antérieures,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

ARTICLE 1<sup>er</sup>

Le litige qui existe entre les hautes parties contractantes relativement à la souveraineté de l'île de Clipperton sera réglé par la voie de l'arbitrage.

## ARTICLE 2.

Sur la proposition du gouvernement mexicain, acceptée par le

Gouvernement français, les deux gouvernements s'adresseront à S. M. Victor-Emmanuel III, roi d'Italie, et le prieront d'accepter de jouer le rôle d'arbitre pour la solution du litige qui existe entre eux au sujet de la souveraineté de l'île de Clipperton.

### ARTICLE 3.

Les deux gouvernements s'engagent à observer fidèlement la sentence arbitrale qui sera rendue en vertu de la présente convention.

### ARTICLE 4.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront, aussitôt que possible, échangées à Mexico.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double original et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Mexico, le 2 mars 1909.

(L. S.) Signé : GREIGUEUIL.

(L. S.) — IGNACIO MARISCAL.

### ARTICLE 2.

Le ministre des affaires étrangères, le ministre des colonies et le ministre de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 juin 1911.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre des affaires étrangères,*

JEAN CRUPPI.

*Le ministre des colonies,*

MESSIMY.

*Le ministre de la marine,*

DELCASSÉ.

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

ESPAGNE — MAROC

### DOCUMENTS

#### Extraits du Livre Rouge espagnol relatif au Maroc (Madrid 1910)

N° 143. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger  
au Ministre d'Etat.*

4 Juin 1908

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence la copie de la dépêche officielle n° 81 de notre Consul à Larache, dépêche où ce fonctionnaire rend compte de la lecture à la mosquée d'une lettre du Sultan nommant un nouveau pacha et de l'entrée de ce souverain en cette même ville de Larache.

*Signé :* ALFONSO MERRY DEL VAL.

### ANNEXE

*Consul d'Espagne à Larache. — Maroc. — Numéro 81. —* Excellentissime Seigneur, Seigneur. — Aujourd'hui, à une heure et demie de relevée, on a lu, en la mosquée de cette ville, au milieu des salves réglementaires, une lettre du Sultan annonçant aux habitants musulmans qu'il avait nommé Si Mohamed Ben Arbi el Meshbud el Rifi pacha de Larache et leur demandant de faire bon accueil à ce nouveau fonctionnaire chérifien. Deux soldats sont également partis pour le Sahel avec la mission de faire venir ici les notables pour leur lire une autre lettre du Sultan leur annonçant la nomination du nouveau pacha,

comme chef de ce territoire. Le dit fonctionnaire chérifien est arrivé ici ce matin à bord du vapeur *Gibel Tarik*. — 2 juin 1908.

*Signé* : JUAN ZUGASTI.

N° 144. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger  
au Ministre d'Etat*

Télégramme.

4 Juin 1908

Représentant France m'a lu texte Note spéciale de Sidi Ukili, non identique mais semblable teneur à celle que reçue du nouveau ministre affaires étrangères, date 28 mai, dont extraits en mon télégramme du 2 juin. Ministre France a reçu aussi note de Moulay-Hafid, identique à celle qui m'est parvenue, annonçant arrivée à Mequinez, prochaine entrée à Fez et demandant retour Consul.

*Signé* : MERRY.

N° 145. — *Le Ministre d'Etat au Ministre plénipotentiaire  
de Sa Majesté à Tanger*

4 Juin 1908

La police marocaine fut instituée avec la mission exclusive de veiller au maintien de l'ordre dans les villes et leurs environs.

Le gouvernement de Sa Majesté estime qu'on ne doit pas demander aux officiers espagnols qui remplissent le rôle d'instructeurs de se convertir en chefs de soldats marocains combattant pour l'un ou pour l'autre des prétendants au trône, soit pour Abd-el-Aziz, soit pour Moulay-Hafid ; ils doivent se borner à faire en sorte que les Tabors veillent au bon ordre dans les ports et y fassent respecter l'autorité qui doit de fait y exister.

Le gouvernement espagnol aussi bien que le gouvernement français a reçu mandat des puissances signataires de l'acte d'Algésiras de veiller à la sécurité des étrangers et non de se mêler à la politique intérieure de l'empire.

Les Consuls d'Espagne et les officiers instructeurs espagnols doivent se rappeler cette façon de voir du gouvernement de Sa Majesté et y conformer leur conduite.

Par ordre du Roi, je vous dis ce qui précède pour que vous en ayez connaissance aux fins opportunes.

*Signé* : ALLENDESALAZAR.



N° 147. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger  
au Ministre d'Etat*

Télégramme

4 Juin 1908

Hier après-midi doyen du Corps diplomatique communiqua aux chefs de mission longue Note circulaire du Ministre des Affaires étrangères datée du 28 mai. Il y expose situation pays et Sultan l'attribuant à efforts faits pour observer Acte d'Algésiras et en appelle aux Puissances signataires pour aider à résoudre difficultés présentes. Jusqu'à maintenant il n'y eut réunion ni échange idées entre représentants étrangers; mais celui de France opine il est plus convenable ne pas envoyer réponse collective ou identique, chaque légation ne faisant que répondre à communiqué texte à gouvernement respectif.

*Signé : MERRY.*

N° 152. — *Le Ministre d'Etat au Ministre plénipotentiaire  
de Sa Majesté à Tanger*

9 Juin 1908

Nous avons reçu la dépêche n° 765 de votre légation avec la copie de la Note que le gouvernement marocain a remis à tous les représentants étrangers résidant à Tanger et où il demande aux gouvernements représentés à la conférence d'Algésiras de tenir compte du désir qu'a toujours eu le Sultan de mettre en pratique les réformes décrétées dans l'acte général d'Algésiras.

Cet appel aux puissances qui, conjointement avec les délégués du Sultan, prirent part à cette conférence, contient, bien qu'elle ne l'exprime pas clairement, une demande de protection et même d'aide pour soutenir l'Empereur du Maroc sur le trône de ses ancêtres.

L'Espagne ainsi que tous les Etats qui envoyèrent des Délégués à cette conférence et ratifièrent l'accord qui y fut conclu, a eu bien soin de spécifier que la souveraineté du Sultan serait respectée. Mais par Sultan il faut entendre celui qui, conformément aux dispositions légales et coutumes de l'Empire marocain doit occuper le poste de chef de cet Etat et aucune nation n'ayant le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures d'une autre nation, le gouvernement de Sa Majesté doit se borner à faire en sorte que la vie et les intérêts de ses nationaux au Maroc ne soient l'objet d'aucune attaque au cours et en conséquence des luttes qui se produisent entre deux partis adverses.

D'autre part, tenant en cela fidèlement et strictement les promesses faites dans les traités anciens et modernes et plus spécialement dans l'Acte d'Algésiras et en conformité avec les principes généraux du droit

international, le gouvernement de Sa Majesté fera tout son possible pour maintenir l'ordre public à Tanger, Larache et Tétouan et dans les environs des places militaires espagnoles de la côte marocaine; en ce faisant, le gouvernement se maintiendra en outre dans la plus parfaite neutralité, ainsi qu'il convient, dans des cas analogues, à tout pays civilisé.

Par ordre du Roi, je le dis à Votre Excellence afin que vous fassiez part de la façon de penser du gouvernement de Sa Majesté aux représentants des autres Puissances à Tanger, et que tous ces représentants puissent se concerter pour établir la réponse à faire au Maghzen, s'il en est envoyé une (1).

*Signé* : ALLENDESALAZAR.

N° 154. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger  
au Ministre d'Etat*

Télégramme

11 Juin 1911

Est officielle entrée Moulay-Hafid à Fez le 7 (2).

*Signé* : MERRY.

N° 157. — *Le Consul d'Espagne à Larache  
au Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger*

13 Juin 1908

Aujourd'hui à 10 heures du matin Moulay-Hafid a été proclamé en la cité de Alcazarquivir par le caïd Ermiki et les troupes de la méhalla qui se trouvent en ces lieux.

*Signé* : ZUGASTI.

N° 159. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger  
au Ministre d'Etat*

Télégramme

14 Juin 1908.

Guebbas me fait dire que situation Larache exige présence de deux

(1) Le 14 juin 1908, M. Merry del Val avisa M. Allendesalazar que les représentants des différentes puissances avaient décidé de ne pas adresser de réponse aux différentes notes du Maghzen (*Livre rouge*, 1911, p. 67, n° 158) et le Ministre répondit que le gouvernement espagnol se rangeait parfaitement à cet avis (*ibid.*, p. 70, n° 168).

(2) Le même jour, M. Regnault, ministre de France à Tanger annonçait la même nouvelle à M. Stéphen Pichon. (*Livre jaune*, 1911, Aff. du Maroc, tome IV, p. 286, n° 323).

navires espagnols d'importance, demain même. Lui réponds que transmets son avis à gouvernement de Sa Majesté (1).

Signé : MERRY.

N° 160. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger*  
*au Ministre d'Etat.*

Télégramme

15 Juin 1908.

Représentant France m'a demandé entrevue aujourd'hui que nous venons d'avoir. Il m'a fait part a suggéré à gouvernement République convenir tenir préparée en cette baie plus grande force que les 250 hommes de la *Numancia* et les 100 marins du croiseur *Descartes*. Ne prévoyait pas nécessité débarquement et espère le pouvoir éviter, l'estimant indispensable seulement si se débloquent tribus voisines, si troupe garnison ou si attaque cité méhalla levée à Alcazar. Il ne compte pas sur fidélité Tabor extra urbain, surtout en cas de pillage, plus qu'au point de vue politique. En outre, dit qu'uniquement deux cents des quatre cents hommes se trouvent suffisamment instruits (2). Me rappelant dernière communication Votre Excellence, je fis d'égales déclarations au sujet Tabor urbain. Ministre de France entend nous ne devons pas nous trouver dépourvus de moyens devant événements possibles, surtout en tenant compte situation ouverte faubourgs Tanger. Convient avec moi absence panique et symptômes alarmants, mais déclare Légation France et Maghzen se trouvent dépourvus d'information sûre des environs, sauf de Andjera, où affirme existence certaine agitation. Je ne crois pas inhabile ni alarmant augmenter forces navales en rade.

Signé : MERRY.

(1) Le croiseur *Carlos V* et la canonnière *Marquès de la Victoria* arrivèrent à Larache le 17 Juin. (*Livre rouge*, 1911, p. 68, n° 161 et 162 et p. 69, n° 165.)

(2) *Livre jaune*, 1908, Aff. du Maroc, t. IV, p. 288, n° 327. — Le 16 juin 1908, M. Regnault écrivait à M. Pichon : « J'ai déjà entretenu mon collègue d'Espagne de la situation à Tanger ; il partage entièrement mon avis et m'a dit qu'il allait adresser une demande identique à son gouvernement. J'estime que tant que le calme actuel se maintiendra dans les environs, il n'est pas nécessaire de faire venir de renforts ; mais, à toute éventualité, il est bon d'avoir pris dès maintenant nos précautions. La nervosité de la population est extrême. » (Ibid. p. 291, n° 330). — D'ailleurs, le Ministre des Affaires étrangères lui écrivait la veille : « A toute éventualité, le Ministre de la guerre invite le général d'Amade à se mettre en mesure d'embarquer un millier d'hommes de Casablanca et l'Amiral reçoit du Ministre de la marine des instructions en conséquence. » (Ibid. p. 290, n° 329).

N° 166. — *Le Consul d'Espagne à Tétouan au Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger*

17 Juin 1908.

En ce moment même, onze heures du soir, on vient de proclamer en la Grande Mosquée Moulay-Hafid Empereur du Maroc. Les notables de Tétouan, réunis dans la Mosquée avec le peuple qui réussit à y entrer sans être convoqué, et avec l'assistance du Pacha, ont répondu unanimement et affirmativement aux demandes du Cadi s'ils reconnaissaient comme sultan Moulay-Hafid. On signe en ce moment l'acte. La ville continue d'être dans un état normal (1).

*Signé :* LOPEZ FERRER.

N° 170. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger au Ministre d'Etat*

Télégramme

19 Juin 1908.

Viens d'avoir longue entrevue avec Représentant France sur situation. Considère grave coup pour cause Moulay Abd-el-Aziz proclamation Hafid à Tétouan. Quant à Tanger, il se montra optimiste au sujet sécurité européens ; pour le moins ne craint pas désordres intérieurs surtout après déclarations catégoriques que lui ont faites Mohammed Torres et Guebbas aujourd'hui même. Demain on attend réunion à Zinat des tribus de l'Andjera et d'autres des montagnes voisines où on discutera opportunité obliger habitants de la région Tanger proclamer Hafid. Cette nouvelle Représentant France l'interprète dans le sens on proposera dans dite réunion attaquer police extra-urbaine. C'est l'unique danger qu'il craint pour le moment.

*Signé :* MERRY.

N° 172. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger au Ministre d'Etat*

19 Juin 1908.

J'ai reçu le 16 de ce mois une Note, dont ci-joint je vous envoie la traduction, qui était signée de la main de Aïssa Ben Omar, Grand Vizir de Moulay-Hafid.

*Signé :* ALFONSO MERRY DEL VAL.

(1) Cf. *Livre jaune*, 1908, t. IV, p. 293, n° 335.

(2) *Ibid.*, p. 292, n° 332 et p. 294, n° 338.



ANNEXE

Au nom du Dieu clément et miséricordieux. Il n'y a de pouvoir ni de force qu'en Dieu, le Haut, l'Elevé. A l'intelligent, à celui qui s'assied au poste de la gloire et du commandement, à celui qui possède la suprématie dans la science du conseil et de l'administration, à l'Ambassadeur de la nation espagnole, M. Llaberia. Après avoir demandé de vos nouvelles, nous souhaitons que vous soyez toujours en bonne santé. Vous connaissez les relations d'amitié qui unissent à l'Espagne, la nation illustre, glorieuse et puissante, cet Empire fortuné ; ces relations n'ont jamais été interrompues et ont été des causes de grandeur, de développement et de notoriété. Il nous faut rendre compte à l'Espagne de l'arrivée de la Cour Chérifienne triomphante et brillante dans la capitale unique de l'Empire fortuné et heureux, la puissante cité de Fez, — comme pénètre la félicité jusqu'aux lieux d'où sortent le soleil et les étoiles, la lune et les astres — accompagnée du suave zéphir de la proclamation. La cour fut reçue avec les cœurs palpitants d'une émotion, d'une allégresse et d'une satisfaction qui se reflétaient dans les paroles et les actes. A quelques jours de marches, tant leur jubilation était grande, tous les ulémas, xorfes, et notables de la cité vinrent à la rencontre de la Cour. Assis sur le trône, il a pris la direction du commandement suprême et les espérances ont été réalisées. Sa Majesté — que sa Grandeur soit perpétuelle — nous a ordonné de porter ces faits à la connaissance de votre nation pour qu'elle soit informée de ce grand triomphe et des hommages qu'Elle a reçus de toutes parts et qui font que pour sa part Elle augmentera et confirmera les relations d'amitié, de sollicitude et d'affection qui ne cesseront entre les nations illustres qui représentent le pouvoir, le respect et la seigneurie. Et la paix. 11 Jumada de 1326 (11 juin 1908). — *Signé : AISSA BEN OMAR.*

N° 176. — *L'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris  
au Ministre d'Etat*

21 Juin 1908.

J'ai eu hier après-midi, avec M. le Ministre des Affaires Etrangères, une longue conversation, dont je crois devoir rendre compte à Votre Excellence. Nous parlâmes de ce qu'il conviendrait de faire dans le cas où le triomphe de Moulay-Hafid deviendrait si complet qu'il s'emparerait des ports. M. Pichon considère celui de Larache comme très menacé ; mais pour ce qui est de Tanger, il ne croit pas le danger immédiat. Si Hafid était proclamé Sultan dans cette dernière ville, il entend — ainsi qu'il ne l'avait déjà dit dans une conversation antérieure que je vous ai transmise télégraphiquement le 16 de ce

mois — que, si le fait se produisait, sans que l'ordre fût troublé, il faudrait s'entendre avec les autorités qui se constitueraient alors ; mais en cas de troubles graves, après accord avec le Corps diplomatique de Tanger, l'Espagne et la France devraient intervenir conjointement pour maintenir l'ordre et garantir la sécurité des Européens, et ne feraient en cela qu'accomplir la mission qui leur est confiée. M. Pichon souligna cette particularité de l'accord préalable avec le Corps diplomatique et insista sur la nécessité qu'il y aurait que les représentants des puissances demandassent l'intervention de l'Espagne et de la France. Il me fit observer qu'il serait bon de se tenir prêt à cette éventualité et ajouta que, de son côté, il avait 1.000 hommes à sa disposition à Casablanca.

Quant à la reconnaissance de Moulay-Hafid, le Ministre des Affaires Etrangères me dit que si la question se posait, il y aurait lieu de la traiter après un échange de vues entre les gouvernements intéressés.

*Signé : LÉON Y CASTILLO.*

N° 181. — *Le Ministre d'Etat à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris*

23 Juin 1908.

Avec la dépêche n° 887 de la Légation de Sa Majesté à Tanger, nous avons reçu à ce ministère la copie traduite d'une note envoyée par le Grand-Vizir de Moulay-Hafid, Si Aïssa Ben Omar. Il notifie dans ce document l'entrée de son maître à Fez.

Les préceptes et coutumes de l'Empire du Mogreb établissent comme principe d'extrême importance pour la légitimité des Sultans qu'ils soient proclamés par les xorfes de Fez et oints dans le sanctuaire de Moulay Driss. Hafid se trouve aujourd'hui dans ces conditions, et, de plus, ses partisans sont très nombreux au Maroc.

Abd-el-Aziz qui avait été reconnu et proclamé Sultan selon les mêmes rites après la mort de son père, n'a ni abdicqué ni renoncé au Trône en faveur de son frère, mais, outre qu'il a été destitué par les xorfes de Fez et de Wazan, il n'exerce plus son autorité que sur les villes de la côte.

Le gouvernement de Sa Majesté désireux que la conduite de l'Espagne et de la France obéisse à un même plan, considère comme utile un échange de vues entre les deux cabinets au sujet des conditions nécessaires à la reconnaissance de Moulay-Hafid, au moment voulu.

*Signé : ALLENDESALAZAR.*

N° 182. — *L'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris*  
*au Ministre d'Etat*

Télégramme

23 Juin 1908

Ministre des Affaires Etrangères me dit qu'il est tout à fait d'avis qu'aucun des deux gouvernements n'intervienne dans la lutte entre les deux Sultans, ainsi qu'il a déclaré en différentes occasions. Gouvernement français s'est borné à donner instruction pour le cas où Moulay-Hafid serait proclamé dans ports. Agents France s'entendent avec autorités de fait qui se constitueront, comme se fit à Safi et Mazagan quand était au pouvoir de Moulay-Hafid. Il ajoute qu'il maintient également instructions concertées entre gouvernements Espagne et France pour le cas troubles Tanger ou autres ports. Si à Tanger la sécurité des colonies étrangères était menacée, les Ministres d'Espagne et de France devraient se concerter pour adopter mesures convenables pour une démonstration navale et même pour un débarquement, après accord Corps diplomatique. Dans son intention on doit procéder de même façon dans les autres ports d'accord Corps consulaire. M. Pichon considère qu'il n'a pas lieu de changer ce qui a été convenu à ce sujet entre France et Espagne. Quant à reconnaissance de Moulay-Hafid, le Ministre des Affaires Etrangères croit que Espagne et France doivent se concerter pour prendre l'initiative de la proposer à l'Europe quand viendra moment opportun.

*Signé : LÉON Y CASTILLO.*

N° 186. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger*  
*au Ministre d'Etat*

Télégramme

25 Juin 1908

Guebbas m'ayant exprimé hier désir de me voir, nous eûmes entrevue ce matin. Au nom du Sultan et Maghzen, demanda instamment à Espagne, comme faveur, envoi deux navires de guerre embouchure Rio Martin pour faciliter débarquement troupes marocaines destinées reprendre Tétouan. Je répondis, premièrement, que, mandat confié à Espagne et France, à Algésiras, de maintenir ordre et sécurité dans ports marocains, vaisseaux et officiers espagnols sont en disposition de le remplir immédiatement, agissant selon les circonstances, que je ne vois pas s'être présentées à Tétouan. Guebbas répliqua reconnaissant exacte mon affirmation et sollicitant de nouveau venue navire à Rio Martin, comme faveur spéciale

étrangère à mandat (1). Exprimai impossibilité le satisfaire. Délégue Sultan réitérant demande en termes pressants faisant toutes sortes d'offres et assurant ne cherche pas tant appui matériel que moral parce que reprise Tétouan aux rebelles sera suffisant, car présence navires et lecture d'une lettre de Mohammed Torres insuffisants pour obtenir cette fin, je réitérai réponse et Guebbas de nouveau supplia, priant informer Gouvernement Sa Majesté espoir que met en lui Maghzen. Si Votre Eminence estime opportun ne pas faire cas de cette demande, pour ma part je considère inutile revenir sur cette affaire. Guebbas craint pour demain, vendredi, tentative proclamation en mosquée Tanger. Déjà court bruit par la ville. En échange, il estime que Gouverneur Arzila peut dominer parfaitement situation.

N° 188. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger au Ministre d'Etat*

26 Juin 1908.

J'ai reçu cet après-midi une importante circulaire du Doyen du Corps diplomatique de cette ville ; j'ai l'honneur d'en adresser copie à Votre Excellence ; j'ai cru devoir annoter en formulant par écrit la déclaration que je reproduis également ci-après, et qui n'est que la traduction développée du texte de la Disposition Royale mentionnée.

*Signé : ALFONSO MERRY DEL VAL.*

## ANNEXE

### TRADUCTION

*Décanat. — Légation de Belgique au Maroc. — N° 1723. — Tanger, 26 juin 1908. — Messieurs et chers collègues. — M. le Ministre d'Allemagne adresse au doyen du Corps diplomatique la lettre ci-jointe en le priant de la communiquer aux représentants des puissances. — Veuillez agréer, etc., etc. — Signé : BUISSET. — Messieurs les Représentants des Puissances étrangères.*

---

(1) El Guebbas revint solliciter l'appui de l'Espagne le 4 juillet suivant (Cf. *Livre rouge*, 1911, p. 84, n° 196 et le 10 juillet, le gouvernement espagnol fit occuper l'embouchure du Rio Martin par le *Princesa de Asturias*, pour maintenir l'ordre le cas échéant, à Tétouan, mais sans se mêler à la lutte civile ni protéger le débarquement des troupes marocaines. (*Livre rouge*, 1911, Affaires du Maroc, p. 84, n° 203). Une déclaration dans ce sens fut faite le 15 juillet à M. Pichon, par le marquis del Muni. (Cf. *Livre jaune*, 1908, t. IV, p. 317, n° 363.)



*Tanger, 25 juin 1908.* — Monsieur le Doyen et cher collègue. — Je viens de recevoir de bonne source la nouvelle qu'il règne à Tétouan une agitation semblable à une panique par suite du fait que Si Torres aurait adressé au Pacha Lebbadi, au cadi Fellah et autres notables une lettre les prévenant que si la ville de Tétouan ne retirait pas la proclamation de Moulay-Hafid et tardait à reconnaître Abd-el-Aziz, des vaisseaux de guerre français débarqueraient des troupes pour châtier la cité.

La personne de qui j'ai reçu ces informations ajoute que devant les menaces de Si Torres l'agitation qui s'est emparée de la population de Tétouan pourrait amener des événements qui mettraient en danger la sécurité des Européens, résidant dans ladite ville.

En raison de la gravité de cette situation, j'ai cru de mon devoir de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, en la priant de vouloir bien en informer nos honorés collègues. Je tiens les informations qui me sont parvenues à votre disposition. Veuillez, etc. — *Signé : ROSEN.*

Je déclare absolument sans fondement les menaces de débarquement de troupes françaises à Tétouan. Il est facile de se rendre compte que cette prétendue intervention n'a pu être prise au sérieux quand on sait qu'aucun navire français n'a jamais stationné devant cette ville. C'est d'ailleurs à l'Espagne que reviendrait la tâche de veiller à la sécurité des étrangers à Tétouan, le cadre des instructions de la police y étant espagnol.

J'aurais fourni de suite ces assurances à mon collègue d'Allemagne, s'il m'avait interrogé à ce sujet avant de saisir de la question le corps diplomatique. — *Tanger, 26 juin 1908.* — *Signé : REGNAULT. (1).*

Les informations reçues ce matin à la légation d'Espagne par *rekkas* spécial me permettent d'affirmer que la sécurité des Européens à Tétouan ne paraît pas être en danger pour le moment. Si elle était véritablement en danger, l'Espagne ferait tout ce qui dépendrait d'elle pour y maintenir l'ordre, ainsi qu'à Tanger, à Larache et aux alentours de ses possessions au Maroc, d'accord avec l'acte d'Algésiras et les principes généraux du droit international. Je suis autorisé à le déclarer ainsi aux Représentants des Puissances accréditées auprès de S. M. le Sultan, et j'en ai déjà prévenu le Maghzen. — *Tanger, 26 juin 1908.* — *Signé : ALFONSO MERRY DEL VAL.*

---

(1) Cf. *Livre jaune, 1908, Affaires du Maroc*, t. IV., p. 301 et 302, n° 345. M. Regnault écrivit alors à M. Pichon : « J'ai eu communication du texte de la lettre de Si Torres aux habitants de Tétouan. On n'y trouve nulle part la menace d'une intervention française ou espagnole; un seul passage presque sibyllin semble déclarer que les Tétouanais s'exposent à un châtement par leurs divisions, car les étrangers se proposent de faire ce dont nous demandons à Dieu de nous préserver. »

N° 190. — *L'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris*  
*au Ministre d'Etat*

3 Juin 1908

Comme suite à mes communications antérieures, relatives à la reconnaissance de Moulay-Hafid, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai parlé de nouveau hier de cette question avec le Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur Pichon m'a fait deux déclarations. La première fut que le gouvernement français entend que, lorsque le cas se présentera, on devra poser comme condition absolue et nécessaire pour la reconnaissance, la promesse formelle par Moulay-Hafid de s'obliger à respecter et observer les traités et conventions de ses prédécesseurs avec les Puissances. De cette façon, me dit M. Pichon, outre qu'il n'y aurait pas de doute à avoir sur la validité des conventions passées avec le Maroc, satisfaction sera donnée à tous les gouvernements et aucun ne pourra faire de réclamation sur ce point particulier. La seconde déclaration du Ministre des Affaires étrangères fut qu'à son avis le jour où Moulay-Hafid serait reconnu Sultan du Maroc, il faudrait qu'il le fût par toutes les puissances en même temps. Mais, à cet égard, ajoute M. Pichon, le gouvernement français agira toujours de concert avec l'Espagne et ne parlera pas de la question avec les autres cabinets sans s'être préalablement mis d'accord avec celui de Madrid.

M. Pichon insiste sur ce fait qu'il ne croyait pas encore venu le moment de parler de Hafid, mais cela n'empêche pas, ajouta-t-il, que nous devons constamment échanger nos impressions à ce sujet, afin de ne pas être pris au dépourvu et de pouvoir prendre d'un commun accord les mesures ou déterminations qui d'un moment à l'autre peuvent être nécessaires.

*Signé : F. DE LÉON Y CASTILLO.*

N° 193. — *L'Ambassadeur de Sa Majesté à Vienne au Ministre d'Etat*

Télégramme.

4 Juin 1908

Envoyés Moulay-Hafid, qui se trouvaient à Berlin, arrivés hier. Il me revient que ce gouvernement leur a fait savoir qu'il ne peut avoir avec eux aucune relation directe ou indirecte, son intention étant de s'abstenir de toute intervention dans affaires politique intérieure Maroc, s'en tenant strictement acte Algésiras.

*Signé : ARELLANO.*

N° 230. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger*  
*au Ministre d'Etat*

24 Juillet 1908

Aussitôt que j'ai reçu le télégramme que Votre Excellence a bien voulu me transmettre à la date du 18 de ce présent mois, j'adressai au Doyen du Corps diplomatique de cette ville, une Note — dont j'ai l'honneur de vous envoyer le texte — proposant de solliciter du Maghzen la communication du projet de règlement des mines.

Cette initiative a reçu le meilleur accueil de la part de tous mes collègues.

*Signé* : ALFONSO MERRY DEL VAL.

ANNEXE

TRADUCTION

Monsieur le Doyen et cher Collègue. — L'article 112 de l'acte d'Algésiras établit qu'un firman chérifien déterminera les conditions de concession et d'exploitation des mines et carrières. Dans l'élaboration de ce *firman*, le gouvernement chérifien s'inspirera des législations étrangères existant sur la matière.

Selon des informations qui me sont parvenues de Rabat, il paraît que ce règlement est actuellement élaboré par des fonctionnaires du Maghzen à Tanger. Conformément à l'article précité, je considère que le corps diplomatique est en droit de s'adresser au gouvernement marocain pour demander à prendre connaissance du texte du futur règlement avant sa promulgation (1). J'estime que ce désir est conforme à l'esprit de l'acte d'Algésiras et au texte même de l'article 112. Je vous serai reconnaissant de vouloir bien demander l'opinion de nos honorables collègues à ce sujet. — Tanger, 21 juillet 1908.

*Signé* : A. MERRY DEL VAL.

---

(1) Le Ministre impérial allemand à Tanger écrit dans le même sens, le 11 août 1908, au ministre des affaires étrangères à Berlin; le 20 août, M. Regnault et M. Wangenheim, ministre d'Allemagne, « après un vif débat » décidèrent d'informer le Maghzen « que le Maghzen aura à nous saisir du projet ainsi revu (par le corps diplomatique), avant sa promulgation, afin que nous puissions nous convaincre si ce projet est conforme aux conditions de la phrase 2 de l'art. 112 de l'acte d'Algésiras ». (Cf. *Livre blanc allemand*, Affaires du Maroc, janvier 1910, annexe 15).

N<sup>o</sup> 232. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté  
au Ministre d'Etat*

28 Juillet 1908.

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence copie de la dépêche n<sup>o</sup> 1755 du Doyen du Corps diplomatique de cette ville, accompagnée d'une lettre du Vizir des Affaires étrangères par intérim, faisant savoir que le Sultan a décidé de charger les Ingénieurs des travaux publics de l'élaboration d'un règlement pour l'exploitation des mines du Maroc.

*Signé* : ALFONSO MERRY DEL VAL.

ANNEXE

TRADUCTION

*Légation de Belgique au Maroc.* — Tanger 28 juillet 1908. — N<sup>o</sup> 1753. — Messieurs et chers Collègues. — Je vous remets ci-jointe une lettre du Vizir des Affaires étrangères p. i. m'avisant de ce que le Sultan a décidé de charger les Ingénieurs des Travaux publics de la rédaction d'un règlement sur l'exploitation minière. Le Corps diplomatique vient de décider par la circulaire n<sup>o</sup> 1751 que le Maghzen doit lui soumettre le projet de *firman* avant sa promulgation. Il semble ressortir de la lettre du Vizir que le Maghzen désire faire absolument le contraire : charger les Ingénieurs par notre intermédiaire, de la rédaction du règlement et l'examiner ensuite lui-même. Si ce procédé vous paraît acceptable, nous pourrions répondre à Si Dris el Ukili dans le sens de la lettre dont je vous sou mets le texte ci-joint. Je saisis cette occasion pour... etc.

*Signé* : BUISSET.

*Annexe au N<sup>o</sup> 1755.* — Traduction. — A Son Excellence Monsieur le Comte de Koziembrodski, ministre d'Autriche-Hongrie et doyen du Corps diplomatique. — Formule de politesse. — De nombreuses compagnies commerciales manifestent le désir d'entrer en négociations pour exploiter les mines de l'empire du Maghzen, mais le Maghzen ne s'est pas encore décidé à entamer ces pourparlers. Sa Majesté Chrétienne a jugé opportun d'adopter ces dispositions, de dicter les règlements et de fixer les conditions nécessaires pour l'exploitation de l'industrie minière dans son Empire de telle sorte que la garantie de ses droits soit assurée. Sa Majesté m'a ordonné de vous écrire pour vous faire savoir sa résolution de charger l'Ingénieur des Travaux publics de rédiger, avec ses auxiliaires, un règlement qui comprenne les conditions nécessaires et toutes les mesures propres à assurer la garantie et la conservation des droits du gouvernement chérifien. Ce règlement



sera soumis au Maghzen qui l'examinera et y introduira les modifications propres à le rendre plus conforme à la façon dont il gouverne ses sujets. De cette manière, s'il décide de traiter ensuite quelque affaire minière, le règlement complet sera prêt en temps opportun. Et alors ce règlement sera soumis aux compagnies qui demanderont l'examen de leurs recours conformément aux dispositions de l'acte de la Conférence. Nous prions Votre Excellence d'en aviser les membres respectables du Corps diplomatique, pour qu'ils en aient connaissance. — Formule de politesse. — 23 Jumada 1326 (26 juin 1908). — Signé : *Le Ministre intérimaire des Affaires étrangères* : DRIS EL UKILI.

*Projet de lettre au Vizir des Affaires étrangères.* — Nous avons reçu votre lettre nous informant que Sa Majesté chérifienne a décidé de charger l'Ingénieur des Travaux publics et ses adjoints de la rédaction d'un règlement sur l'exploitation des mines de cet Empire. Les représentants des puissances sont d'accord qu'il en soit ainsi et ils préviendront les ingénieurs qu'ils doivent se charger de cette mission. Le règlement sera soumis par la suite au Maghzen et un accord sera fait pour en fixer le texte définitif.

N° 238. — *Le Chargé d'Affaires d'Espagne à Tanger*  
*au Ministre d'Etat.*

4 août 1908,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence copie intégrale traduite de la note que Si Aïssa Ben Omar a adressé au nom de Moulay-Hafid au Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Catholique.

*Signé* : ALEJANDRO PADILLA.

## ANNEXE

Au nom du Dieu clément et miséricordieux. Il n'y a de pouvoir ni de force qu'en Dieu, le Haut, l'Elevé. — A l'ami, à l'intelligent Conseiller, coopérateur du bien entre les deux nations amies, qui s'occupe du rapprochement sincère des deux royaumes, au Ministre Plénipotentiaire, Représentant de la nation espagnole et amie en la cité de Tanger, gardée par Dieu et ensuite que Dieu soit loué et que votre illustre nation soit louangée; nous lui souhaitons le bien le plus complet. Vous n'ignorez pas le changement survenu dans la situation du Maroc; par suite de la mauvaise administration de Moulay Abd-el-Aziz et aussi de son entourage (que Dieu nous pardonne et leur pardonne également!) les désordres, les incidents graves et la misère du peuple n'ont fait qu'augmenter. Nous sommes convaincus qu'à ce sujet vous savez la vérité et que vous connaissez la cause du mal; nous sommes également certains que vous n'êtes point d'avis de voir se perpétuer cette situation de désordre et

cette lutte continuelle entre les habitants du pays; le remède est proche et sans danger qu'il s'oppose à la reconnaissance de la Justice et du Droit. Tous les habitants du Maroc, de ses villes et de ses campagnes sont d'accord pour proclamer Sa Majesté, notre Maître, élevé par Dieu, et le vénèrent, le cœur rempli de recueillement et d'allégresse. Ce qui uniquement les empêche de suivre le chemin droit et parfait, ce sont les nouvelles qu'ils reçoivent, d'intrigues et d'excitations sans résultat, de Moulay Abd-el-Aziz et de son entourage. Si ces intrigants cessaient leur agitation et restaient dans leurs frontières, l'état normal serait certainement rétabli et la tranquillité serait assurée dans toutes les régions. Notre Maître, à qui Dieu veuille donner la victoire, m'a ordonné de vous écrire pour vous informer de la situation et vous faire part que Sa Majesté (Dieu perpétue sa gloire) accepte le Traité de la Conférence admis par accord de tous les Représentants des nations amies; Elle l'admet dans tous ses chapitres et clauses, en toutes ses parties sans aucune restriction, sans qu'Elle ait à s'opposer en rien à ce qui a été souscrit tant que durera l'accord des nations qui acceptèrent ledit Traité; Sa Majesté désire que vous portiez officiellement ses intentions à la connaissance de votre Gouvernement, notre ami illustre et que votre Gouvernement ne doute plus de ladite acceptation du Traité, sans aucune opposition. Notre Seigneur (qu'à sa gloire soit perpétuelle) est convaincu que les nations n'accepteront rien qui soit au préjudice du peuple et des sujets, mais qu'au contraire elles voudront son bien. De même, Sa Majesté espère que par votre aimable intervention on essaiera d'éviter ces intrigues (celles de Abd-el-Aziz et de ceux qui l'entourent) et que vous interviendrez dans les affaires du peuple jusqu'à la fin par les heureux moyens de votre gestion et initiative qui seront la paix et l'ordre. Nous conservons pour vous la meilleure amitié et la plus pure affection. Et la paix. — 25 de Jumada 1326 (25 juillet 1908).

*Signé : AÏSSA BEN OMAR.*

N° 259. — *Le Chargé d'Affaires d'Espagne à Tanger  
au Ministre d'Etat.*

Télégramme

21 août 1908.

Reçu radio-télégramme Consul Casablanca qui dit : « Déroute complète Aziz près Marrakech. A fui accompagné un chérif à Bouza ». Nouvelle confirmée à Légation France (1).

*Signé : PADILLA.*

---

(1) Rappelons sommairement l'itinéraire de Abd-el-Aziz :  
11 juillet, à 4 heures du soir, départ de Rabat pour Temara, sur la route de Marrakech, à 12 km de Rabat.  
26 juillet, séjour à Sokrat-Djaja où il reçoit des renforts.

N° 260. — *Le Consul d'Espagne à Casablanca  
au Chargé d'Affaires d'Espagne à Tanger.*

21 août 1908.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Seigneurie que Abd-el-Aziz a été mis en complète déroute près de Marrakech. Il a dû s'enfuir. Ceux qui le mirent en déroute furent des habitants de Marrakech, une méhalla venue de Fez et des tribus de différentes régions partisans de Hafid. Les méhallas qui attaquèrent Abd-el-Aziz étaient commandées par différents chefs; on assure que le caïd Aïssa Ben Omar, ministre des Affaires Etrangères de Hafid se trouvait parmi les chefs. — On parle de nombreux morts et de nombreux blessés; on dit que le gouverneur de Casablanca, Ahmed ben el Arbi, qui accompagnait le sultan, est parmi les morts. Quelques-uns des militaires français qui accompagnaient la méhalla du sultan sont arrivés à Settât; le commandant Fariau est parmi eux. On ignore le sort du médecin anglais Verdon et des autres Européens qui faisaient partie de la suite du sultan.

N° 262. — *Le Chargé d'Affaires d'Espagne à Tanger  
au Sous-Secrétaire d'Etat.*

Télégramme

23 août 1908.

Moulay-Hafid vient d'être proclamé au château par le Pacha et les notables de la ville (1). Aussitôt que je sus qu'ils s'étaient réunis, je fus chez Représentant de France qui avait la même nouvelle. Nous étions en train de causer quand arrivèrent ensemble El-Guebbas

- 
- 4 août, arrivée à Seragna, où il reçoit des renforts.
  - 5 août, traversée du fleuve Umerbia.
  - 8 août, traversée de l'Oued Oum-er-Rebia; campement au sud de Meckra-el-Knidlat.
  - 9 août, arrivée à Dar-Allal-ech-Cherkaoui, chez les Serarna.
  - 10 août, arrivée à El Kelaat.
  - 14-15 août, démonstration chez les Zemran, à l'est de Sidi-Rahal.
  - 16 août, arrivée à Sidi-Othman.
  - 18 août, rencontre victorieuse avec El Glaoui et Amor Sektani, entre El Quelaa et Sidi-Rahal.
  - 19 août, défaite complète dans la région d'El Quelaa; le sultan couche à Mechra-ben-Kallou.
  - 21 août, arrivée à Dar-Ould-Tounsi sur le territoire Chaouya.
  - 22 août, arrivée à Settât.

(1) Moulay-Hafid fut proclamé Sultan à Fez le 4 janvier 1908, à Mékinez le 18 janvier, à Tétouan le 13 juin, à Alcazarquivir le 17, à Salé, Rabat et Larache le 25 août, à Arzila le 26, à Mazagan le 27, à Azemmour le 28, à Oujda le 1<sup>er</sup> septembre, à Mogador le 9 septembre.

et El Menebbhi (1). M. Regnault me demanda je restasse là pendant qu'il s'informerait objet visite. Peu après revint Représentant de France pour que j'assistasse à entrevue. Venaient dire que les notables vinrent leur demander séparément assistassent réunion pour proclamation mais qu'ils préférèrent aller rendre compte Légations France, Espagne et Angleterre, cette dernière parce que El Menebbhi protégé anglais. Au même moment retentirent coups de canon et alors les deux Arabes dirent : « Il est proclamé ». Alors Représentant France et moi leur dîmes que nous ne pouvions considérer leur visite que à titre officieux, mais que nous exigeons qu'ils garantissent l'ordre et la vie des Européens. A quoi répondirent que précisément pour cela s'étaient précipités, car tribus des environs se seraient impatientées n'eussent pas fait vite; toutes les personnes officielles conservent leurs postes attendant reçoivent ordres de Fez. La ville continue être tranquille (2).

*Signé : PADILLA.*

N° 267. — *Le Ministre d'Etat à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris.*

25. août 1908

Menebbhi a déclaré que Moulay-Hafid respectera Acte Algésiras et Traités en vigueur. Que Votre Excellence veuille dire à Ministre Affaires Etrangères que Gouvernement Sa Majesté est avis Espagne et France doivent inviter simultanément toutes Puissances signataires Algésiras à reconnaissance nouveau Sultan,

*Signé : ALLENDESALAZAR.*

N° 271. — *L'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris au Ministre d'Etat.*

Télégramme

26 août 1908.

Ce Gouvernement a reçu nouvelles que Abd-el-Aziz renonce toute lutte, se retirant pour l'instant à Casablanca, sous protection armée française.

*Signé : LÉON Y CASTILLO.*

(1) Cf *Livre jaune*, 1908, affaire du Maroc, tome IV, p. 343, n° 391.

(2) Cette tranquillité est encore affirmée par les lettres n° 263 et 264 de M. Padilla au Ministre d'Etat; il n'y eut que des rencontres peu importantes dans la montagne.



N° 272. — *L'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris*  
*au Ministre d'Etat.*

Télégramme

26 août 1908.

Dans entrevue aujourd'hui avec Ministre Affaires Etrangères lui ai exposé opinion Gouvernement Sa Majesté sur reconnaissance Moulay-Hafid. Selon M. Pichon, Espagne et France doivent prendre initiative d'indiquer aux Puissances les conditions dans lesquelles Moulay-Hafid pourra être reconnu comme Sultan du Maroc. Il convient que les deux nations se concertent sur ces conditions. Quand elles seront d'accord, elles verront s'il convient saisir par voie de Note commune les Gouvernements signataires de l'Acte d'Algésiras, leur manière de voir sur la question (1).

*Signé : LÉON Y CASTILLO.*

N° 278. — *L'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris*  
*au Ministre d'Etat.*

Télégramme

28 août 1908.

Absent hier et aujourd'hui ministre Affaires Etrangères ne pourrai le voir avant demain. Toutefois ai occasion de savoir que, comme résultat de notre dernière conversation a consulté Président Conseil ministres bases pour projet Note commune qu'Espagne et France doivent adresser aux autres Puissances. Points principaux qui s'y proposeront sont : à égard Acte Algésiras et autres Traités existants ; reconnaissance dettes contractées par Aziz ; qu'on assure avenir de ce dernier et que soit reconnue et respectée Commission indemnités Casablanca. Ce projet Note est envoyée à Président Conseil ministres à Carlsbad, pour son approbation et on attend réponse lundi au plus tard. Ce même jour ou lendemain on me le communiquera pour examen et approbation Gouvernement Sa Majesté.

*Signé : LÉON Y CASTILLO.*

---

(1) Cf. *Livre jaune*, 1908, Aff. du Maroc, t. IV, p. 350, n° 403 ; lettre de M. S. Pichon aux ambassadeurs à Madrid, Londres et St-Petersbourg. M. le vice-amiral. Touchard, ambassadeur à St-Petersbourg fit savoir le lendemain que le Gouvernement Russe approuvait pleinement les vues de M. Pichon. (*Ibid.*, p. 851, n° 407). Et le même jour, M. Allendesalazar, par dépêche à M. Léon y Castillo, répondit qu'il était également d'avis que l'Espagne et la France proposassent aux puissances la reconnaissance de Moulay-Hafid d'un commun accord (*Livre rouge*, 1911, p. 109 n° 277).

N° 281. — *Le Ministre d'Etat à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris.*

Télégramme

2 septembre 1908.

Chargé Affaires Allemagne vint me voir pour me dire son Gouvernement a chargé dire qu'il considère venu moment reconnaître Hafid et que pour cela Gouvernements Puissances devaient se mettre d'accord (1). Ma réponse fut que nous partageons mêmes idées pour assurer état normal Maroc et que sous peu enverrons Note proposant bases de reconnaissance dans but toutes les Puissances agir d'accord. Chargé d'Affaires Allemagne affirma Consul Vassel fut à Fez sans aucune mission politique. Chargé d'Affaires France remit hier projet note que j'étudie et répondrai sans tarder à ce Gouvernement.

N° 294. — *Le Ministre d'Etat aux Représentants diplomatiques de S. M. à Londres, Berlin, Saint-Petersbourg, Vienne, Rome (Quirinal), Bruxelles, La Haye, Lisbonne, Washington et Stockholm.*

Télégramme

12 septembre 1908.

On a envoyé Votre Excellence texte Note convenue par Espagne et France pour proposer à puissances reconnaissance nouveau Sultan Maroc. Veuillez vous mettre d'accord avec votre collègue France pour remettre au Ministre Affaires étrangères de ce pays.

*Signé : ALLENDESALAZAR.*

## ANNEXE

La résolution que le Sultan Abd-el-Aziz vient de prendre, en renonçant à la lutte contre Moulay-Hafid, place les puissances en présence d'une situation qui s'impose à leur examen.

L'attitude même qu'elles ont gardée au cours de ce conflit, leur entente sur leurs intérêts communs au Maroc et les principes dont elles sont déjà convenues lorsqu'elles ont eu à examiner la question marocaine à Algésiras, rendent d'ailleurs très aisée la conformité des vues sur cette situation.

---

(1) Le 19 août, M. de Lancken, chargé d'affaires d'Allemagne à Paris avait fait une démarche analogue auprès de M. Geoffray, directeur intérimaire des Affaires Politiques (Cf. *Livre jaune*, 1908, t. IV, p. 354, n° 412); il la réitéra le 1<sup>er</sup> septembre. (*Ibid.*, pp. 357 et 360, n° 419 et 422).

L'Espagne et la France chargées d'assurer l'exécution des mesures les plus importantes prises par la Conférence d'Algésiras pour la sauvegarde des colonies étrangères dans l'empire chérifien et spécialement intéressées dans les Affaires marocaines par leur qualité de puissances limitrophes croient devoir soumettre aux Cabinets les observations que leur suggère la substitution d'un nouveau gouvernement de fait au Maghzen d'Abd-el-Aziz.

Il apparaît tout d'abord et ce sera sans doute le sentiment unanime des puissances, qu'il est désirable d'affirmer, dans cette situation, au regard du Maroc, leur solidarité et leur complet accord, et il semble que le meilleur moyen d'établir l'entente nécessaire soit d'admettre la règle que les divers Gouvernements ne subordonneront la reconnaissance officielle du nouveau Maghzen qu'à l'obtention de garanties et de satisfactions communes à tous les intérêts étrangers.

Les Gouvernements espagnol et français estiment que les garanties à obtenir du nouveau Maghzen devront porter sur les points suivants :

Le nouveau Sultan devrait déclarer qu'il adhère d'une façon générale à toutes les dispositions de l'Acte d'Algésiras ainsi qu'à tous les règlements d'application prévus par cet acte qui ont été déjà établis et approuvés par le Corps diplomatique à Tanger, aux Commissions instituées en vertu de ces règlements, aux décisions chérifiennes et mesures quelconques prises à ce sujet. On ne doit pas oublier, en effet, que si cet acte constitue la consécration internationale de l'indépendance de l'Empire chérifien, il assure en même temps la sauvegarde des intérêts étrangers au Maroc.

Devraient être également confirmés les droits conférés à l'Espagne et à la France, avec l'agrément des Puissances, pour la surveillance sur mer de la contrebande des armes.

Le nouveau Gouvernement devrait accepter l'ensemble des autres traités et engagements conclus par les précédents Souverains du Maroc avec les Puissances, les arrangements passés avec le Corps diplomatique et les contrats avec les particuliers; il assumerait aussi la responsabilité des dettes contractées par Abd-el-Aziz. Les dettes souscrites au bénéfice de particuliers seraient soumises à une vérification dont les conditions seront déterminées ultérieurement.

Le règlement des dommages causés par les troubles de Casablanca se poursuivra devant la Commission internationale actuellement en fonctions. Le Sultan assumera la responsabilité effective et pécuniaire des décisions de cette Commission dont il confirmera les attributions.

Les événements démontrent la nécessité absolue que le nouveau Sultan manifeste publiquement et officiellement, au regard de son peuple, sa ferme intention d'entretenir avec les Gouvernements

étrangers et leurs nationaux des relations conformes au droit des gens.

Il devrait donc désavouer et arrêter les appels à la guerre sainte; dans ce but il adresserait aux Gouverneurs des tribus et des villes des lettres chérifiennes qui seraient destinées à prévenir ou calmer toute agitation et tout acte offensif, tant à l'intérieur que sur les frontières du Maroc. Le Sultan doit s'engager à adopter immédiatement toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la liberté des communications autour des ports et sur les principales routes de l'intérieur.

Ces garanties étant obtenues, rien ne s'opposerait plus à ce qu'une demande officielle de reconnaissance faite par Moulay-Hafid fût accueillie par les Puissances. Le Sultan déclarera que cela n'implique pour les Gouvernements étrangers aucune renonciation à poursuivre le règlement des questions qui touchent exclusivement à leurs intérêts respectifs, ni aucun préjudice à leur droit de poursuivre ce règlement. C'est ainsi que l'Espagne et la France se réservent de se faire rembourser leurs frais d'opérations militaires et de réclamer directement le payement d'indemnités pour le meurtre de leurs nationaux.

Par ailleurs, il conviendrait que le nouveau Sultan se prêtât à un règlement honorable de la situation personnelle d'Abd-el-Aziz et les Puissances lui recommanderont qu'il traite avec équité les fonctionnaires de son prédécesseur (1).

N° 313. — *L'Ambassadeur de Sa Majesté à Berlin*  
*au Ministre d'Etat*

22 septembre 1908

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence la Note que vient de me remettre le Ministre des Affaires Etrangères sur la reconnaissance de Moulay-Hafid.

*Signé : L. POLO DE BERNABÉ.*

## ANNEXE

Le Gouvernement impérial a eu l'honneur de recevoir la Note par laquelle les Gouvernements espagnol et français, animés comme le Cabinet de Berlin, du désir d'aborder sans retard la solution des questions que soulève la nouvelle situation créée au Maroc par le

(1) Cf. *Livre jaune*, 1908, *Maroc*, t. IV, p. 377, n° 443. Voir aussi la réponse des cabinets étrangers aux diplomates espagnols et français, dans *Livre jaune* 1908, t. IV, n° 445 et suivants, et *Livre rouge* 1908, n° 298 et ss.



résultat de la lutte entre les deux Sultans, ont bien voulu lui faire connaître leur manière de voir à ce sujet.

La Chancellerie impériale a la satisfaction de se trouver d'accord avec les Cabinets de Madrid et de Paris dans la pensée qu'il est de l'intérêt de toutes les Puissances signataires de l'Acte général d'Algésiras de se concerter en vue de l'attitude à prendre en présence de cette nouvelle situation. Estimant, comme eux, qu'il est désirable d'affirmer au regard du Maroc la solidarité et l'accord des Puissances, le Gouvernement impérial s'empresse de contribuer dès à présent pour sa part à l'établissement d'une entente de principe, en se déclarant partisan de l'idée de la reconnaissance officielle du nouveau Maghzen, quelque désirable qu'il soit dans l'intérêt de l'apaisement du Maroc et de la reprise régulière des affaires d'en accélérer l'accomplissement, devrait être précédée de l'obtention de garanties et de satisfactions communes à tous les intérêts étrangers.

N'ayant aucun intérêt particulier au Maroc, n'y aspirant ni à des avantages spéciaux ni à une position de faveur, ne s'inspirant que des principes consacrés par l'œuvre d'Algésiras, l'Allemagne éprouvera une véritable satisfaction à voir renaître dans l'Empire chérifien le calme, la paix et la sécurité et à y voir s'établir un ordre de choses représentant la mise en pratique complète et définitive des dispositions générales et particulières de l'Acte général d'Algésiras.

Partant de ce point de vue, le Gouvernement allemand, après un examen attentif et approfondi des propositions que les Gouvernements espagnol et français ont bien voulu lui présenter, croit pouvoir exposer sa manière de voir ainsi qu'il suit :

Le Gouvernement impérial est tout prêt à s'associer à une démarche ayant pour but de faire donner par Moulay-Hafid les garanties requises par la situation.

Comme ces garanties doivent être inspirées par les intérêts communs de tous les étrangers, le Gouvernement allemand est d'avis qu'afin d'accentuer l'accord et la solidarité des Puissances, la démarche dont il s'agit devra être faite par le Corps diplomatique résidant à Tanger, par l'entremise de son Doyen, procédé qui a été suivi lorsqu'il s'est agi d'obtenir l'adhésion à l'Acte général d'Algésiras du Sultan Abd-el-Aziz.

A ce point de vue, il paraît de bon augure que le Corps diplomatique de Tanger ait reçu récemment une lettre de Moulay-Hafid, contenant la notification formelle de son avènement au Trône et demandant sa reconnaissance (1). Dans cette lettre, le Sultan donne

---

(1) Par lettre adressée le 6 septembre 1908 au comte de Buisseret, consul de Belgique à Tanger, Doyen du Corps diplomatique de cette ville, Moulay-Hafid sollicita sa reconnaissance par les Puissances, en promettant qu'il se conformerait aux traités conclus entre le Maroc et les Puissances signataires de l'acte d'Algésiras (*Livre rouge 1908*, p. 118, n° 295).

des assurances formelles et précises sur la manière dont il entend gouverner et notamment sur sa ferme intention de se conformer en tous points à l'Acte d'Algésiras et aux autres obligations contiguës à cet Acte.

Le Gouvernement impérial estime que cette lettre constitue un fait nouveau, dont la portée ne saurait échapper à l'attention des Puissances, et il espère que les Gouvernements espagnol et français, dans un esprit d'équité et de haute prudence, seront disposés à examiner la question de savoir si les conditions formulées dans leur Note ne pourraient pas, pour une certaine part, être considérées comme satisfaites par la lettre de Moulay-Hafid.

Pour ce qui est du détail des garanties proposées, les observations suivantes se présentent, toujours sous les réserves qui découlent des remarques précédentes concernant la lettre de Moulay-Hafid.

Il conviendrait que le Sultan déclarât adhérer d'une façon générale à toutes les dispositions de l'Acte d'Algésiras ainsi qu'à tous les Règlements d'application prévus par cet Acte et établis ou approuvés par le Corps diplomatique de Tanger, aux commissions instituées en vertu de ces Règlements, aux décisions chérifiennes et mesures quelconques prises à ce sujet dans l'exercice du droit public marocain.

De même, le Gouvernement impérial ne s'oppose nullement à la confirmation des droits conférés à titre transitoire à l'Espagne et à la France, avec l'assentiment des Puissances, pour la surveillance sur mer de la contrebande des armes. Il y a, d'ailleurs, lieu de faire remarquer que ces droits expirent à la fin de l'année courante.

D'autre part, le Gouvernement impérial est disposé à reconnaître en principe que le nouveau Gouvernement marocain devra accepter l'ensemble des autres traités et arrangements conclus par les précédents Souverains du Maroc avec les Puissances, les arrangements passés avec le Corps diplomatique et même les contrats avec les particuliers; qu'il devra en outre assumer la responsabilité pendant la période de sa souveraineté.

Il est bien entendu que les contrats passés avec les particuliers et les dettes créées à une époque postérieure à la mise en vigueur de l'acte d'Algésiras ne pourraient être reconnus qu'autant qu'ils se trouveraient être conformes aux prescriptions de cet Acte. Les contrats et dettes non conformes à ces prescriptions ne pourraient pas figurer, à l'avis du Gouvernement allemand, parmi les obligations à présenter au Sultan au nom de la totalité des Puissances.

Le règlement des dommages causés par les troubles de Casablanca se poursuivra utilement devant la Commission Internationale actuellement en fonctions dont le Sultan aurait à confirmer les attributions.

Le Gouvernement impérial est disposé à proposer au Sultan, avec les autres Gouvernements qu'il manifeste publiquement et officiellement à son peuple sa ferme intention d'entretenir avec les Gouvernements étrangers et leurs nationaux des relations conformes au droit des gens, et qu'il s'engage à préparer dès maintenant toutes les mesures qui seront nécessaires à l'établissement de la sécurité et de la liberté des communications dans l'Empire chérifien.

Sans douter des intentions pacifiques de Moulay-Hafid, le Gouvernement impérial estime qu'il conviendrait de lui laisser une certaine liberté d'action afin d'éviter une nouvelle effervescence parmi la population musulmane et le renouvellement d'événements qui compromettraient sérieusement l'établissement d'un Gouvernement stable, unique garantie d'un développement qui soit conforme aux intérêts communs des Puissances.

Le Gouvernement allemand reconnaît qu'il appartient aux Gouvernements espagnol et français de régler avec le Maroc la question des frais de leurs opérations militaires et leurs réclamations motivées par le meurtre de leurs nationaux.

Il a la confiance que les Gouvernements espagnol et français tiendront compte du fait que la situation économique du Maroc offre un intérêt général.

Enfin, le Gouvernement impérial ne voit pas d'inconvénient à ce que le nouveau Sultan soit invité à régler d'une manière honorable et équitable la situation personnelle d'Abd-el-Aziz et de ses fonctionnaires.

N° 334. — *Le Ministre d'Etat aux Représentants diplomatiques de l'Espagne à Londres, Berlin, Vienne, Saint-Petersbourg, Rome (Quirinal), Bruxelles, Lisbonne, La Haye, Stockholm et Washington,*

Télégramme

15 octobre 1908.

Convenu avec Gouvernement français texte Note réponse Puissances à dernière lettre Moulay-Hafid demandant reconnaissance et convenu présentation le 19 à tous Gouvernements. Veuillez vous mettre d'accord Représentant français pour remise simultanée. Une fois approuvé texte on enverra Note pour Puissances à Tanger pour que Doyen Corps diplomatique la remette à Délégué Sultan.

*Signé : ALLENDESALAZAR.*

## ANNEXE

Les Gouvernements signataires de l'Acte d'Algésiras ont reçu la lettre, en date du 6 septembre dernier, que Moulay-Hafid leur a fait parvenir par l'intermédiaire du Doyen du Corps diplomatique à

Tanger et par laquelle il annonçait qu'ayant été proclamé par tous les habitants de l'Empire du Mogreb, il demandait à être reconnu par les Puissances comme Sultan du Maroc. Il offrait en même temps de reconnaître toutes les conventions publiques passées avec les Puissances par ses prédécesseurs et en particulier la Convention d'Algésiras ainsi que tous les règlements et accords dans lesquels est intervenu le Corps diplomatique à Tanger pour assurer l'exécution de cet Acte.

Les Gouvernements des pays représentés au Maroc ont accueilli avec satisfaction la déclaration spontanée de Moulay-Hafid qui mérite leur approbation.

Mais afin d'éviter à l'avenir toute interprétation erronée sur la portée de ses paroles, ils croient devoir en préciser la signification et en déduire expressément les conséquences, dans l'intérêt même des rapports d'amitié et de confiance qu'ils veulent entretenir avec l'autorité de l'Empire chérifien.

Ils considèrent qu'en acceptant tous les Traités passés par ses prédécesseurs avec les différentes Puissances, Moulay-Hafid adhère à toutes les dispositions de l'Acte d'Algésiras ainsi qu'à tous les Règlements d'application prévus par cet Acte et établis ou approuvés par le Corps diplomatique à Tanger, aux Commissions instituées en vertu de ces Règlements, aux décisions chérifiennes et mesures quelconques prises à ce sujet, aux engagements et obligations de tout genre résultant d'arrangements faits avec le Corps diplomatique à Tanger ou de contrats réguliers avec des particuliers.

Moulay-Hafid assume par voie de conséquence la responsabilité des dettes contractées par Abd-el-Aziz jusqu'au jour où ce dernier, en vue de sa renonciation au Trône, a entamé des négociations par l'intermédiaire de Menebbhi. Toutefois, les dettes qui auraient été souscrites au bénéfice des particuliers seront soumises à une vérification dont les conditions seront ultérieurement déterminées sur la base de l'Acte d'Algésiras.

Une des conditions principales du maintien de l'ordre est l'accord relatif à la police chérifienne dans les ports et le mandat qui, avec l'approbation des autres Puissances, a été donné temporairement à l'Espagne et à la France pour surveiller la contrebande maritime des armes. Il est entendu qu'aucune atteinte ne sera portée par l'autorité chérifienne à ces garanties.

D'autre part, Abd-el-Aziz ayant provoqué la réunion à Casablanca d'une Commission internationale chargée de régler les indemnités dues par le Gouvernement marocain à raison des dommages causés par les troubles survenus dans cette région, et cette mesure ayant reçu l'assentiment des Puissances qui ont envoyé leurs Délégués, il importe que la Commission reprenne dans le plus bref délai, avec les mêmes attributions que précédemment, ses travaux momentanément interrompus.



Une autre conséquence de l'acceptation des traités est l'obligation pour le Sultan de faire le nécessaire afin d'apporter la sécurité à ses sujets et aux colonies étrangères dans toutes les régions de l'Empire. Il convient, par suite, de procéder, dans des conditions en harmonie avec l'Acte d'Algésiras, à toutes les mesures indispensables pour garantir la sûreté et la liberté des communications, de manière à permettre l'établissement d'un Gouvernement stable, qui soit conforme à l'intérêt de tous. Il convient aussi que Moulay-Hafid le fasse savoir d'une manière officielle au peuple marocain en lui disant en même temps que sa volonté est de maintenir avec tous les pays et leur nationaux des relations conformes au droit des gens ainsi que cela doit être entre pays amis et qui se respectent réciproquement.

Ces questions sont celles qui intéressent toutes les puissances. Il en est d'autres qui ne concernent que certaines d'entre elles. En reconnaissant un nouveau Sultan, aucune Puissance ne renonce à son droit de poursuivre avec lui le Règlement des questions qui touchent exclusivement chacune d'elles en particulier.

C'est ainsi que l'Espagne et la France ont déclaré qu'elles se réservent de réclamer directement au Maghzen le remboursement des dépenses faites pour assurer la tranquillité dans certaines régions du Maroc au moyen d'expéditions militaires indispensables. C'est également avec le Maghzen que l'Espagne et la France, comme les autres Puissances qui se trouvent actuellement dans le même cas, traiteront la question des indemnités dues pour le meurtre de leurs nationaux.

Si, comme les Puissances l'ont toujours compris à la lecture de la lettre de Moulay-Hafid, ces explications répondent exactement à sa pensée, elles lui demandent de vouloir bien les en informer en termes précis, afin qu'elles puissent le reconnaître comme Sultan légitime du Maroc. Elles le prient de leur transmettre cette réponse par l'entremise du Doyen du Corps diplomatique à Tanger.

Elles ne doutent pas que Moulay-Hafid ne comprenne qu'il doit à son frère Abd-el-Aziz les moyens de mener une existence digne d'un prince qui le touche de si près et qui a occupé le trône impérial de ses ancêtres. Elles espèrent aussi qu'il traitera équitablement les fonctionnaires qui firent partie du Maghzen d'Abd-el-Aziz (1).

---

(1) Cf. *Livre jaune, Maroc, 1908*, t. IV, p. 469, n° 393 et 1908-1909, t. V, p. 2 et ss; voir aussi *Livre rouge, 1908*, p. 314 et suivantes.

## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS & DOCUMENTS DIVERS

---

### Arrêté concernant l'office de Législation étrangère

(22 Juin 1911)

---

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice :

Vu les articles 15 et 16 du décret en date du 21 juillet 1910 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'office de législation étrangère et de droit international,

Arrête :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>

M. d'Ardenne de Tizac, juge honoraire, attaché à l'office de législation étrangère et de droit international en qualité de traducteur non rétribué, est nommé rédacteur-traducteur audit office, en remplacement de M. Cote (Joanny), démissionnaire.

#### ARTICLE 2.

L'indemnité allouée à M. d'Ardenne de Tizac sera de 2.000 francs par an, payable mensuellement à partir du 1<sup>er</sup> juin 1911.

Le montant en sera imputé sur le crédit du chapitre 21 (Collection des lois étrangères (personnel) du budget du ministère de la justice, exercice 1911.

Le chef du cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 22 juin 1911.

A. PERRIER.

**Décret fixant les quantités de divers produits, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourront être admises en franchise à leur entrée en France du 1<sup>er</sup> Juin 1911 au 31 mai 1912.**

(22 Juin 1911)

Le Président de la République Française,

Sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture,

Vu la loi du 10 juillet 1890, accordant l'admission en franchise ou des traitements de faveur à certains produits tunisiens à leur entrée en France;

Vu, notamment, l'article 5, paragraphe D, de ladite loi, portant que, chaque année, des décrets du Président de la République, rendus sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies par le Résident général les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de ladite loi;

Vu les statistiques fournies par le Résident général,

Décète :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Sont fixées, ainsi qu'il suit, les quantités de produits ci-après dénommés, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourront être admises en franchise à leur entrée en France du 1<sup>er</sup> juin 1911 au 31 mai 1912 dans les conditions de la loi susvisée :

Fèves. ....	80.000 quintaux.
Chevaux. ....	1.300 têtes.
Anes et mulets. ....	1.300 —
Bœufs. ....	25.000 —
Moutons. ....	100.000 —
Chèvres. ....	1.000 —
Porcs. ....	1.000 —
Gibier vivant ou mort (sangliers, tortues, etc.) . . .	1.500 kilogr.
Volailles. ....	8.000 —

**ARTICLE 2.**

Est fixée à la somme de six millions de francs la valeur des quantités de produits d'origine et de provenance tunisiennes, non

dénommées dans les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi susvisée, qui, dans les conditions de cette loi et sous réserve des exceptions prévues dans son article 4, pourront, du 1<sup>er</sup> juin 1911 au 31 mai 1912, être admises, en payant en France, conformément aux dispositions de l'article 3 de ladite loi, les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers.

### ARTICLE 3.

Les Ministres des Affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 juin 1911.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre des affaires étrangères,*

JEAN CRUPPI.

*Le ministre des finances,*

J. CAILLAUX.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*

A. MASSÉ.

*Le Ministre de l'agriculture,*

PAMS.

---

## QUATRIÈME PARTIE

---

# CHRONIQUE

---

### FRANCE

#### I. — Personnel

Par décret en date du 21 mars 1911, M. Ratard (Louis-Onésime), ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe à Santa-Fé-de-Bogota, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Par décret en date du 19 Mai 1911, M. Frandin (Joseph-Hippolyte) consul général de France à Sydney, est nommé ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe, et nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Bogota.

Par décret en date du 19 Mai 1911, M. Bœufvé (Eugène-Edmond-Victor-Alexandre), consul de 1<sup>re</sup> classe à Brême, est promu consul général.

Par décret en date du 22 mai 1911 :

M. Chayet (Camille-Joseph-Alexandre), consul général, chargé du consulat de France à Stuttgart, est nommé au consulat général de France à Sydney.

M. Choublier (Maxime-Etienne-Auguste), consul de 1<sup>re</sup> classe, chef adjoint du cabinet du ministre, est nommé au consulat de France à Stuttgart.

Par décret en date du 26 mai 1911 :

M. Lelorrain (Georges-Ferdinand-Nicolas), vice-consul de 1<sup>re</sup> classe à Benghazi, est nommé au vice-consulat de France à Iquique.

M. Lecoutour (Charles-Maurice), vice-consul de 2<sup>e</sup> classe, est nommé au vice-consulat de France à Benghazi.



Par arrêté en date du 20 mai 1911, M. du Fayet de La Tour (Louis-Miriam-Joseph), vice-consul de 2<sup>e</sup> classe, chargé du vice-consulat de France à Iquique (non installé), est chargé de la chancellerie du consulat général de France à Gênes.

Par décrets en date du 29 mai 1911 :

M. Gey (Emile-Marie-Pierre), vice-consul de 1<sup>re</sup> classe à Colon, est placé dans le cadre de la disponibilité.

M. de Peretti de la Rocca (Jacques-Marie-Marc), vice-consul de 1<sup>re</sup> classe à Van, est nommé au vice-consulat de France à Colon.

M. Zarzecki (Stéphan-Eugène-Thadée-Joseph, vice-consul de 3<sup>e</sup> classe à Salonique, est nommé au vice-consulat de France à Van.

Par arrêté en date du 29 mai 1911 :

M. Blanchet (Louis-Léon), vice-consul de 3<sup>e</sup> classe à Casablanca, est chargé de la chancellerie du consulat de France à Salonique.

M. Fiez (Maurice-Zéphyr-René), vice-consul de 3<sup>e</sup> classe, est chargé de la chancellerie du consulat de France à Casablanca.

Par arrêté en date du 26 mai 1911 :

M. Arqué (Louis-François-Hippolyte), vice-consul de 2<sup>e</sup> classe à Christiania, est chargé de la chancellerie du consulat général de France à Moscou.

M. Weiller (Jean-Jacques-René), vice-consul de 3<sup>e</sup> classe à Moscou est chargé de la chancellerie de la légation de la République, à Christiania.

Par arrêté en date du 31 Mai 1911, ont été nommés élèves vice-consuls :

MM. Lancial (Emmanuel-Albert-Marie-Joseph).  
 Ducos (Maurice-Antoine).  
 Lasfargues (Jean-Marie-Emile).  
 Barde (Jean-Marie-Marcel).  
 Flandin (Louis-Charles-Hyacinthe-Marie-René).  
 Caula (Emile-Jacques-Marie-André).  
 Martin (Fernand-Robert).  
 Pellissier (Georges-Henri-Marcel).  
 Bonjour (Charles-Léopold).  
 Prestat (Jean-Marie-Édouard).  
 Destribats (Pierre).  
 Simon (Ernest).  
 Pantet-Depland (Marie-Jean-René).  
 Ferrier (François-Alphonse).  
 Blondel (Jules-François-Charles).

Par décrets en date du 9 juin 1911 :

Le vice-consulat de France aux Dardanelles est supprimé.

M. Brouland (Paul-Henri), vice-consul de 1<sup>re</sup> classe aux Dardanelles, est mis en disponibilité pour cause de suppression d'emploi.

M. Brillouin (Jean-Paul), vice-consul de 2<sup>e</sup> classe à Tampico (non installé), est placé sur sa demande, dans le cadre de la disponibilité.

Par décrets en date du 18 juin 1911 :

M. Dor de Lastours, secrétaire d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe à Londres, est promu à la 2<sup>e</sup> classe de son grade.

M. Chaumié, consul de 2<sup>e</sup> classe à Malaga, est chargé d'une mission commerciale en Espagne et en Portugal.

M. Labrousche, consul de 1<sup>re</sup> classe à Corfou, est nommé à Malaga.

M. Menant, consul de 2<sup>e</sup> classe chargé du vice-consulat d'Amsterdam, est nommé à Corfou.

M. Labbé, consul de 2<sup>e</sup> classe à Auckland (non installé), est chargé du vice-consulat d'Amsterdam.

M. Rigoreau, consul de 1<sup>re</sup> classe à Sanjosé-de-Costa-Rica, est nommé à Auckland.

M. Gauthier (Camille), consul, chargé du consulat de Glasgow, est placé dans le cadre de la disponibilité.

M. Rodde, consul de 2<sup>e</sup> classe chargé du vice-consulat de Swansea, est nommé à Glasgow.

M. Schoenfeld, consul de 1<sup>re</sup> classe chargé du vice-consulat de Southampton, est chargé du vice-consulat de Swansea.

M. Barthélemy, vice-consul de 1<sup>re</sup> classe chargé de la chancellerie de Genève, est chargé du vice-consulat de Southampton.

Par arrêté en date du 18 juin 1911 :

M. Bricage, vice-consul de 2<sup>e</sup> classe, chargé de la chancellerie d'Anvers (non installé), est chargé de la chancellerie de Genève.

M. Baptendier, vice-consul de 2<sup>e</sup> classe, secrétaire-archiviste de la légation de Tanger, est chargé de la chancellerie d'Anvers.

M. Marican, vice-consul de 3<sup>e</sup> classe faisant fonctions d'élève vice-consul à Constantinople, est nommé secrétaire-archiviste de la légation.

---

## II. Exequatur

L'exequatur a été accordé à M. Alberto Martinez de Hoz, consul de la république Argentine à Boulogne-sur-Mer.

L'exequatur a été accordé à M. le docteur Kent Monnet, consul des Etats-Unis du Brésil à Nice, avec juridiction sur le département des Alpes-Maritimes.

---

## III. Nominations

### dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 9 Juin 1911, rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères, et vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur du 3 juin 1911, portant que les nominations comprises dans le présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont nommés chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur :

MM.

Bellot (Jean-Ernest), président de la chambre de commerce de Tunis ; 5 ans de services militaires. Membre de la chambre de commerce de Tunis depuis 17 ans. Titres exceptionnels.

Lovy (Edmond-Pierre-Frédéric), docteur en médecine, médecin de S. A. le bey de Tunis ; 19 ans de services en Tunisie. Titres exceptionnels.

---

## Voyages du Président de la République en Tunisie et en Belgique

A l'occasion du voyage de M. le Président de la République en Tunisie (15-29 avril), les discours suivants ont été prononcés à Tunis :

### *Discours de S. A. le Bey de Tunis :*

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Je suis heureux de pouvoir vous exprimer aujourd'hui la joie profonde que j'éprouve et que mon peuple ressent en même temps que moi, en recevant sur la terre tunisienne le premier magistrat de la République, l'homme éminent et vénéré qui représente avec tant de dignité la nation protectrice. Vous avez voulu, Monsieur le Président, apporter à la Tunisie un témoignage indiscutable de la sollicitude avec laquelle le Gouvernement de la République française n'a cessé, depuis trente années, de guider et d'appuyer les efforts de la Tunisie vers le progrès et la civilisation.

« Vous allez parcourir la régence et vous avancer jusqu'aux régions les plus voisines du désert. En prenant contact avec les populations tunisiennes attachées à leur sol et unies dans un même amour de leur pays, malgré leurs origines si diverses, vous pourrez sans peine, Monsieur le Président, vous rendre compte des immenses progrès accomplis depuis l'établissement du protectorat français.

« Trop prudente et trop expérimentée pour songer à brusquer l'évolution de la nation protégée, la France a entrepris le développement économique et intellectuel par la mise à exécution progressive de réformes mûrement étudiées.

« L'heureux résultat de cette conduite si sage est un éclatant témoignage que tant d'efforts et de patience ont été couronnés de succès.

« La famille husseinite s'honore d'avoir étroitement collaboré à cette grande œuvre. Pour ma part, je suis heureux de donner mon concours sans réserves au représentant de la France qui m'est particulièrement cher, et je saisis avec empressement, Monsieur le Président, l'occasion qui m'est offerte de renouveler directement au chef de l'Etat français les assurances d'amitié et de loyal concours que je vous ai données lors de mon avènement au trône beylical. »

Le Président de la République a répondu :

« Il m'est très agréable de remercier Votre Altesse des paroles qu'elle vient de m'adresser. Le gouvernement de la République

accueillera les sentiments de loyauté cordiale dont elles sont l'expression comme un nouveau et précieux gage de la confiance inébranlable qui unit la dynastie husseinite et le peuple tunisien à la nation protectrice.

« Votre Altesse a rendu hommage à l'œuvre accomplie par la France, qui, pénétrée du sentiment le plus vif des devoirs qu'elle a assumés envers ce pays pour la cause de la civilisation et du progrès, vous a donné, après trente ans déjà, les preuves de la droiture inaltérable de ses intentions et de l'efficacité de sa protection.

« Sous l'égide du Gouvernement de la République, la Tunisie s'achemine vers une prospérité de plus en plus féconde, heureuse de ressentir jusqu'aux confins de son territoire, les bienfaits que l'éducation et la justice ont répandus.

« Des résultats aussi brillants et aussi décisifs sont la meilleure récompense du loyal concours que Votre Altesse et ses vénérés prédécesseurs ont prêté sans réserve aux représentants du Gouvernement français en Tunisie.

« Préoccupé du bonheur de ses sujets, dont la bonté lui a gagné les cœurs, Votre Altesse peut compter sur l'appui constant de la nation protectrice pour l'amélioration progressive du sort des populations tunisiennes.

« Messieurs,

« Ce n'est pas après trente ans de protectorat, dont vous avez été les meilleurs et les plus dévoués artisans, qu'il y a à dire le mérite de sa méthode et les avantages de son action.

« Je veux affirmer toutefois que la politique de lumière et de franchise que la France a inaugurée en Tunisie n'a jamais varié et qu'elle s'honore d'être restée toujours fidèle à ses principes et à ses desseins.

« Nous ne sommes pas venus ici pour refouler une race étrangère, antique occupante d'une contrée qui, à travers les âges, a eu des alternatives de grandeur et de déclin. Nous ne sommes pas venus pour lui imposer des croyances qui ne sont pas les siennes. Notre action, on l'a bien vu, n'est pas une œuvre de guerre, mais une œuvre de paix. Nous nous efforçons, en faisant la juste part de tous, d'appeler au partage des bienfaits de la civilisation des populations qui n'en connaissaient qu'imparfaitement les éléments et qui commencent à en recueillir les fruits.

« Qui ne voit qu'en défrichant les terres incultes, en poussant à leur fécondité par la transformation de cultures naguère encore rudimentaires, en substituant au nomade le travailleur à demeure qui veillera à la destinée de son champ avec la vigilance jalouse de celui qui possède un trésor, en créant des voies de communication dans toutes les directions, en établissant des lignes ferrées qui les relient



les unes aux autres et multiplient les rapports des différentes parties de la Régence entre elles, en ouvrant des ports au commerce des autres peuples, en suscitant des échanges lucratifs avec eux, qui ne voit aujourd'hui, des rives de la mer aux confins du désert, qu'on centuple les forces productives de la nature et qu'on répand la richesse ou l'aisance là où pendant des siècles on n'a rencontré que la pauvreté ou la misère ?

« Cette œuvre, à laquelle sera attaché, dans l'histoire, le nom impérissable de Jules Ferry, était digne de tenter une grande nation. La France l'a courageusement entreprise. Elle l'a conduite avec autant de prudence que de résolution.

« Elle a tenu, dans sa sagesse, à s'assurer la collaboration du temps, sans lequel on ne fait rien de solide et de durable. Elle a foi dans la puissance de l'exemple et dans l'empire de la raison, et voilà pourquoi elle continuera à donner à l'instruction des masses une impulsion dont les générations qui viennent reconnaîtront les appréciables bienfaits.

« Ce serait pure illusion que de croire qu'on peut faire disparaître par voie administrative ou réglementaire l'inégalité des conditions. Mais si par la fatalité des choses, il y en a qui sont en haut et d'autres en bas, c'est aux premiers à se pencher vers les seconds et à leur faire sentir leur supériorité, uniquement par le bien qu'ils leur font.

« Nos efforts doivent tendre à rapprocher de plus en plus l'indigène du colon.

« L'indigène est et restera pour nous l'objet de notre constante sollicitude. Il ne faut, en aucun cas, que personne ne s'y trompe, se départir de la fermeté nécessaire pour exiger de lui, comme de tous, l'indispensable obéissance aux lois et aux actes de l'autorité ; mais il y a deux choses qu'il ne faut pas oublier et qui vont, l'une et l'autre, au-devant de la soumission volontaire, la bonté qui attire et la justice qui met en confiance quand on en ressent les effets ou qu'on en voit la manifestation.

« Ainsi l'entend l'administration du protectorat, justement pénétrée du rôle et du devoir de la nation civilisatrice. Ainsi le comprennent ses agents, des plus élevés aux plus humbles, qui, à des titres divers, détiennent, avec tant de mérite et de sollicitude, des parties diverses de la puissance publique. Ainsi l'exigerait, si quelqu'un manquait à la règle, l'homme éminent qui préside avec tant d'autorité aux destinées du protectorat, et qui est en possession de la pleine confiance du Gouvernement de la République.

« Ainsi l'entend la conférence consultative, comme l'affirmait hier à Bizerte l'un de ses distingués secrétaires dans un éloquent discours. Cette assemblée d'élite, où se rencontrent tant de compétence et de lumières unies à tant de prévoyance et de bon vouloir, n'en est pas à compter les services qu'elle rend. Son indépendance et son dévoue-

ment à la cause commune donnent à ses avis et à ses vœux un poids, dont il est juste de faire état, dans l'intérêt supérieur de la chose publique.

« J'adresse à tous les coopérateurs de la grande œuvre entreprise les remerciements et les félicitations du Gouvernement de la République. Je les adresse également à tous les colons, Français, indigènes ou étrangers, du haut au bas de l'échelle sociale. Leur énergie et leur labeur, si souvent mis aux plus rudes épreuves, ne contribuent-ils pas puissamment à la création des fortunes privées et au développement de la fortune publique ? Nos sympathies ne vont pas à eux, sans que notre fierté nationale n'ait lieu de s'enorgueillir de voir que c'est à l'ombre de notre drapeau qu'ils apportent généreusement leur pierre à un édifice qui attestera dans l'avenir de la grandeur et de la gloire de leurs efforts.

« Trente ans de contact avec cette terre dont l'aspect se renouvelle sous nos yeux n'ont pas été sans produire des effets que notre patriotisme se félicite d'enregistrer. Français et indigènes ne se sont pas inutilement confondus sur les bancs de nos écoles où, dans les commencements de la vie, les idées de solidarité n'ont pas vainement pénétré leurs cœurs et leurs consciences ; et quelle joie a été la nôtre de voir les enfants de la Tunisie, sans distinction d'origine ou de race, rivaliser de bravoure avec nos soldats, au Maroc, et livrer, à leurs côtés, des combats qui n'ont pas été sans honneur !

« Je bois une seconde fois à la Tunisie, et en confondant dans une pensée commune de bienveillant intérêt, à la fois, colons et indigènes, je bois à la prospérité et à l'avenir du protectorat. »

A la fin de son toast, le Président de la République a ajouté :

« Je ne voudrais pas terminer sans exprimer ma gratitude à la ville de Tunis pour l'accueil chaleureux que j'ai reçu d'elle.

« Les acclamations qui m'ont accueilli hier et ce matin ne s'adressaient pas seulement au Président de la République, elles allaient plus loin, par delà les mers, porter à la France l'hommage ému et reconnaissant d'une population énergique, vaillante et courageuse.

« Messieurs, je bois à la prospérité toujours croissante de la ville de Tunis. »

---

A l'occasion du voyage de M. le Président de la République en Belgique (8-11 mai), les discours suivants ont été prononcés à Bruxelles :

*Discours de S. M. le Roi des Belges :*

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« C'est pour moi un véritable bonheur que de vous souhaiter aujourd'hui la bienvenue et de vous dire la joie que nous éprouvons à vous recevoir dans la capitale de notre pays.

« L'année dernière, nous emportions de Paris avec l'ineffaçable souvenir de l'accueil chaleureux que nous y avons reçu, la promesse que vous aviez bien voulu nous faire d'une prochaine visite à Bruxelles. Laissez-moi tout d'abord vous remercier de vous être rendu si gracieusement à notre invitation.

« En parcourant les rues pavoisées de cette ville, salué par les manifestations de sympathie de la population, vous avez pu vous convaincre, dès votre arrivée, de la sincérité des sentiments que le peuple belge nourrit pour le beau et glorieux pays de France ; il n'ignore pas, en effet, la place que le génie français occupe dans l'histoire de l'humanité, il se plaît à rendre hommage à ses brillantes qualités, il a puisé de tout temps aux sources fécondes de sa littérature et de sa science, enfin il est toujours heureux de recevoir et de fêter chez lui ses représentants attitrés, penseurs, hommes d'Etat écrivains ou artistes.

« Interprète fidèle des paroles qui sont ici sur toutes les lèvres, j'aime à vous exprimer une fois de plus, monsieur le Président, la vive amitié que les Belges ont vouée au peuple chevaleresque dont vous personnifiez le gouvernement.

« La Belgique se réjouit de voir dans la présence à Bruxelles du premier magistrat de la République voisine une preuve nouvelle des relations non seulement motivées par la contiguïté de leurs territoires mais aussi fondées sur une estime réciproque, sur un échange d'idées incessant et sur des intérêts commerciaux qui n'ont fait que grandir d'année en année, aussi est-elle en droit d'espérer que nos deux pays éprouveront un égal désir de concilier leurs besoins économiques au moyen d'ententes amicales. »

« La reine se promettait un grand plaisir de vous faire aujourd'hui avec moi les honneurs de ce palais ; elle en est malheureusement empêchée par une indisposition, et elle m'a prié d'être auprès de vous l'interprète de tous ses regrets.

« Je lève mon verre en l'honneur du Président de la République française, de M. Fallières, qui nous donne le bel exemple d'une vie entièrement consacrée au travail et aux intérêts supérieurs de son pays. Je bois à son bonheur et à la prospérité de la France. »

Le toast suivant a été porté par le Président de la République au roi des Belges :

« SIRE,

« Votre Majesté ne sera certainement pas surprise si mes premières paroles sont pour vous prier d'exprimer à S. M. la Reine les vœux que je forme pour son rétablissement définitif.

« Je réponds ainsi non seulement à ma propre pensée, mais à celle de la France, qui est encore aujourd'hui sous le charme du souvenir de la visite que Vos Majestés ont bien voulu me faire, l'année dernière, à Paris, où S. M. la reine Elisabeth a laissé la trace ineffaçable de sa grâce exquise et de sa rayonnante bonté.

« Sire, je suis profondément touché des paroles si chaleureuses que Votre Majesté vient de m'adresser et des termes dont elle s'est servie pour définir les sentiments du peuple belge à l'égard de la France. Il m'a été infiniment agréable d'y retrouver comme un éloquent commentaire des acclamations qu'a prodiguées au Président de la République française la vaillante population de votre splendide capitale.

« J'ai hâte de dire toute l'émotion que m'a causé un pareil accueil. L'écho de ces manifestations sympathiques comme celui des paroles de Votre Majesté retentira dans le cœur de tous les Français. Ils en seront très fiers.

« A mon tour, j'ai grand plaisir à exprimer à Votre Majesté la profonde et sincère sympathie que la France et son Gouvernement professent pour la Belgique et ses souverains.

« Ma visite n'est pas seulement l'accomplissement d'un agréable devoir de haute courtoisie. Elle est l'affirmation de tout le prix que mon pays attache à l'amitié du vôtre.

« La France suit avec autant d'intérêt que d'admiration le rapide et brillant essor de votre jeune nationalité. Elle l'a vue naître et grandir, en se fortifiant, au milieu des plus graves difficultés.

« Dans toutes les branches de l'activité humaine : industrie, commerce, politique, lettres, sciences et arts, la Belgique s'est fait une place éminente dans le concert des nations. Plus que personne nous applaudissons à ses succès, et, avec Votre Majesté, nous formons le souhait que par leurs aspirations communes nos deux pays soient portés vers une conciliation toujours plus grande de leurs intérêts économiques.

« Je lève mon verre en l'honneur de Votre Majesté, de S. M. la Reine et de la famille royale.

« Je bois à la Belgique, à sa prospérité croissante et à son indéfectible avenir. »

---



## Débats parlementaires sur la politique extérieure

---

SÉNAT (14 Juin 1911)

*A la discussion du budget du ministère des affaires étrangères fut jointe celle de l'interpellation de M. Jénouvrier sur la manière dont furent dirigées les opérations de police récemment effectuées au Maroc.*

M. JÉNOUVRIER. Messieurs, le pays accompagne d'une sollicitude patriotique les efforts que font depuis longtemps nos soldats pour amener la pacification et pour établir la civilisation sur la terre marocaine.

Cette sollicitude s'est manifestée à plusieurs reprises au Parlement par des interpellations successives, en dehors — comme il convient — de toute idée politique et qui n'avaient qu'un but : apporter de la lumière sur une question essentielle pour la France, mais qui est un peu, et presque nécessairement obscure.

Depuis que nous nous sommes occupés ici du Maroc, sur la demande de mes amis de Lamarzelle et Gaudin de Villaine, depuis qu'on s'en est occupé dans l'autre Assemblée, il s'est produit des événements considérables.

Ce fut d'abord le blocus de Fez menaçant des pires dangers les instructeurs que nous avons envoyés au sultan, menaçant nos nationaux, les Européens vivant dans la capitale marocaine, menaçant le sultan lui-même.

Ce fut ensuite la constitution de deux corps de troupes françaises chargés successivement — et je pense l'un à défaut de l'autre — d'aller débloquer Fez, de sauver nos nationaux et nos officiers et d'aller porter secours, sur leur demande et sur celle de leurs consuls, aux Européens bloqués dans Fez.

Ce fut enfin l'entrée de nos troupes dans la capitale marocaine, qui, pour la première fois depuis des siècles, aperçut flottant le drapeau d'une nation civilisée. Disons-le tout de suite avec fierté, ce drapeau était notre cher drapeau tricolore. (*Très bien !*)

J'ai pensé et plusieurs de mes collègues ont pensé avec moi que dans ces circonstances, que des événements encore tout récents ont rendues plus graves, il convenait d'instituer un débat sur le Maroc avant la séparation du Parlement. Nous avons pensé aussi que l'atmosphère réfléchie, apaisante du Sénat était plus propice qu'aucune autre à l'ouverture d'une discussion qui doit être franche, nette, complète (*Marques d'approbation*), mais dont je ne me dissimule pas les difficultés, parce qu'elle doit être en même temps remplie de réserve et de discrétion. (*Très bien ! Très bien !*) C'est pour cela, messieurs, que j'ai déposé ma demande d'interpellation. Je



J'ai rédigée, volontairement et délibérément, dans les termes les plus modestes. Certains ont même trouvé qu'ils étaient trop modestes...

M. TILLAYE. On n'est jamais trop modeste ! (*Sourires*).

M. JÉNOUVRIER... mais j'ai estimé qu'ils précisaient suffisamment le devoir, la volonté, le droit de la France, qui, respectueuse de ses engagements, ne veut apporter au Maroc que l'ordre, la paix, dans l'intérêt de tous et dans l'intérêt de la civilisation. (*Très bien !*)

Il m'a semblé, messieurs, que l'interpellation ainsi déposée pourrait se résumer dans les trois propositions, dans les trois questions suivantes : 1° Pourquoi sommes-nous allés au Maroc ? Quels sont les titres, quels sont les droits qui nous ont permis d'y envoyer une double occupation militaire ; 2° qu'y faisons-nous et quelle est la pensée directrice des opérations auxquelles nos soldats se livrent ; 3° qu'y ferons-nous demain, et quelles mesures prendrons-nous pour maintenir l'œuvre que nous y aurons réussie ?

Je pourrais presque, messieurs, me contenter de poser ces questions au Gouvernement qui, ayant la responsabilité du pouvoir, doit avoir l'obligation d'y répondre et de les résoudre. Mais nous savons tous que la fiction parlementaire en décide autrement ; elle impose à l'interpellateur l'obligation de répondre lui-même aux questions qu'il a posées ; le Gouvernement donne ensuite ses explications, et le Parlement ainsi éclairé par un débat complet et contradictoire, statue.

Je me conformerai à la tradition.

Je demande d'abord, à quel titre nous sommes au Maroc, et je réponds : Nous y sommes à des titres multiples, divers, différents dans leur origine, dans leur durée, comme dans leurs conséquences. Et comme il plaît aujourd'hui à certains de les discuter, je tiens à les préciser, afin que l'essentiel ne soit pas perdu de vue pour l'accessoire.

Je dis que nous sommes au Maroc en vertu de droits qui nous sont propres et personnels ; ils ne sont pas d'hier ; ils sont presque centenaires et la date à laquelle je parle aujourd'hui, 14 juin 1911, est précisément l'anniversaire exact de la date glorieuse à laquelle ils sont nés, le jour où l'armée française est entrée dans Alger. Ce jour-là, l'histoire a enregistré un des actes les plus graves de l'humanité ; ce ne fut pas seulement le châtement mérité d'une injure faite à la France et à son drapeau — ceci peut passer sans entraîner de lointaines conséquences — le 14 juin 1830 a marqué surtout la résurrection d'un continent tout entier, séparé, depuis des siècles, de la civilisation et qui y était rattaché, grâce à l'initiative de notre patrie. Et comme si la grande et glorieuse monarchie française... (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

M. DOMINIQUE DELAHAYE. Applaudissez, messieurs les républicains !

M. ROUBY. Nous attendons vos applaudissements.

M. JÉNOUVRIER.... dont le labeur opiniâtre et assidu avait fait, avec la collaboration de la nation tout entière, la France continentale, avait pressenti son couchant, elle avait voulu couronner son œuvre et descendre à l'horizon dans la majesté d'une gloire accrue, en créant pour la France celle d'outre-mer et en jetant les premières assises et les premières bases du splendide empire colonial, que nous possédons aujourd'hui. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements à droite.*)

Mais à cette date du 14 juin 1830, veuillez bien le retenir, fut précisément posée la question marocaine. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

Qu'était-ce, en effet, messieurs, que cette région qui allait devenir voisine de la nôtre ?

Quand j'ouvre les documents officiels, quand j'entends ou que je lis les discours ministériels, je constate qu'il y est question de l'empire du Maroc, du sultan du Maroc, de son ministre des affaires étrangères, exactement comme s'il s'agissait de l'empereur d'Autriche ou du roi d'Italie.

Cela, c'est l'apparence, c'est ce que souffre le papier. La réalité est toute différente ; la réalité, c'est que la terre marocaine était la terre du désordre et de l'anarchie ; aucune autorité régulière n'y avait jamais fonctionné, j'ajoute : n'y a fonctionné depuis, dont le pouvoir soit accepté par tous. Elle est peuplée de tribus indépendantes presque toujours en guerre entre elles, disant de celui qui se prétend leur chef, parce qu'il est à Fez : « La tribu forte vomit le caïd du sultan ».

Et, messieurs, ce qui était vrai de toute la région du Maroc l'était principalement de celle qui avoisine nos possessions algériennes, notre province d'Oran.

Là, dans cette zone, l'autorité du sultan, de ses représentants, de ses méhallas ne se faisait sentir que faiblement, d'une façon intermittente et surtout d'une façon malfaisante.

Ecoutez ce qu'en dit un historien contemporain d'un grand mérite :

« Brûler des moissons, couper des arbres à fruits, piller des douars et des villages, razzier des troupeaux, violer des femmes et des enfants, ruiner en un mot et mettre à feu et à sang une région, en frappant surtout les faibles, c'est en cela qu'ont toujours consisté les manifestations du pouvoir central, et de l'autorité chérifienne dans la région des confins. Aussi elle n'y était ni aimée ni estimée, et on assure qu'interrogés s'ils préféreraient l'un ou l'autre

des sultans, les indigènes répondaient : Ils ont tous deux la même mâchoire ».

Messieurs, il est facile de comprendre que dans une telle situation, les possesseurs de l'Algérie seraient nécessairement amenés, par le besoin impérieux de se défendre, à intervenir dans cette contrée barbare, où aucune autorité n'était respectée, réfractaire à toute vie politique ou économique, dans ce pays musulman, qui pose comme principe que piller des chrétiens, c'est faire une bonne action, dans ce pays de nomades se déplaçant incessamment à la recherche de pâturages et surtout de razzias.

D'autant que la population des confins marocains était identique à la population de notre Oranie ; c'étaient la même race, les mêmes mœurs, la même religion.

Il est donc d'évidence que la France avait un intérêt de premier ordre, un droit indiscutable, celui qui part de la légitime défense, à établir un cordon sanitaire le long de ses possessions. Je ne dis pas le long de ses frontières, car de frontières, telles que nous les concevons, précises, déterminées, il n'y en eut jamais entre l'Algérie et l'empire du Maroc. (*Très bien ! très bien !*). Cette région était le théâtre de luttes ininterrompues entre les tribus qui les parcouraient depuis des siècles et qui s'en disputaient, les armes à la main, la jouissance. Et comme il est de principe élémentaire que, lorsqu'on veut protéger quelque chose, il faut s'interposer entre cette chose et l'ennemi, nous fûmes amenés, dès le premier jour de notre occupation algérienne, à établir sur et dans ces confins des colonnes mobiles fortes et imposantes pour faire la police et rétablir l'ordre.

La France suivit ainsi les préceptes du général Bugeaud et de ses lieutenants Lamoricière et Bedeau ; ils sont encore bien de mise aujourd'hui et on devrait les mettre en pratique : « Pas de petits paquets, disait-il, pas de petits postes, où les garnisons périssent d'ennui et de maladie derrière leurs murailles, pendant que les nomades tourbillonnent autour d'elles, enlevant les sentinelles et fusillant les isolés (*Très bien ! très bien ! à droite*) ; mais des colonnes sérieuses et des reconnaissances de police très fortes. C'est le plus sûr moyen d'éviter les incidents. Six cents hommes passent sans encombre là où cent hommes se font accrocher. Il faut manifester la force pour en éviter l'emploi. » (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs*).

Et c'est encore Bugeaud qui formulait cette règle, aussi opportune aujourd'hui qu'alors : « Il faut être maître partout, sous peine de n'être en sécurité nulle part. » (*Très bien !*).

Donc la France avait un droit incontestable à entrer au Maroc, et il l'était tellement, qu'il fut reconnu dès l'origine.

Je ne cite au Sénat, parmi tous les actes qui l'ont reconnu, que la convention de Tanger, du 10 septembre 1844, le traité de Lalla-

Marnia, du 18 mars 1845, dans lesquels on reconnaissait formellement, non seulement notre possession africaine, mais aussi ce qu'on a très justement nommé le droit de suite de la France sur les territoires prétendus marocains.

Ce droit de suite, a été fréquemment exercé. Je ne citerai que pour mémoire la véritable expédition du général de Martimprey, en 1859, l'expédition du général de Wimpfen, au début de 1870, dans laquelle il avait pour lieutenants les généraux de Colomb et Chanzy. Et cependant, vous me permettez, messieurs, de m'arrêter quelques instants sur cette expédition, parce que le pouvoir central d'alors, peut-être comme beaucoup de ses successeurs, donnait au général qui commandait l'expédition des instructions qui étaient de nature à en amoindrir ou à en presque détruire l'efficacité.

Le Gouvernement d'alors, craignant d'inquiéter la Cour de Fez, de froisser les susceptibilités de l'Angleterre et d'émouvoir l'opinion publique en France, enjoignait au général de Wimpfen de limiter ses opérations, de rester le moins longtemps possible sur le territoire marocain, de ne pas oublier que les Zeydou, avec lesquelles il allait se rencontrer, étaient des sujets marocains. Si bien que, avant son départ, le général exprimait ses doléances, que peut-être beaucoup de ses successeurs auraient pu reproduire.

Ecoutez ce qu'il disait : « Il me semble qu'à Paris on ne s'est pas suffisamment rendu compte de la situation qui nous est faite par les tribus frontières qui ne sont à l'empire du Maroc que d'une façon nominale et qui ne connaissent d'autre règle que leur caprice ou la force qui les réprime. Le gouvernement marocain a proclamé lui-même à diverses reprises cette vérité ».

Et cependant, malgré l'inefficacité relative de l'expédition du général de Wimpfen, la pointe que nos soldats poussèrent jusqu'aux limites du Tafilelt eut ce résultat très heureux, que la formidable insurrection de 1871 n'eut aucun retentissement dans le département d'Oran, où aucun douar ne fit défection.

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. C'est pour cela qu'on aurait dû l'occuper.

M. L'AMIRAL DE CUVERVILLE. C'est très vrai !

M. JÉNOUVRIER. Cette manière de faire, que nous avons suivie depuis 1830 jusqu'en 1871, fut abandonnée à cette date, et le Gouvernement français, absorbé par d'autres préoccupations, craignant peut-être à l'excès de faire parler la poudre, substitua au droit de suite, jusqu'alors exercé dans l'empire marocain, le système des réclamations pécuniaires, portées à Fez par voie diplomatique. Je ne serai contredit par aucun de ceux qui ont dirigé le département des affaires étrangères depuis 1871, quand j'affirmerai que le résultat de ces démarches et de ces réclamations fut, presque toujours et d'une façon absolue, négatif.



Pendant toute cette période, la politique du sultan du Maroc fut aussi intelligente, aussi adroite et aussi avisée que la nôtre l'était peu.

A toutes nos réclamations, il répondait qu'il était impuissant à rétablir l'ordre dans les tribus dont nous nous plaignions. Pendant ce temps-là, il suscitait, chez les mêmes tribus, des réclamations, afin de pouvoir opposer aux nôtres une compensation fausse dont nous étions les dupes.

Une telle situation ne pouvait se prolonger ; la réaction devint un jour nécessaire. Elle se produisit ; et il n'est que juste de reconnaître que le principal mérite en revient à M. Jules Cambon, qui rompit avec la politique négative et néfaste de ses prédécesseurs.

J'insiste sur ce point, pour répondre à certain reproche amical que nous adressait un de nos collègues, l'honorable M. Pichon — que je vois à son banc — alors qu'il était ministre des affaires étrangères, nous disant : « Vous êtes quelque peu porté à séparer dans vos éloges la diplomatie de l'armée. » J'ai protesté, et je tiens aujourd'hui à prouver la sincérité de ma protestation, en rendant à une diplomatie avisée, à un diplomate habile, bon serviteur de la France, le juste hommage qu'ils méritent.

Et c'est dans ces conditions que furent signés le protocole du 20 juillet 1901 et les accords des 20 avril et 7 mai 1902, qui ne sont pas autre chose que le fondement et comme le prélude de l'acte d'Algésiras.

Voici, en effet, comment débute le protocole du 20 juillet 1901 :

« Les puissances contractantes affirment qu'il a pour but de consolider les liens d'amitié existant entre les deux gouvernements et de développer leurs bons rapports réciproques, en prenant pour base le respect de l'intégralité de l'empire chérifien d'une part, et d'autre part l'amélioration de la situation de voisinage immédiat qui existe entre eux par tous les arrangements particuliers que nécessitera ledit voisinage. »

Quant aux accords, ils prévoyaient d'une façon expresse la politique d'association qui est aujourd'hui la nôtre.

M. GAUDIN DE VILLAIN. Cela n'a pas réussi.

M. JÉNOUVRIER. Ils organisaient la collaboration de la France et du maghzen dans les régions frontalières, en ce qui concerne la police, le commerce et les douanes, et ils instituaient enfin deux commissaires pour assurer l'exécution des accords ainsi passés.

M. L'AMIRAL DE CUVERVILLE. Très bien ! Voilà la base de nos droits.

M. JÉNOUVRIER. Il est inutile de rechercher pour quels motifs ces accords n'ont pas produit les résultats qu'on en attendait. Je ne veux pas me demander si c'est par impuissance ou par mauvaise volonté que le gouvernement chérifien n'a pas tenu ses promesses. Je constate seulement qu'il ne les a pas tenues, et il fallait un événement de



la plus haute importance, l'agression que, à la date du 31 octobre 1903, les gens de Figuig se permirent sur la personne même de notre gouverneur général de l'Algérie, M. Jonnart, pour mettre un terme à ces humiliations trop longtemps subies et pour que notre Gouvernement d'alors résolut de prendre des mesures énergiques pour y mettre fin.

Certes, il ne manquait pas de chefs militaires capables de les réaliser ; mais vous reconnaîtrez tous, sans doute, avec moi, que le Gouvernement eut la main particulièrement heureuse dans le choix qu'il fit, à cette date, du colonel Lyautey. (*Très bien ! très bien !*).

Le colonel Lyautey avait été formé, dans l'île de Madagascar, à l'école d'un de nos grands chefs, le général Galieni, au rôle magnifique de pacificateur et de colonisateur. Il a continué à pratiquer les principes qu'il avait acquis, ce qui lui a permis d'affermir notre domination dans tout le Sud-Oranais, en établissant la paix dans les confins marocains. Il a promené et planté notre drapeau de Figuig à Oudja, de Bou-Denib à Malarka, de Malarka à Taourirt. Du Nord au Sud, l'Algérie est couverte par une zone acquise à la sécurité.

Pendant sept années, il a été partout, presque en même temps, réalisant la devise qui est la sienne, et que je recommande à tous les Algériens : « On se garde par le mouvement. »... (*Très bien ! très bien ! à droite et sur divers bancs*).

M. L'AMIRAL DE CUVERVILLE. C'est la vérité.

M. JÉNOUVRIER... laissant partout des postes solides, bien organisés, et se souvenant encore de cette formule du général Bugeaud :

« En Afrique, une expédition non suivie d'occupation ne laisse pas de trace plus durable que celle qui est faite par le sillon d'un navire sur la mer immense. » (*Très bien ! à droite*).

Voulez-vous me permettre de vous indiquer les moyens qu'il employait pour pacifier après avoir acquis ?

Ecoutez les instructions qu'il adressait aux commandants de secteurs des Beni-Snassen, et j'imagine que les instructions doivent servir de ligne de conduite à tous les commandants de secteurs :

« Les commandants de secteurs devront avant tout s'efforcer de faire de leur poste un centre d'attraction pour les indigènes. Après la répression, l'objectif de la période actuelle est de réaliser la pacification matérielle et morale, en habituant les indigènes à notre contact et en leur en faisant apprécier le bénéfice (achat de denrées, protection, arbitrage, assistance médicale, etc., etc.)

Les commandants des secteurs devront veiller de la manière la plus stricte à ce qu'il n'y ait de la part de nos troupes, particulièrement de nos troupes européennes, aucune vexation, aucun abus d'autorité, aucune violence, aucune rapine à l'égard des indigènes ; à ce que les mœurs, leurs habitudes religieuses, leurs zaouïs, leurs koubbas soient soigneusement respectés. »

M. LE COMTE DE TRÉVENEUC. Si on nous en faisait autant !

M. JÉNOUVRIER. A l'aide de ces moyens, le général Lyautey est arrivé au résultat que je vous indiquais tout à l'heure. Et il n'est que juste d'y associer, parce que, lui aussi, en a eu le mérite, M. le gouverneur général Jonnart. (*Très bien ! très bien !*).

M. le gouverneur général de l'Algérie s'est, en effet, dépensé sans compter, il n'a rien négligé pour assurer le succès du général Lyautey et de ses soldats. Et, à l'ouverture de la session ordinaire du conseil supérieur de 1910, M. le gouverneur général Jonnart rendait à la division d'Oran et des confins du Maroc, un hommage auquel, j'en suis convaincu, le Sénat tout entier s'associera parce qu'il honore autant celui qui l'a rendu que ceux qui l'ont mérité. (*Très bien ! très bien !*).

M. le gouverneur général Jonnart disait textuellement :

« L'Algérie, la France savent ce qu'elles doivent au meilleur de mes collaborateurs. Je ne crains pas de dire qu'en sept années ses troupes et lui ont accompli une œuvre prodigieuse. » (*Très bien ! très bien ! Applaudissements.*)

Eh bien, messieurs, voilà nos droits, voilà les titres que nous avons pour être au Maroc et pour planter notre drapeau dans les confins marocains. Ces droits sont d'ailleurs tellement manifestes, l'intervention de la France dans ce pays était tellement nécessaire — je ne saurais trop le répéter, et ce sera le *leit-motiv* de mon discours — dans l'intérêt de la civilisation et de toutes les nations ; l'intervention de la France, dis-je, était si nécessaire qu'à ses droits personnels propres la France ajoute aujourd'hui les droits qu'elle tient du mandai que lui a donné l'Europe.

Je ne rechercherai pas, messieurs, si la réunion d'Algésiras a été organisée par sympathie pour la France. Je laisse ce point en dehors de ma discussion, quoiqu'il soit permis d'en douter. Mais ce que je sais, c'est que, lorsque les représentants de l'Europe se sont trouvés réunis, lorsqu'ils ont eu à apprécier notre conduite et ce qu'il y avait à faire au Maroc, ils se sont empressés de donner mandat à la France d'agir pour l'Europe, et, il faut le dire encore, ils y ont été amenés, en même temps que par la fermeté de notre diplomatie et de nos représentants, par la sympathie de nos amis et de nos alliés.

Nos droits furent même étendus, car, d'après ce que je vous disais tout à l'heure, ils étaient limités jusque-là aux confins marocains, et, si nous avions le droit d'intervenir sur ces confins, c'était en vertu du droit de légitime défense, pour protéger nos possessions africaines. Or, dans la conférence d'Algésiras, l'Europe a chargé la France d'établir l'ordre et la prospérité au Maroc ; et non seulement elle lui a donné ce mandat, mais elle a indiqué les moyens qu'elle devait employer pour y arriver :

« L'introduction de réformes basées sur le triple principe de la

souveraineté et de l'indépendance du sultan, de l'intégrité de ses Etats et de la liberté économique sans aucune inégalité ».

C'est presque, mot pour mot, la reproduction du protocole du 20 juillet 1901.

Et si nos droits ainsi précisés avaient besoin d'une nouvelle consécration, mais, messieurs, nous la trouverions dans l'attitude du sultan lui-même — je ne parle pas d'Ab-el-Aziz, nous le passerons désormais sous silence — mais de son successeur Moulay-Hafid. Il nous appelle à grands cris, il sollicite de nous des instructeurs nouveaux, plus nombreux que ceux déjà prévus dans l'article 9 de l'accord du 14 mars 1910 ; il nous appelle, nous, pas d'autres, à son secours, au secours des habitants de Fez lorsqu'il y est bloqué. Et j'imagine avec quelle allégresse il dut entendre les clairons du général Moinier annonçant la délivrance.

Moulay-Hafid ne veut pas consentir à la diminution du corps d'occupation qui se trouve en ce moment à Fez. Malgré la volonté du général Moinier, il réclame le maintien de ces troupes, et lorsque, dernièrement, à la date précise du 28 mai, le colonel Brulard voulait reconduire à la côte un convoi, diminuant ainsi les forces du corps d'occupation, Moulay-Hafid s'y opposa sous prétexte qu'il recevait les plus mauvaises nouvelles des tribus et qu'il craignait la proclamation de la guerre sainte.

En vérité, il ne veut pas du protectorat — et nous n'en voulons pas plus que lui — mais il demande à être protégé.

Voilà, messieurs — j'en ai fini sur ce point — quels sont nos droits, quels sont nos titres proclamés par les faits matériels les plus certains, contre lesquels on ne peut pas s'élever, aussi bien que par les traités dont le respect s'impose à tous.

Maintenant que nous savons quels sont nos droits, je me demande quelle est l'idée directrice qui a conduit les opérations que nous avons effectuées au Maroc. Sans doute le Gouvernement a eu une double préoccupation : rester fidèle aux engagements pris par la France, respecter tous les traités, respecter notamment l'intégrité du Maroc et la souveraineté du sultan. Sans doute aussi le Gouvernement a voulu, après avoir réprimé les attentats, après avoir délivré les colonies européennes, établir l'ordre et la paix dans l'empire marocain. Par quels moyens, et quels sont ceux qu'il a employés ?

Il en a organisé deux : le premier a consisté dans la constitution à Casablanca, du corps commandé par le général Moinier, et ce que je disais tout à l'heure du général Lyautey, je tiens à le répéter du général Moinier : vous avez eu, monsieur le ministre des affaires étrangères, avec votre collègue de la guerre, la main heureuse en choisissant M. le général Moinier. Il ne sera jamais assez loué, je ne dis pas de son courage individuel — c'est de sa race et de sa fonction — je ne dirai même pas du talent avec lequel il a organisé

sa colonne, mais du calme imperturbable qu'il a su conserver en présence de l'énervement du pays. (*Très bien ! très bien !*). Alors que, de toutes parts, on criait en France, avec des accents patriotiques mais quelque peu impatients : « A Fez ! A Fez ! », le général Moinier gardait un silence très significatif qui voulait dire : « J'irai quand je serai certain d'en revenir. » (*Nouvelles marques d'approbations*).

Sans doute, il eût pu constituer une colonne volante pour aller au secours de la colonne du commandant Brémond. La colonne volante eût passé, — les colonnes françaises passent toujours — mais à peine eût-elle passé que peut-être le chemin se fût refermé derrière elle. Il eût fallu former une seconde expédition pour la délivrer.

Au lieu de cela, le général Moinier, indifférent à des reproches immérités, s'est hâté comme il convenait, en établissant sa liaison avec ce qu'il laissait derrière lui, si bien que lorsque, tranquille pour ses communications avec Rabat, Casablanca, il s'est mis en marche, rien n'a pu l'arrêter, et qu'il est entré à Fez sans coup férir, appliquant encore la doctrine de son chef et prédécesseur : « On se garde par le mouvement ».

J'estime, messieurs, qu'en faisant cela, en ayant ce courage plus méritoire que l'ardeur sur le champ de bataille, le général Moinier a bien mérité du pays, et que son effort a donné le maximum des résultats qu'on en pouvait attendre. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*)

A côté du corps de troupes de Casablanca, le Gouvernement en a constitué un autre, plus important, qui comprend 12.000 hommes sous le commandement du général Toutée. Ce sont des troupes admirables, constituées, pour la plus grande partie, par des engagés volontaires prélevés sur les corps métropolitains ; elles ont été réunies en toute hâte par un effort considérable ; dès le commencement de mai, elles étaient pour ainsi dire à pied d'œuvre, et je me permettrai de dire au Gouvernement : qu'en avez-vous fait ?

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. Très bien !

M. JÉNOUVRIER. Alors qu'avec des troupes semblables vous auriez pu faire des merveilles pour la pacification du Maroc, vous les avez laissées, instrument inutile et inemployé...

M. LE COMTE DE TRÉVENEUC. Très bien !

M. JÉNOUVRIER. Je ne soulèverai pas, messieurs, la question de savoir si le blocus de Fez devait être levé par la colonne Toutée de préférence à la colonne Moinier ; je sais qu'elle divise les techniciens, qu'il y a là deux écoles différentes ; je ne me permettrai pas de les départager, et ne vous blâmerai pas, monsieur le ministre, d'avoir préféré Casablanca à la Moulouïa...

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. Il y a une question diplomatique.



M. JÉNOUVRIER... de ne pas avoir lancé la colonne Toutée pour débloquer Fez ; mais le tort que vous avez eu c'est de condamner de pareilles troupes, actives, entraînées, ambitieuses, à l'immobilité qui tue et à l'ennui qui énerve (*Très bien ! à droite*) obligées de rester « derrière des murailles pendant que les nomades tourbillonnent autour d'elles, enlevant les sentinelles et fusillant les isolés ». Le tort que vous avez eu a été de leur défendre de franchir, sous n'importe quel prétexte, la Moulouïa, même pour châtier les ennemis qui, après les avoir insultées sur la rive droite, s'enfuyaient sur la rive gauche (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs*), car, ainsi que le rappelait mon ami, M. de Lamarzelle, seul a du prestige aux yeux de l'Arabe celui qui ne laisse pas un outrage impuni.

M. L'AMIRAL DE CUVERVILLE. Très bien !

M. JÉNOUVRIER. Or, que devaient penser les Arabes de l'immobilité de la colonne Toutée ? Que devaient-ils penser quand ils pouvaient impunément — passez-moi cette expression familière, quelque peu vulgaire même — tirer sur nos soldats comme sur des lapins ? L'immobilité de cette colonne n'était-elle pas pour eux le signe de l'impuissance ou de la peur ?

Et alors je dis à M. le ministre des affaires étrangères :

« C'est toujours le même système : vous avez fait sur la Moulouïa ce que vous aviez fait antérieurement sur la Chaouïa. Vous avez eu le tort d'imposer à nos troupes une ligne inflexible qu'elles ne devaient dépasser à aucun prix, même pour aller venger, au delà de cette ligne, les outrages et les insultes qu'elles recevaient. » (*Vive approbation à droite !*) Si bien que la colonne Toutée, immobile, a été plus éprouvée que la colonne Moinier, toujours en mouvement.

Un autre motif est encore venu augmenter les pertes de cette admirable troupe ainsi sacrifiée.

Il était impossible, vous le comprenez bien, de garder inertes de pareilles troupes dans le camp de la Merarda, éventé et poussiéreux. Alors qu'a-t-on fait ?

On y a pris quelques petits paquets, quelques petites colonnes, qu'on a envoyés faire la police. Et chacun de ces petits paquets, chacune de ces petites colonnes a eu son aventure, alors qu'il ne l'aurait pas eue s'il ne s'était pas trouvé dans une situation militaire équivoque et indéterminée. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Témoin le combat du 23 mai à Debdou. Vous me permettrez bien d'évoquer ici le nom, désormais historique et glorieux, du commandant Roumens. Il a été, avec son sergent-major Tonnot, la victime de cette immobilité à laquelle on condamnait la colonne. (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs*). Vous connaissez ce héros, auquel le sergent-major dit : « Mais, mon commandant, vous êtes pâle, vous souffrez ! », alors qu'il était encore debout et droit, com-



mandant à ses hommes. Et le commandant de répondre : « C'est vrai : depuis une demi-heure, j'ai une balle dans le ventre, mais il ne faut pas le dire. » Vous savez qu'il a survécu vingt-quatre heures environ à cette épouvantable blessure, et qu'en mourant, il a demandé comme suprême honneur d'être à côté de son sergent-major, associé à lui dans la mort comme dans la gloire. (*Très bien ! et vifs applaudissements.*)

Messieurs, je lis partout que l'on demande que l'acte, aussi héroïque, d'une de mes compatriotes soit récompensé par une sorte de mise à l'ordre du jour dans toutes les écoles de France ; je lis qu'on demande la croix d'honneur pour M<sup>me</sup> Matelot. Ah ! certes j'y applaudis des deux mains tout en vous disant que ma vieille Bretagne est comme encerclée d'une foule de héros semblables à M<sup>me</sup> Matelot, et qu'il n'y a pas en Bretagne une seule nuit de tempête où, de tous les points du littoral, ne se lèvent cent pères de famille qui montent dans un frêle esquif pour sauver des navires en perdition. (*Très bien ! Très bien !*). Si vous avez demandé pour M<sup>me</sup> Matelot — et vous avez eu raison — cet ordre du jour glorieux dans toutes les écoles de France, je demande que le commandant Roumens soit mis à l'ordre du jour dans nos écoles de garçons et même de filles, afin qu'on apprenne là comment on vit et comment on meurt quand on aime la France comme il l'a aimée et comme elle mérite de l'être. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Cependant, en constituant la force du général Toutée, monsieur le ministre des affaires étrangères, le Gouvernement avait un but ? Ce n'est pas pour le plaisir que vous aviez engagé les dépenses considérables que comporte la constitution d'une pareille colonne, et que vous aviez fait venir, de tous les points de France, des volontaires pleins d'entrain ? Vous vouliez en faire quelque chose ? Quoi donc ?

J'entends bien que, peut-être, vous vouliez en faire comme une sorte d'en-cas, en prévision d'insuccès possible, qui put aider la colonne Moinier à gagner Fez ? Mais, en attendant la réalisation de cette hypothèse, qui ne s'est pas présentée, comment ne les avez-vous pas occupées, ces nouvelles troupes ? Comment ne leur avez-vous pas donné l'ordre de franchir la Moulouïa ? de pousser une pointe sur Tazza, qui est sur la route de Fez ? Ne comprenez-vous pas que ces promenades militaires de colonnes de police considérables, comme le disait le général Bugeaud, étaient le meilleur moyen à employer pour arriver à la pacification ?

Or vous ne l'avez pas fait et l'opinion publique se demande pourquoi cette colonne est restée inactive, installée qu'elle était à pied d'œuvre depuis le commencement de mai. Par prudence peut-être, par crainte d'incident, par désir de n'être pas suspecté par l'Europe.

A quoi êtes-vous arrivé par ce moyen ? Pendant que vous étiez immobilisé sur la rive droite de la Moulouïa, après avoir fait construire un pont que nos soldats n'ont jamais franchi, que disait-on

dans un pays voisin du nôtre ? Ouvrez les journaux. On persuadait à l'armée et au peuple espagnols que vous n'alliez pas plus loin parce que, dans le fameux traité franco-espagnol de 1904, la France s'était interdit d'aller à Meknessa et à Tazza.

Or c'est faux. Le secret du traité de 1904... c'est le secret de la comédie ! Tant de gens l'ont connu que tout le monde le connaît. Ce qui est certain — je ne trahis aucun secret diplomatique parce que je n'en ai reçu aucun — c'est que, non seulement la France ne s'était pas interdit d'aller à Tazza, ce qui eût été criminel, mais il est dit expressément, au contraire, dans le traité de 1904, que Tazza et Meknessa sont dans la zone réservée à la France.

Pourquoi ne l'aviez-vous pas dit ? Vous ne pouviez pas le dire ? sous prétexte que vous ne pouviez divulguer les dispositions d'un traité qui était officiellement secret, mais vous pouviez le prouver simplement en allant à Tazza.

Je viens de prononcer un mot qui m'a quelque peu brûlé les lèvres : j'ai parlé de traité secret. Je vous avoue, dans toute ma simplicité, dans toute mon ingénuité, que je ne peux pas concevoir un traité secret...

M. FLAISSIÈRES. Vous n'êtes pas le seul !

M. JÉNOUVRIER. Je ne suis pas le seul ; je suis convaincu, en effet, que nombreux sont ceux qui, dans la haute Assemblée, pensent comme vous et moi, monsieur Flaissières.

Il me paraît tout à fait impossible que, dans un pays démocratique et parlementaire, l'avenir de la patrie puisse être engagé par la signature d'un ministre qui, le plus souvent, est intelligent... (*Rires.*) « Le plus souvent », monsieur le ministre, je trouve que c'est déjà très bien...

M. JEAN CRUPPI, *ministre des affaires étrangères*. Vous exagérez ! (*Nouveaux rires.*)

M. JÉNOUVRIER. Il peut ne pas l'être et, mettons les choses au pire — ce n'est encore jamais arrivé, mais cela peut arriver — il se peut qu'il soit coupable.

Comment permettre à un seul homme, quelle que soit sa compétence, quel que soit son zèle, quelles que soient ses études, de disposer à lui tout seul en 1911, sous la troisième République française, des destinées de la patrie ? (*Très bien ! et applaudissements à droite.*)

*Un sénateur à droite.* C'est le secret du roi.

M. JÉNOUVRIER. J'ajoute que, si vous interprétiez sainement la constitution, pourtant césarienne, de 1875, vous y verriez que ce droit n'appartient pas au Gouvernement.

J'entends bien que la constitution de 1875 donne au Chef de l'Etat le droit de faire seul des traités ; mais elle lui enlève ce droit lorsque

les finances de l'Etat sont intéressées à l'exécution de ces traités : or, vous apercevez bien qu'il est fort difficile de concevoir un traité diplomatique dont l'exécution n'intéresse pas, directement ou indirectement, et presque toujours directement, les finances de l'Etat (*Très bien ! Très bien ! et applaudissements à droite.*)

Quoi qu'il en soit de cette observation que je veux enfermer dans une parenthèse très brève, qu'avez-vous gagné à cette attitude, prudente à l'excès ? Vous n'avez pas empêché un courant formidable de se créer à côté de nous, contre nous ; vous n'avez pas empêché toute la presse d'un pays voisin de dire, à plume que veux-tu : la France, nous n'avons pas à nous en occuper ; car, si nous reconnaissons que nous ne sommes pas assez forts, à nous tous seuls, pour lutter contre elle, nous savons à quelle porte aller frapper pour avoir une alliance décisive.

Sans doute, il serait injuste — et, en pareille matière, il faut surtout se garder d'injustice — de rendre le Gouvernement de ce pays solidaire des excès de plume de la presse, mais vous apercevez bien que le gouvernement de Madrid est obligé de tenir compte des excitations populaires, de l'état d'esprit de son peuple. La preuve, c'est qu'après l'interpellation d'avant-hier, nous avons eu le débarquement d'hier.

M. GAUDIN DE VILLAIN. Ce n'est pas la presse espagnole qui a envoyé 40.000 hommes à Mellila !

M. JÉNOUVRIER. Je ne veux pas, messieurs, aggraver un incident déjà très grave par lui-même, car il m'apparaît comme la violation manifeste de l'accord franco-espagnol, du fameux traité de 1904 qui prévoyait bien l'intervention espagnole au Maroc, mais qui y mettait, de la façon la plus expresse, une condition *sine qua non*, le consentement de la France, alors que la réciprocité n'existait pas et que le même traité de 1904, prévoyant l'intervention de la France au Maroc, n'obligeait celle-ci qu'à un simple avertissement vis-à-vis de l'Espagne.

M. RAYMOND POINCARÉ, *rapporteur*. Très bien !

M. JÉNOUVRIER. Le Sénat aperçoit bien la différence capitale qui existe dans la situation des deux pays. L'un, la France, peut faire ce qu'elle veut à condition de prévenir l'autre ; l'autre, l'Espagne, ne peut rien faire au Maroc, non seulement sans avoir prévenu la France mais sans avoir reçu son assentiment. (*Très bien !*)

Or, l'Espagne ne nous a rien demandé, elle est allée d'elle-même. Que ferons-nous ? oui, que ferons-nous ?

Ah ! messieurs, je ne puis m'empêcher, à ce moment, d'évoquer un souvenir qui se présente à ma pensée, celui de l'incident plus grave encore qui s'est produit il y a quelques années, trois ans exactement. Certes, il ne s'agissait pas de grand chose, il ne s'agissait pas d'un territoire ; il ne s'agissait pas de la conquête d'un

pays, mais de ce que personne n'a jamais vu, de ce que personne n'a jamais touché, et, cependant, de ce pourquoi tant de héros, tant de martyrs se sont fait tuer : il ne s'agissait que de l'honneur de la nation !

Des hommes, qui ne valaient sans doute pas grand'chose, avaient quitté leur pays étaient venus se placer à l'ombre de notre drapeau ; et puis, ils avaient voulu le quitter. Peut-être les eût-on laissé faire, s'ils étaient partis sans tapage, — la légion étrangère est assez riche en héros pour se priver de ces soldats-là ! — mais ils voulurent se placer sous l'autorité d'une puissance étrangère qui n'avait aucun droit à intervenir et qui, cependant, eut le mauvais goût d'y prétendre. Ce jour-là, un coup de vent purificateur vint passer sur ce qu'on a appelé les « mares stagnantes ». L'âme de la patrie, qui s'était quelque peu endormie, se réveilla soudain ; elle vint murmurer, à l'oreille de chacun de nous, de ces mots mystérieux qui font que les peuples se lèvent. Et le lendemain, tous, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, nous étions derrière le chef du Gouvernement qui avait l'insigne honneur de tenir le drapeau. Cela suffit ; l'incident fut clos.

Et j'imagine, monsieur Clemenceau (*Très bien ! très bien !*) que, dans vos souvenirs de direction, officielle ou officieuse, il n'y en eut jamais de plus doux et de plus fier pour vous que le souvenir des déserteurs de Casablanca. (*Vifs applaudissements.*)

Croyez-vous, messieurs, qu'une telle complication devant laquelle nous nous trouvons, — je n'ai pas à la résoudre ; je n'ai pas reçu pour cela des grâces d'Etat, — se serait produite si nous avions eu l'attitude qui convient à Celle qui fait encore partie des grandes nations ?

Croyez-vous que, si l'on avait demandé à la colonne Toutée ce qu'elle aurait été si heureuse de donner, si elle avait coupé le nœud gordien en allant à Tazza, le pays se trouverait aujourd'hui en présence des incertitudes qui l'inquiètent ?

Quoi qu'il en soit, que ferons-nous demain ? Demain, respectueuse de sa parole, la France, ne poursuivra pas plus la conquête qu'elle ne le fait aujourd'hui ; elle collaborera avec le sultan, comme elle collabore aujourd'hui avec lui, pour atteindre le but précisé dans l'acte d'Algésiras ; elle aura, avec le sultan, une méthode commune d'action. Vous donnerez au sultan les instructeurs qu'il réclame, plus nombreux que jamais ; vous chargerez M. le général Moinier de poursuivre l'œuvre de pacification autour de Fez : elle ne tardera pas à être accomplie, et c'est avec une joie patriotique que nous apprénions hier l'entrée du général à Méquinez.

Mais la colonne Moinier ne s'éternisera pas à Fez, il y a à cela une foule de raisons et sa présence trop prolongée à Fez entraînerait une foule de difficultés ; elle devra revenir. Que laissera-t-elle derrière elle ? Il faut qu'elle laisse quelque chose et — je suis certain de



parler au nom de l'immense majorité des citoyens qui ont étudié cette question — il faut qu'elle laisse derrière elle une troupe marocaine fortement constituée instruite, commandée par des instructeurs français, officiers et sous-officiers ; il faut, de toute nécessité, que cette force marocaine soit le centre, le modèle, je dirai, pour ainsi dire, l'axe de la police au Maroc.

Elle aura un autre mérite nécessaire. Notre corps d'armée de Casablanca ne se retirera pas tout de suite : votre prédécesseur, monsieur le Ministre des affaires étrangères, nous a déclaré que le corps d'armée de Casablanca ne rentrerait en France que lorsque dans la Chaouïa et dans les provinces qui l'environnent, il y aurait une organisation d'une force de police maghzéenne suffisante — et le signe que vous me faites me démontre que j'ai bien traduit l'opinion de M. Pichon — que les troupes qui sont dans les confins algériens et marocains ne se retireront pas tout de suite. Les traités sont précis ; elle ne se retireront que lorsque les troupes maghzéennes auront été jugées capables de maintenir la sécurité et de faciliter les transations commerciales, afin d'assurer la perception des impôts.

Or, comme le disait l'honorable M. Pichon au mois de janvier 1911, cela ne sera pas tout de suite.

Ces deux corps d'occupation de Casablanca et des confins marocains vont donc rester en l'air, sans liaison entre eux. N'apercevez-vous pas, messieurs, qu'il est absolument indispensable que cette liaison nécessaire soit faite entre les deux extrémités par ce que j'appellerai le corps du centre, composé de soldats marocains, encadrés, commandés et instruits par des soldats français ?

Pour cela, monsieur le ministre des affaires étrangères — vous ne me démentirez pas quand je l'affirmerai devant le Sénat, et je vous supplie d'apporter à cette question une réponse précise — il faut absolument que le corps d'occupation des confins marocains garde les gués de la Moulouïa vers Tazza.

Tazza commande la route de Fez.

Comment se fait-il que vous ayez condamné le corps du général Toutée à l'immobilité que je signalais, que je regrettais tout à l'heure ? Comment se fait-il qu'hier vous ayez donné au général l'ordre de ramener en arrière le gros de ses effectifs vers Taourit et de faire qu'il ne restera plus sur la Moulouïa que des contingents réduits commandés par le colonel Henrys ? Voilà le fait auquel il faudra répondre. N'apercevez-vous pas que si l'inaction du général Toutée a été déplorable, si elle a été regardée par les Marocains comme un preuve de faiblesse ou de peur, la retraite accroîtra encore l'audace des tribus squalées ? (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

La colonne Toutée a perdu deux officiers et trente-huit hommes tués ; elle a eu trois officiers et une trentaine d'hommes blessés sans parvenir à imposer le respect. Je vous le demande et je le demande à



mes collègues du Sénat : qu'advient-il lorsque cette colonne, forte de 12.000 hommes, se sera retirée devant les fusils marocains ?

Ce que je veux, parce que mon patriotisme me l'inspire, parce que l'étude de la carte du Maroc et des opérations qui ont été faites me le suggère, c'est une grande route pacifiée, ouverte, bien entendu, à toutes les nations, qui auront toutes les mêmes droits, toutes les mêmes accès, toutes les mêmes libertés, grande route qui ira de Casablanca jusqu'en Oranie, en passant par Fez. Elle sera protégée, elle sera surveillée à ses deux extrémités par nos corps d'occupation, au centre par ce corps marocain dont je vous parlais tout à l'heure, encadré par des instructeurs français. Ce sera le premier élément de la pacification et de la civilisation autour duquel viendront se joindre, comme un rayonnement, des routes secondaires. Nous l'appellerons, si vous le voulez, la route des nations, puisqu'elles auront toutes les mêmes droits et je suis convaincu que l'Europe reconnaissante l'appellera plus tard la route de la France.

M. L'AMIRAL DE CUVERVILLE. Il ne faut jamais compter sur la reconnaissance.

M. JÉNOUVRIER. Si, amiral ! les hommes ne sont pas si mauvais et lorsque l'intérêt ne parle pas trop haut, le cœur se fait entendre. J'imagine que, plus tard, la reconnaissance de l'Europe l'appellera la route de la France, parce qu'elle aura été faite par les efforts de la France, grâce au sang de ses soldats. Et ainsi, une fois de plus, se vérifiera cette vérité, attestée par l'histoire au long des siècles, que l'histoire de la France se confond avec celle de la civilisation, qu'écrire l'une c'est écrire l'autre. (*Très bien ! très bien !*)

Le Sénat voit quel a été le but de mon interpellation très modeste : fournir au Gouvernement l'occasion de donner au pays les éclaircissements et les précisions qu'il réclame ; lui donner, je ne dis pas des conseils, mais des avertissements. J'ai rempli mon devoir, monsieur le ministre des affaires étrangères, le vôtre commence.

Et je vous assure que, si par votre attitude prudente et énergique, vous ajoutez un nouveau rayon de gloire à la gloire de la patrie, si vous posez une nouvelle couronne sur le front de la France qui, à notre estime à tous n'en aura jamais assez, ce ne sont ni mes amis, ni moi, qui serons les derniers à vous applaudir. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements à droite. — L'orateur, de retour à sa place, reçoit les félicitations de ses collègues.*)

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. LE MINISTRE. Messieurs, je connais trop l'esprit de justice du Sénat, les sentiments élevés qui l'animent et son patriotisme pour ne pas aborder aujourd'hui la tribune avec une pleine confiance.

Je viens justifier les résolutions que le Gouvernement a prises,

l'action qui les a suivies, l'expédition de la colonne de secours au Maroc ; et je veux que mon premier mot soit pour dire que jamais une intervention militaire de la France ne fut plus généreuse, plus largement humaine et civilisatrice. (*Très bien ! très bien !*)

Nous avons été jusqu'à Fez, messieurs, avec l'approbation du monde civilisé, avec les sympathies clairement manifestées de notre alliée la Russie et de nos amis d'Angleterre. Aucune objection ne s'est élevée contre notre action.

Nous y sommes allés : de quel droit et en vertu de quels titres ? C'est la question que me posait tout à l'heure l'honorable M. Jénouvrier.

A quel titre ? L'honorable sénateur commettait peut-être une certaine confusion juridique lorsqu'il disait que l'acte d'Algésiras a donné à la France la mission d'établir l'ordre au Maroc. Ce n'est pas exact. L'acte d'Algésiras nous a donné à accomplir, de concert avec l'Espagne, une certaine œuvre de police. Mais ce que l'on n'a jamais méconnu et ce que personne ne songe à méconnaître, c'est qu'au Maroc notre situation spéciale qui dérive de nos accords, nos intérêts, reconnus par les puissances, sont étroitement liés à la consolidation dans ce pays de l'ordre et de la paix intérieure. Voilà nos titres, et M. Jénouvrier y a fait justement allusion, en ce qui concerne le territoire de la frontière algéro-marocaine. Et puis nous avons été appelés, d'une façon pressante par le sultan, par celui qui représente la souveraineté et l'intégrité de l'empire. Et nous avons été aussi appelés par ce devoir d'humanité auquel la France ne reste jamais insensible : la vie de nos instructeurs menacée, les colonies étrangères en danger ; il y avait là pour nous un grand devoir, nous l'avons rempli complètement.

Pourquoi et dans quelles circonstances ? C'est ici que je vous demande à entrer dans quelques détails et à répondre d'une manière aussi précise que possible aux questions qui m'ont été posées par l'honorable M. Jénouvrier.

Quand je suis arrivé aux affaires, le 3 mars dernier, il y avait déjà dans les tribus du Maroc une réelle agitation. Quelques jours plus tard, j'étais interpellé à la Chambre ; je l'étais ensuite au Sénat, et j'ai fait ici, le 6 avril, des déclarations que vous avez bien voulu approuver. Quel était à ce moment l'état du Maroc ? Cette agitation s'était produite non seulement parmi les tribus Zaër et Zemmour, sur les confins de la Chaouïa, dans la région où a eu lieu l'attentat du 14 janvier, mais encore dans la région de Fez, où le lieutenant-colonel Mangin et le commandant Brémont, instructeurs de l'armée chérifienne, opéraient, cherchant déjà à éteindre la rébellion des tribus voisines.

A ce moment, mes honorables interpellateurs, après avoir reconnu que le Gouvernement avait bien fait d'envoyer certains renforts dans la Chaouïa, me disaient :

« Vous voulez châtier les Zaërs, les auteurs de l'attentat commis sur le lieutenant Marchand; mais à quelle date? Dans quel délai? » Je n'ai pas voulu répondre et j'ai encouru de ce chef quelques critiques d'un certain côté du Sénat; nous avions pourtant nos raisons.

Les télégrammes que nous recevions, nous montraient l'étendue de l'agitation, et nous ne voulions pas que l'on pût accuser la France d'allumer l'incendie, par une expédition imprudente.

M. GAUDIN DE VILLAIN. Vous avez failli ne pouvoir l'éteindre.

M. LE MINISTRE. Permettez-moi de suivre chronologiquement les faits.

Le 31 mars dernier, savez-vous quelle était la situation à Fez? Le Corps consulaire se réunissait et la situation était si sérieuse qu'on examinait l'éventualité d'un exode des colonies européennes. Cette sortie fut reconnue impossible en raison de l'insécurité des routes. La situation était critique : Mangin avait été rappelé à Fez par le Sultan; Brémond opérait chez les Chérarda; cerné par les tribus rebelles, il se battait victorieusement, mais ses vivres et ses munitions s'épuisaient.

Avons-nous agi imprudemment, avec précipitation? Non. Le Gouvernement suivait, avec une émotion très vive, les événements qui se passaient à Fez.

La capitale du Maroc est au sommet d'un triangle dont un côté se trouve sur la droite vers la Moulouïa et l'autre sur la gauche vers Casablanca et la Chaouïa; la ligne médiane constitue la route la plus commode, celle qu'on suit d'ordinaire par Souk-el-Arba, El-Ksar et Tanger. Nous nous sommes efforcés d'utiliser cette voie et d'envoyer à Brémond et à Mangin de l'argent, et des convois de munition et ici nous trouvons une de ces personnalités si françaises et si sympathiques dont une expédition de ce genre offre de nombreux exemples, Boisset, notre jeune agent consulaire à El-Ksar qui, à lui seul, par ses propres forces, a résolu d'aller secourir Brémond, de lui apporter l'argent nécessaire à la solde des troupes, des convois de munitions, des vivres; il est parti avec des cavaliers des tribus. Nous l'avons récompensé comme c'était notre devoir; nous avons attaché sur sa poitrine la croix de la Légion d'honneur (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*)

Au commencement d'avril, nous avons appris que Boisset ne pouvait pas passer, que les convois rentraient avec lui.

Alors, Brémond dans les Cherarda, Mangin à Fez, allaient se trouver sans communication avec la côte et bientôt peut-être sans munitions; nous sommes restés huit jours sans recevoir de nouvelles. Les rekkhas étaient torturés, assassinés, on les pendait par les pieds et on leur crevait les yeux. Nous savions seulement qu'à Fez, le blocus autour de la capitale était complet depuis le 12 avril. Notre consul,

M. Gaillard, un de nos agents des plus sages et des plus prudents, les consuls d'Autriche et d'Angleterre faisaient part de leurs alarmes.

Lorsque Brémond rentra à Fez, rappelé par le Sultan et après une marche de plusieurs jours au cours de laquelle il ne cessa de combattre, il fut félicité par tous les représentants de l'Europe.

Nous savions tout cela, Messieurs; est-ce que nous ne devons pas agir? (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs*).

Nous avons agi avec prudence et avec décision.

Le 17 avril, nous envoyions quatre bataillons, suivis de renforts; le 24 avril, des instructions étaient données au général Moinier pour l'organisation de sa colonne de secours.

Pourquoi cette colonne est-elle allée jusqu'à Fez? Vous le savez.

Comment y est-elle allée?

M. Jénouvrier le reconnaissait tout à l'heure; les appels du Sultan étaient pressants, réitérés: formulés, d'abord verbalement à notre consul, ils l'étaient ensuite les 25 et 26 avril par une lettre au Gouvernement français, demandant instamment la formation, avec notre concours et notre collaboration, de méhallas et de harkas chérifiennes.

Vous allez voir maintenant comment s'éclaire le problème dont les termes ont été posés éloquemment par M. le sénateur Jénouvrier. Je veux vous indiquer, en effet, les raisons qui ont dicté au Gouvernement la décision prise par lui de suivre la voie de Casablanca et de la Chaouïa.

Il y a deux routes, et comme le disait l'honorable interpellateur, dont je reprends l'expression, il y avait deux écoles; le Gouvernement ne s'est déterminé pour la voie de la Chaouïa qu'après avoir consulté les hommes les plus compétents et les autorités militaires les plus considérables.

J'apporte, Messieurs, la raison décisive, que M. le sénateur Jénouvrier n'a pas indiquée et qui justifie notre résolution.

Notre devoir essentiel — et ici je serai d'accord avec toute l'Assemblée — c'est de respecter l'Acte d'Algésiras. Cet Acte comporte un grand nombre d'articles, prévoyant l'organisation de la police, de la banque d'Etat, etc.; mais, en tête du document, se trouve un préambule exposant les idées directrices des puissances signataires; aux termes de ce préambule, l'exécution des réformes à laquelle, tout le monde le reconnaît, la France est particulièrement intéressée, surtout lorsqu'il s'agit de réformes militaires, parce que nous avons au Maroc, en vertu de conventions anciennes remontant à 1877, une mission militaire chargée de former les cadres de l'armée chérifienne, l'exécution des réformes, dis-je, doit s'accompagner avant tout du



respect et de l'intégrité de l'empire et de la souveraineté du Sultan. Ce que nous avons voulu faire, ce que nous continuerons à faire si vous nous gardez votre confiance, c'est, permettez-moi cette expression un peu technique, une œuvre maghzéniennne.

Nous voulons respecter et maintenir l'intégrité de l'empire et la souveraineté du Sultan et, à ce propos, Monsieur Jénouvrier, il y a une chose que vous n'avez pas dite, et, cependant, avec votre connaissance parfaite des choses du Maroc, vous en êtes sans doute informé.

Si nous étions entrés du côté de la Moulouïa, il nous aurait été impossible de maintenir la ligne de conduite que nous nous étions tracée.

Après Taourirt et le pont de la Moulouïa, on pénètre dans un massif montagneux, coupé par une vallée profonde, dans laquelle se trouve Taza. Cette région est celle des tribus berbères, tribus les plus belliqueuses du Maroc qui, depuis des siècles, n'ont jamais reconnu la souveraineté du Sultan.

Dans ces conditions, si nous voulions non pas prendre un masque chérifien, mais faire vraiment une œuvre de collaboration chérifienne, nous ne pouvions emprunter cette voie.

Partant de l'Algérie, nous paraissions faire œuvre de conquête, puisque nous avions à soumettre avec de grands périls, toutes ces tribus, alors tranquilles et qui n'ont jamais été maghzéniennes.

M. GAUDIN DE VILLAIN. Elles nous ont combattus.

M. LE MINISTRE. Permettez, je cherche à poursuivre ma discussion.

*Voix nombreuses :* Parlez ! parlez !

M. LE MINISTRE. Au contraire, en passant par l'Ouest, nous trouvions comme auxiliaires des harkas auxquelles le Sultan faisait appel, nous agissions avec El Omfrani, le khalifat de Casablanca, qui est un homme considéré et considérable au Maroc, et avec la coopération de contingents recrutés dans les tribus fidèles au Sultan. De ce côté, seulement, notre action était et pouvait être réellement chérifienne.

Voilà pourquoi, désireux de maintenir, conformément à l'Acte d'Algésiras, l'autorité et le prestige du Sultan et de rencontrer le concours de tribus soumises au maghzen, nous avons, sur la demande même de Moulay-Hafid, passé par la Chaouïa.

M. LE RAPPORTEUR. Dites que par la Moulouïa la marche aurait été plus difficile, et cela suffit.

M. GAUDIN DE VILLAIN. Ce n'est pas la vraie raison.

M. LE MINISTRE. Mais le Gouvernement a cru devoir en même



temps opérer une concentration de forces sur la Moulouïa; elle avait plusieurs objectifs. M. Jénouvrier n'en a peut-être pas suffisamment tenu compte.

M. JÉNOUVRIER. Vous allez nous les exposer.

M. LE MINISTRE. Nous sommes tout d'abord restés fidèles à la théorie très juste qui consiste à ne pas envoyer des petits paquets. Les troupes venues d'Algérie et concentrées sur la Moulouïa représentaient une force suffisante pour aller en cas d'extrême nécessité au secours des colonies européennes de Fez.

Je dois faire ici une observation : nous avons des deux côtés, par la Moulouïa ou par la Chaouïa, la même liberté et la même possibilité juridique d'aller à Fez. Notre choix devait donc se déterminer par des considérations de tactique et d'opportunité.

La concentration sur la Moulouïa à Taourirt répondait à un autre objectif.

L'honorable sait à merveille que Taourirt, qui est un poste important, loin d'être dénué de troupes en est aujourd'hui parfaitement garni.

M. JÉNOUVRIER. Oui!

M. LE MINISTRE. Oui! c'est un centre d'occupation avec des antennes et ces postes seront maintenus.

Nous avons aussi décidé de procéder à l'ouverture du marché de Debdou. C'est grâce aux effectifs commandés par le général Toutée que cette opération a pu être heureusement réalisée, en même temps qu'on jetait sur la Moulouïa un pont qui sera un utile instrument économique et contribuera à établir une liaison et des relations pacifiques avec les tribus de la rive gauche du fleuve.

M. JÉNOUVRIER. Vos troupes ne peuvent pas le franchir ce pont sur la Moulouïa.

M. LE MINISTRE. Mais, monsieur le sénateur, vous avez admis tout à l'heure avec moi que nous ne pouvions partir que d'un côté.

Puisque nous avons décidé de marcher par Casablanca, il fallait bien établir une limite à nos opérations du côté de la Moulouïa.

Comme je l'indique au Sénat, des résultats considérables au point de vue de la pacification des tribus et au point de vue économique ont donc déjà été acquis dans la région entre Taourirt et la Moulouïa, grâce à l'action de nos troupes et je suis heureux de le dire.

Nos postes sur la Moulouïa — j'en donne à nouveau l'assurance

à l'honorable M. Jénouvrier — seront pourvus de forces suffisantes.

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. Il n'y a rien actuellement. Il n'y a qu'un pont de chevaux!

M. LE MINISTRE. Monsieur Gaudin de Villainé, permettez-moi de vous dire que vous faites erreur; il y a, en ce moment, un poste muni des forces convenables pour défendre les accès du pont.

Ayant exposé ainsi les raisons de notre action par la Chaouïa, voulez-vous me permettre de m'arrêter un instant et de considérer l'œuvre du général Moinier et de la colonne de secours?

M. Jénouvrier a prononcé tout à l'heure des paroles très chaleureuses, très émues, que le Gouvernement doit répéter à son tour.

M. Jénouvrier. Très bien!

M. LE MINISTRE. J'en ai un peu le droit...

M. JÉNOUVRIER. Et le devoir.

M. LE MINISTRE. . . . et le devoir, — j'allais le dire — parce qu'avec mon regretté ami Berteaux, nous avons vécu ces heures d'émotion.

Laissez-moi, en passant, évoquer la mémoire de l'homme avec qui j'ai si souvent travaillé et que le sort inhumain a frappé tragiquement le jour même de l'entrée de nos troupes à Fez.

Messieurs, j'ai pu apprécier hautement au cours de ces événements les rares qualités de fermeté et de prudence du général Moinier dont je suis l'ami depuis de longues années et je savais qu'il ferait mentir les critiques que l'opinion impatiente dirigeait contre sa marche.

Si, tout à l'heure, j'ai rappelé la date du 24 avril, c'est pour vous permettre de faire une remarque. Le 24 avril, mon collègue de la guerre rassemble en Algérie, en Tunisie, en France, un corps de troupes assez considérable; ces hommes, il a fallu les amener devant Casablanca et, vous le savez, tous ces ports marocains sont d'un accès difficile. Il a fallu opérer le débarquement, conduire ces troupes jusqu'à Fez. La colonne de secours, partie le 24 avril, est entrée à Fez le 21 mai, sans coup férir! Messieurs permettez-moi de vous le demander, en présence des critiques qui se sont élevées, laissant de côté les difficultés politiques, les distinctions de partis...

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. Il n'y en a pas.

M. LE MINISTRE. Messieurs, nos cœurs ont battu lorsque nous avons vu ces officiers si intelligent, si humains, et les vaillantes troupes partir avec joie, avec élan, et arriver en un mois jusqu'aux

portes de Fez. Ah ! si un autre pays avait fait cela, que ne dirait-on pas ? (*Applaudissements.*)

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. Nos soldats sont les premiers du monde, nous le savons bien !

M. LE MINISTRE. Le général Moinier est parti, et aussitôt certains ont dit : Le voilà parti, comment n'est-il pas arrivé ? On a négligé simplement de se rendre compte des distances que nos forces avaient à parcourir.

De Casablanca, il a fallu que la colonne, en suivant la côte, arrivât d'abord jusqu'à la frontière de la Chaouïa, puis surtout qu'elle traversât le Bou-Beyres, qu'elle arrivât à Salé.

Ensuite, à partir de Salé, — ça été l'un des points dangereux de l'expédition — elle a côtoyé la lisière méridionale de cette forêt de la Mamora, où de tout temps sont embusqués des pillards. Ce sont eux qui ont harcelé nos colonnes et assailli nos convois. Le général Moinier a pris le parti de disposer, comme on l'a rappelé tout à l'heure, sa colonne en trois échelons, avec des soutiens, et il n'a marché sur Fez que quand il fut sûr d'arriver.

Messieurs, laissez-moi vous le dire, quand, le 21 mai, le général Moinier eut rempli sa tâche, que Fez eut été débloqué et que les consuls de toutes les nations l'eurent remercié et félicité, à cette heure-là, je vous avoue que j'ai éprouvé vraiment un sentiment de fierté et de joie patriotiques (*Applaudissements.*)

Messieurs, le 21 mai, à quatre heures de l'après-midi, la colonne arrivait sous les murs de Fez ; elle établissait son camp à quelques kilomètres de la capitale. Le matin même, les troupes chérifiennes avaient été aux prises avec des rebelles coupables d'avoir assassiné, d'avoir torturé des courriers ; il se produisit des actes regrettables de représailles de la part de contingents irréguliers. Je tiens à dire que nos instructeurs n'étaient pas à ce moment avec ces troupes. Ce qui fait l'honneur de cette expédition, c'est que le colonel Mangin et ses officiers, en toutes circonstances, ont fait preuve du plus haut sentiment d'humanité.

*Plusieurs sénateurs à droite.* Nous n'en doutons pas.

M. LE MINISTRE. Nos instructeurs, chaque fois qu'ils se sont trouvés avec les méhallas chérifiennes, ont su toujours les empêcher de se livrer à leurs habitudes traditionnelles de pillage et de violences. C'est ainsi qu'on a vu se poursuivre, après l'action, une œuvre de civilisation et d'apaisement.

M. DE LAMARZELLE. Ce n'est pas la première fois (*Très bien ! à droite.*)

M. L'AMIRAL DE CUVERVILLE. Voulez-vous me permettre une observation, monsieur le ministre ?

M. LE MINISTRE. Volontiers !

M. L'AMIRAL DE CUVERVILLE. Messieurs, j'étais aide-de-camp du gouverneur général, en 1871, lors de la répression de l'insurrection kabyle. Si l'Algérie a été pacifiée, c'est grâce à l'application des principes d'humanité dont le colonel Mangin a donné l'exemple (*Très bien ! très bien !*).

M. LE MINISTRE. Je m'associe complètement aux paroles qui viennent d'être prononcées ; c'est une tradition, une vieille tradition française à laquelle Mangin et Brémond se sont entièrement conformés. (*Vifs applaudissements.*)

M. DE LAMARZELLE. Nous sommes d'accord.

M. LE MINISTRE. Ainsi, messieurs, s'est accompli le devoir confié à la colonne de secours par une collaboration suivie avec la troupe chérifienne.

Que fait le général Moinier en ce moment ? Que doit-il faire ? Quel est son objectif ?

M. JÉNOUVRIER. Voilà la question.

M. LE MINISTRE. Actuellement, messieurs, le général Moinier accomplit son devoir en faisant autour de Fez une œuvre de pacification nécessaire. Il a été obligé d'obtenir pour le maghzen, pour le Sultan, la soumission de plusieurs tribus et notamment de celle des Béni M'Tir.

Les circonstances l'ont forcé d'aller jusqu'à Mecknès, car il ne faut pas oublier que, pendant le mois d'avril, la ville de Mecknès avait été en partie pillée ; qu'un premier chef insurrectionnel, Moulai Ismaïl, avait été proclamé ; que, ce chef n'ayant pas convenu, un autre avait été choisi, Moulai Zin ; et que, par conséquent, se trouvant en présence d'un nouveau prétendant et chef d'insurrection, il fallait que le général Moinier ajoutât une opération dans la direction de Mecknès opération qui a été brillamment conduite.

Que va-t-il faire ensuite ? Quelles sont les directions qui lui ont été données ? Quel est son plan de retour ?

Messieurs, le Gouvernement sera invariablement fidèle aux engagements qu'il a pris et qu'il doit tenir. Comme le disait tout à l'heure mon honorable interpellateur, nous ne poursuivons pas au Maroc une œuvre de conquête, nous ne voulons pas occuper de territoires nouveaux ; cela, nous ne le ferons pas. Mais il ne suffit pas de retirer nos troupes, il faut encore veiller à ce qu'elles ne soient pas constamment appelées par les événements à de nouvelles expéditions aussi coûteuses et aussi dangereuses. (*Très bien ! très bien.*) C'est une seconde obligation à laquelle nous devons obéir. Je suis heureux de constater que nous sommes ici tous en complet accord.

Le premier devoir du général Moinier, la mission qui lui a été



confiée par le Gouvernement, c'est de contribuer à l'organisation d'une armée chérifienne solide et d'un effectif suffisant, en fournissant à cette armée à côté des instructeurs remarquables que nous possédons déjà, des instructeurs plus nombreux et également aptes à constituer un véritable noyau de troupes disciplinées et capables de remplir leur rôle de pacification. Si nous atteignons le but — et nous l'atteindrons — nous voulons ensuite demander au Sultan de poursuivre l'exécution des réformes. Car c'est à l'exécution de ces réformes que tient l'apaisement définitif du pays. Il faut reconnaître que si à Fez il s'est produit des troubles en mars et en avril, c'est qu'il existait une animosité très grande contre le grand-vizir et le régime fiscal, en général.

Il faut qu'il y ait, dans le Maroc — c'est là la volonté du Sultan, et il faut exécuter cette réforme — une fiscalité régulière, saine, comme celle qui a déjà été établie dans la Chaouïa, qui y fonctionne et y produit des résultats excellents.

C'est là le but de la France, et vous voyez comment il se dessine : œuvre de bons Français, œuvre aussi de bons Européens. Oui, nous allons là, je ne dirai pas pour restaurer la souveraineté du Sultan, mais pour la maintenir et la fortifier ; nous y allons pour que des réformes s'exécutent, pour que cette armée chérifienne serve à maintenir ce système de la porte ouverte, de la liberté économique, de la liberté commerciale, qui est la doctrine de la France, et c'est lorsque ces résultats seront atteints que le général Moinier, prudemment, et en organisant des étapes, ramènera ses troupes, peut-être par un autre chemin, pour châtier, en passant, les Zaërs, comme cela est son devoir. Il aura accompli ainsi une œuvre profitable non seulement à l'intérêt moral, à l'intérêt politique et économique de la France, mais, laissez-moi le dire, à l'intérêt du monde.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. Et nous civiliserons aussi le Sultan, pendant que nous y serons ?

M. LE MINISTRE. Nous n'en changerons pas, en tout cas.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. Cette fois, nous n'en changerons pas, mais nous en avons déjà changé.

M. LE MINISTRE. Messieurs, le 6 avril dernier, j'étais à cette tribune pour répondre à l'interpellation de l'honorable M. Gaudin de Villaine et de l'honorable M. de Lamarzelle.

Le Sénat a bien voulu approuver mes déclarations.

Mais, à un moment, sur une objection qui m'était adressée, je me suis écrié : Messieurs, vous nous jugerez à nos actes ! Eh bien, les circonstances sont venues, impérieuses, quelquefois angoissantes, qui ont forcé le Gouvernement à agir. Je crois, comme je le disais au début de ce discours, que nous avons fait complètement, loyalement, notre devoir. Nous avons accompli ces actes que j'annonçais le 6 avril



et, maintenant, c'est à vous, dans votre esprit de justice, de les apprécier et de les juger. (*Vifs applaudissements à gauche et au centre.*)

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Gaudin de Villainé.

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. Si j'ai demandé la parole, messieurs, c'est pour ne dire que quelques mots, mais je les crois nécessaires. M. le ministre des affaires étrangères, tout à l'heure, nous rappelait les angoisses du Gouvernement dès le milieu de mars de la présente année. Or, quand je lui ai adressé, le 6 avril dernier, l'interpellation à laquelle il faisait allusion tout à l'heure, il nous a répondu, à mon honorable collègue et ami, M. de Lamarzelle, et à moi-même, avec un optimisme qui ne faisait aucune allusion à ces inquiétudes et que je taxais alors, et avec quelque raison, d'exagéré. Que disait-il, en effet? Il n'a pas du tout mis le Parlement en présence des difficultés dont il parlait il y a un instant.

La situation marocaine, nous a-t-il dit alors, est relativement bonne, les effectifs qui sont dans la Chaouïa paraissent suffisants. Quant aux derniers attentats...

M. DE LAMARZELLE. Je demande la parole.

M. GAUDIN DE VILLAINÉ.... quant aux derniers attentats commis contre nos officiers et nos soldats, il faut faire crédit au maghzen : son intervention se manifesterait un jour prochain et sera suffisante pour tout faire rentrer dans l'ordre.

C'est sur ces paroles rassurantes, visant notre situation au Maroc et l'attitude des puissances étrangères à notre égard que le Sénat a accordé au ministre des affaires étrangères un vote de confiance. La réponse de M. le ministre fut donc très optimiste et formulée aussi, je m'empresse de le dire, avec la plus extrême courtoisie.

M. Ribot est venu ensuite donner à M. le ministre des affaires étrangères tout le concours de sa haute éloquence. Je me rappelle cependant que notre honorable collègue, tout en se montrant, lui aussi, optimiste, le fut avec de sincères convictions et avec de singulières réserves.

Ces réserves, l'honorable M. Ribot me les renouvelait d'ailleurs le lendemain, à son banc... (*Exclamations à gauche*) alors que je lui exprimai tout mon étonnement d'avoir rencontré une telle tranquillité d'esprit chez un parlementaire, ancien ministre, et aussi initié que lui à nos affaires extérieures.

C'est à la suite des déclarations optimistes de M. le ministre des affaires étrangères que le Parlement est parti en vacances. Dès le lendemain, on apprenait les complications de Fez et j'estime, au point de vue constitutionnel et parlementaire, qu'avant de nous engager

dans cette expédition qui n'est pas terminée et qui nous a coûté déjà tant de sacrifices, en hommes et en argent, le Gouvernement aurait dû consulter le Parlement et lui demander son avis (*Interruptions à gauche.*)

Oui, messieurs, cela eût été conforme aux exigences d'un régime parlementaire et démocratique, sérieusement organisé et sérieusement pratiqué. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

On aurait pu, messieurs, convoquer d'urgence la Chambre et le Sénat. (*Nouvelles interruptions sur les mêmes bancs*), leur confier les exigences de la situation, leur demander approbation, se couvrir ainsi vis-à-vis du pays, et ne pas substituer à l'action parlementaire des initiatives purement ministérielles, c'est-à-dire sans sanction populaire. (*Vive approbation à droite.*)

M. Jénouvrier, au cours de son éloquente intervention, faisait observer avec raison qu'en aucun cas un ministre ne saurait, de sa propre autorité, engager la signature de la France, et M. le ministre l'approuvait avec raison...

M. LE MINISTRE. Je n'ai jamais dit cela.

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. De même, dans les graves circonstances dont je parlais tout à l'heure, le Gouvernement n'aurait rien dû entreprendre de décisif sans avis préalable du Parlement, et nous engager ainsi dans une aventure, si justifiée fût-elle, dont nous ignorons l'issue mais dont les sacrifices de toute nature pèsent déjà si lourdement sur le pays.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. Le ministre est plus puissant que Louis XIV et moins responsable.

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. Oui, messieurs, c'est une fois le Parlement parti en vacances que le Gouvernement est parti en guerre; nous savons aujourd'hui seulement quels étaient exactement le but qu'il se proposait et les moyens qu'il entendait mettre en action. Certainement, l'héroïsme de nos soldats, que je salue avec enthousiasme et que personne n'admire plus que moi comme ancien officier, est au-dessus de tous les éloges : nos soldats ont été admirables, sur la route de Fez, comme ils l'ont été sur les bords de la Moulouïa, comme ils le furent à Méquinez, comme ils le seront partout. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Mais là n'est pas la question; c'est la responsabilité du Gouvernement, qui demeure toujours aussi évidente que les explications demeurent toujours obscures en ces matières.

On parle constamment de tout dire quand on monte à la tribune, et en somme on ne dit rien. (*Rires.*) Je suis persuadé qu'à l'heure actuelle le Sénat n'est pas plus avancé qu'il ne l'était avant la réponse de M. le ministre des affaires étrangères. (*Nouveaux rires.*) Que nous allions au Maroc faire la police, malheureusement nous le savons tous,

et que cette police coûte assez cher à la France, nous n'en doutons pas davantage; que nous jouions un rôle avantageux, au point de vue économique, pour les autres pays d'Europe, je le reconnais encore; mais ce n'est pas là l'explication suffisante à tant de sacrifices en hommes et en argent.

La réalité c'est que nous sommes au Maroc pour le compte de tout le monde, et sans bénéfice appréciable pour nos propres intérêts: mais ce qui est non moins certain, c'est que y étant, nous devons y rester. (*Très bien! et applaudissements à droite.*)

Si nous n'y restons pas, nous jouons devant l'Europe et le monde entier un rôle absolument ridicule. Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'il y a là des menaces extérieures, des menaces de guerre; il n'y en a aucune. Si, dès le début, la France avait affirmé son droit, personne n'aurait bougé, et si nous avions marché sur Fez par Tazza au lieu de prendre comme base d'opérations l'Océan — ce qui avait pour raison tout autre chose que des raisons de tactique — personne n'aurait bougé encore. Si les gens qui nous observent ont des compensations à nous demander, ce n'est pas sur le terrain militaire qu'ils nous les demanderont, mais sur le terrain financier; le Gouvernement ne l'ignore pas plus que nous et s'y prépare. (*Mouvements divers.*)

Je ne veux pas insister aujourd'hui sur le point de savoir si la marche sur Fez par Casablanca fut, oui ou non, l'itinéraire le mieux choisi pour la marche de nos colonnes; dans tous les cas, l'avis des militaires sur cette question est très partagé et, pour être convaincu, je voudrais connaître l'avis du général Lyautey.

Mais, je le répète, messieurs, laissons cela, du moment que l'opération sur Fez a réussi et bornons-nous à saluer, une fois encore, tant de talent chez les chefs et d'héroïsme chez nos soldats. (*Très bien! très bien!*)

Mais hélas! cette marche sur la capitale, aussi bien que l'occupation de Méquinez n'expriment pas une solution, mais des incidents dans le drame militaire, qui ne fait que commencer au Maroc. (*Mouvements divers.*)

Du côté de la Moulouïa, nous pourrions faire quelque chose de plus utile que d'observer l'ennemi dans une attitude défensive. Pourquoi nos effectifs ne sont-ils pas sortis de cette attitude incompréhensible pour les Arabes, et traitée par eux d'impuissance. M. le ministre a objecté qu'il ne fallait pas, en attaquant par l'Est des tribus berbères essentiellement belliqueuses, affronter des difficultés inutiles. Je lui réponds que ces tribus, les Béni-Ouarains, qui étaient venues nous combattre sur les bords de la Moulouïa, se sont retrouvées au combat sanglant de Seffrou, devant les troupes du général Moinier, après que la retraite de nos effectifs de l'Est leur eût rendu la liberté de leur mouvement vers l'Ouest, à travers le moyen Atlas, leur repaire habituel. (*Mouvements divers.*)

Oui, voilà le résultat de cette retraite que le général Toutée a lui-même désavouée. (*Très bien ! à droite*)

Mais là n'est pas le nœud de la question marocaine que M. le ministre des affaires étrangères s'efforce de rendre simple et claire, alors que toutes les difficultés de demain résident, pour nous, dans l'attitude de plus en plus énigmatique de nos excellents amis les Espagnols.

M. LE PROVOST DE LAUNAY. M. le ministre n'a pas dit un mot de cette question capitale.

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. Car enfin, le 6 avril dernier, M. le ministre des affaires étrangères, avec le souple talent tout diplomatique qui le caractérise et qui, de gré ou de force, se pare toujours d'un optimisme outré, nous a déclaré que nous pouvions être absolument rassurés du côté de l'Espagne ; que nous n'avions pas de meilleurs amis que nos voisins d'au-delà des Pyrénées et que les deux gouvernements marcheraient, en toutes circonstances, la main dans la main. Est-ce pour donner une satisfaction exagérée à ces excellents voisins, ou pour ne pas contrister certaine autre puissance étrangère qui pourrait se trouver derrière le paravent espagnol, que nous avons préféré la route de Casablanca à celle de Tazza et surtout, ces derniers jours, évacué les rives de la Moulouïa ?

Or, qu'est-il advenu précisément, en réponse à ces bons offices de notre chancellerie ? Juste au lendemain de la retraite imposée au général Toutée, les Espagnols ont commencé leur marche sur Larache et sur El-Ksar ! Par conséquent, il ne faut pas dire et redire sans cesse que l'on sait apprécier au dehors notre perpétuel désintéressement ; on s'amuse même de nous voir perpétuellement tirer les marrons du feu, pour en alimenter l'ambition sans frein et sans vergogne de nos concurrents (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

L'Espagne ne retirera pas un seul de ses soldats parce que nous retirerons les nôtres et elle nous laissera faire seuls et à notre détriment l'application consciencieuse de l'acte d'Algésiras.

J'ai fait connaître, dans mon interpellation du 6 avril dernier, que les Espagnols avaient concentré 40.000 hommes autour de Melilla ; j'ai apporté au Sénat tous les détails les plus précis sur l'organisation offensive de ce corps d'occupation, et je concluais en disant à M. le ministre des affaires étrangères : « Croyez-vous que les Espagnols qui ont une armée de 100.000 hommes sur le pied de paix, en auraient envoyé 40.000 dans le nord du Maroc uniquement pour se livrer à des sports aussi variés qu'innocents et partager leurs loisirs entre la chasse et la pêche à la ligne. (*Rires.*)

Non, messieurs, si les Espagnols se sont imposé de si lourdes obligations militaires et surtout financières, c'est avec cette pensée de conquête, toujours espérée, jamais abandonnée, du nord du Maroc ; de cette zone dénoncée par moi jadis, et qui va de l'Océan à la



Moulouïa et de la Méditerranée au fleuve Sébou. Voilà l'ambition de nos voisins; elle se dessine nettement aujourd'hui et s'affirmera encore mieux demain. (*Très bien ! et applaudissements à droite.*)

J'ai dit encore que le traité de 1904 renfermait certaines clauses secrètes qu'on n'osait jamais aborder, mais que nous voyons chaque jour appliquées contre notre expansion, et devant lesquelles s'inclinent les timidités de notre Gouvernement.

*Un sénateur au centre :* Il est secret, ce traité ?

M, GAUDIN DE VILLAIN. Oui, pour nous, mais pas pour les autres — c'est pourquoi j'en ai parlé le 6 avril dernier — et c'est par lui que nos soldats n'osent jamais franchir le Sébou et la Moulouïa. Oui, je l'affirmais naguère — et les événements d'aujourd'hui ne me donnent-ils pas une fois de plus raison ? — si ce n'est un texte même qui nous lie, ce sont tout au moins les exigences hostiles d'une puissance que je n'ai pas besoin de nommer. (*Mouvements divers.*)

J'ajouterai encore, messieurs, que bien que Fez soit situé au sud du fleuve Sébou, et en dehors du quadrilatère que s'arrogent en propriété les Espagnols, ceux-ci n'affirment pas moins des prétentions sur la capitale du Maroc, et c'est pour respecter encore ces dernières que, lors de la prise de Fez par nos troupes, nous n'avons même pas osé faire pénétrer celles-ci dans la ville, mais que nous sommes demeurés dans les faubourgs, hors de l'enceinte !

Ah ! messieurs, lorsque dans le passé nous savions conquérir à travers l'Europe et le monde, le suprême honneur réservé à nos soldats victorieux, c'était de les faire défiler, drapeaux déployés, par les rues des cités conquises !

A Fez, je le répète, on ne l'a pas fait ; pourquoi ? Et pourtant cela eût été digne de l'effort accompli ; et nous aurions ainsi produit, sur les imaginations musulmanes de cette grande cité de Fez, jusque-là inviolée, un effet puissant et salulaire qui n'a pas été obtenu (*Très bien ! très bien ! à droite !*)

Pour qui connaît les Arabes, il n'y a qu'un moyen de les vaincre et de les convaincre de notre supériorité, c'est de leur montrer notre force sous tous ses aspects. (*Nouvelle approbation sur les mêmes bancs.*)

Je me rappelle qu'un jour l'honorable M. Pichon, avec le talent très particulier qui le caractérise, disait que les moyens humanitaires étaient partout suffisants et que nous arriverions à conquérir le Maroc par la pharmacie et l'école primaire. (*Sourires à droite.*)

Je ne doute pas que cela puisse être vrai dans l'avenir ; mais ce temps-là n'est pas encore venu, et je n'en veux d'autre preuve que la petite histoire que voici, qui est arrivée à Casablanca :

On avait ouvert un crédit humanitaire de 100.000 francs pour fournir toutes les ressources pharmaceutiques aux indigènes, et le

crédit fut largement absorbé, tant que ceux-ci furent autorisés à emporter les drogues, sans autre forme de procès.

Mais voici qu'un jour il vient à l'idée d'un médecin d'obliger ces bons Marocains à faire usage sur place et immédiatement de cette pharmacie qu'ils considéraient comme une denrée de négoce, et aussitôt la consommation pharmaceutique diminue des neuf dixièmes. Voilà un peu la manière dont les Marocains comprennent tous les bienfaits d'une civilisation qu'ils ne nous demandent pas et que nous entendons leur imposer comme un paradis obligatoire. (*Rires.*)

Non, messieurs, l'heure n'est pas arrivée de chercher à convertir des gens comme ceux-là par des moyens humanitaires; ils n'y voient de notre part que faiblesse ou abdication; respectons leur indépendance ou sachons les conquérir par la force, voilà les deux seules solutions possibles dans un tel pays.

Et ainsi se pose, pour notre occupation, ce dilemme : l'affermir définitivement ou nous en aller. Si nous nous en allons ou si, seulement, nous réduisons demain nos effectifs sous prétexte de je ne sais quelles combinaisons précaires et chimériques, nous rendons ce pays à l'anarchie définitive : la meilleure preuve de ceci, c'est que le Sultan lui-même a demandé au général Moinier, en cas d'évacuation, de l'emmener avec lui à la côte. (*Très bien ! très bien ! à droite.*) Oui, voilà le degré de confiance qu'a Moulay-Hafid lui-même dans la solidité de son prestige et la fidélité de ses sujets (*Rires à droite.*)

Oui, messieurs, après tant de sacrifices faits et avant qu'ailleurs d'irréparables décisions ne soient prises, que la France sache affermir définitivement ses droits sur le Maroc et ne tolère pas que, tandis que les Espagnols feront acte de conquête dans le nord de l'empire chérifien, nous, nous continuions à traîner dans le Sud pour le plus grand profit de l'étranger, hostile ou gouailleux, ce boulet ridicule de la police marocaine. (*Applaudissements à droite.*) — *L'orateur est félicité par ses collègues.*

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. de Lamarzelle.

M. DE LAMARZELLE. Messieurs, dans son très éloquent discours, M. le ministre des affaires étrangères a traité toutes les questions sauf celle qui est la plus délicate et qui, en ce moment, nous préoccupe tous.

Je m'explique ; M. le ministre a montré tout l'héroïsme, toute la grandeur d'âme dont ont fait preuve notre armée, nos généraux, nos officiers et nos soldats, qui sont restés à la hauteur de ce qu'ont toujours été leurs ancêtres au point de vue non seulement du courage militaire, mais aussi au point de vue de l'humanité et de l'esprit chevaleresque. (*Très bien ! très bien !*).

Nous n'avons pu qu'applaudir et nous applaudissons encore à ces paroles ministérielles.

Je ne puis pas revenir, parce que je suis complètement incompétent sur ce point, sur la question de savoir ce qu'il fallait faire à la Moulouïa ou de l'autre côté, sur la route par laquelle on a attaqué Fez. Cependant, je me permettrai de faire observer que M. le ministre s'est servi d'un argument qui m'a paru très singulier pour nous démontrer que l'on ne devait pas choisir la route de la Moulouïa.

M. le ministre nous a dit :

« Nous aurions rencontré, si nous l'avions franchie, des tribus rebelles qui n'ont jamais reconnu l'autorité du sultan (*Dénégations.*) et, alors, le Sultan aurait pu se formaliser de notre action de ce côté-là. »

M. LE MINISTRE. Je n'ai jamais dit cela !

M. DE LAMARZELLE. J'ai cru le comprendre ; M. Poincaré, lui, semblait comprendre que, dans votre pensée, choisir la route de la Moulouïa, c'était violer l'acte d'Algésiras ; et vous lui avez répondu que non.

M. LE RAPPORTEUR. J'ai trouvé simplement que M. le ministre donnait trop de raisons.

M. DE LAMARZELLE. La vérité, il faut qu'elle soit dite à la tribune. Nous ne sommes pas allés à Tazza, nous n'avons pas franchi la Moulouïa tout simplement pour ménager l'Espagne.

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. C'est évident.

M. DE LAMARZELLE. Celui qui est à cette tribune a la plus vive sympathie, la plus profonde admiration pour la grande et noble nation espagnole ; il désire de tout son cœur que l'amitié des deux nations subsiste, que les deux nations soient absolument unies ; ce que je vais dire ne pourrait donc pas être pris en mauvaise part à l'égard de l'Espagne. Mais enfin, à quoi nous ont servi nos ménagements envers l'Espagne.

M. CHARLES RIOU. A quoi sert la faiblesse !

M. DE LAMARZELLE. Nous, nous avons respecté l'acte d'Algésiras, nous en avons même peut-être plutôt exagéré le respect.

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. Parfaitement.

M. DE LAMARZELLE. Qu'a fait l'Espagne ? L'acte d'Algésiras impose, comme vous l'avez dit tout à l'heure, monsieur le ministre, dans votre préambule, le respect de la souveraineté et de l'intégrité du territoire du maghzen. Est-ce qu'en allant à Larache, est-ce qu'en allant à El-Ksar, l'Espagne a eu le respect profond de ce principe de l'acte d'Algésiras ? (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. Voilà la question.

M. DE LAMARZELLE. Nous avons le traité de 1904, secret comme l'a dit mon excellent ami Jénouvrier dans son admirable discours, mais dont nous connaissons cependant une clause, paraît-il, à savoir que, pour que l'Espagne agisse dans sa zone, il faut le concert avec la France...

M. JÉNOUVRIER. Le consentement.

M. DE LAMARZELLE. Le concert.

Nous, pour agir dans la nôtre, nous n'avons qu'à avertir l'Espagne. Y a-t-il eu concert entre l'Espagne et la France, lorsque l'Espagne a été à Larache et lorsqu'elle a été à El-Ksar? Je vous le demande. Quant à l'intégrité de l'empire chérifien, le maghzen a protesté contre l'occupation espagnole de Larache et de El-Ksar. Alors, quelle est notre situation, comparée à celle de l'Espagne, en ce moment-ci, au Maroc? L'Espagne est allée là où elle est, dans les territoires qu'elle occupe, sans rien promettre. Elle est là parce qu'elle est là : *Ego nominor leo*. J'ai la force, je suis là, j'y reste. Elle ne s'est obligée à rien.

Nous, nous nous sommes obligés à aller là où nous sommes, simplement par la volonté du maghzen, par la volonté du Sultan; et le Sultan n'aurait qu'à dire demain : je ne veux plus des Français à Fez, pour que vous vous trouviez dans l'obligation, d'après vos engagements, de vous retirer, tandis que l'Espagne serait là, ayant planté son drapeau, et y restant toujours.

Voilà la situation sur laquelle, monsieur le ministre, nous aurions besoin d'explications.

M. GAUDIN DE VILLAIN. Vous ne les aurez jamais.

M. DE LAMARZELLE. Tant que vous ne les aurez pas données, je déclarerai cette situation inextricable.

Vous avez dit : « Que l'on me connaisse à mes actes. » Vos actes, monsieur le ministre, ce ne peut être que des actes diplomatiques. Or, vous n'avez rien pu faire pour éviter cette situation inextricable, qui peut, demain, nous entraîner, je ne dirai pas dans une catastrophe, mais dans des difficultés très périlleuses.

Il y a, dans la question que vous avez traitée, au sujet des derniers événements marocains, deux choses à distinguer : les actes des soldats, ceux-là sont au-dessus de tous éloges; les actes du ministre des affaires étrangères, et, malgré toute ma bonne volonté, je ne puis véritablement pas les admirer. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. Personne ne demande plus la parole?...

Si personne ne demande la parole, l'incident est clos.



## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(16 Juin 1911)

*Interpellation sur la politique du Gouvernement au Maroc*

M. JAURÈS. Je suis convaincu que dans les circonstances présentes la Chambre ne me trouvera pas indiscret et importun d'ouvrir devant elle une fois de plus le débat sur la question marocaine. S'il s'était produit il y a cinq ou six jours, j'avoue que j'aurais abordé la tribune avec une sorte d'angoisse, car il semblait à ce moment que cette intervention espagnole au Maroc, que nous annoncions depuis des années comme la conséquence presque inévitable de la politique pratiquée par nous...

M. EDOUARD VAILLANT. Très bien !

M. JAURÈS. ...ait éclaté comme un scandale et comme une surprise et il se manifestait dans une partie, dans une trop grande partie de notre presse, une excitation dangereuse.

Certains grands journaux, qui affectent, sans recevoir à temps les démentis nécessaires, de se donner comme les interprètes officiels du quai d'Orsay, ne craignent pas de publier qu'ils savaient de bonne source que le ministère des affaires étrangères de France allait rompre toutes négociations diplomatiques avec l'Espagne et faire appel contre elle à toutes les puissances signataires du traité d'Algésiras.

C'était l'ouverture, c'était l'annonce d'un conflit qui, dans ces termes, eût été redoutable et funeste. Il n'est aucun Français, se rappelant l'histoire de notre pays et l'histoire de l'Europe depuis des siècles, qui ne sache que ce fut toujours un grand malheur pour notre pays et pour l'Europe lorsqu'il se produisit entre la France et l'Espagne des malentendus ou latents ou déclarés. (*Applaudissements.*)

Heureusement, depuis plusieurs jours, il semble bien — et nul ne s'en félicite plus que moi — qu'il s'est produit jusque dans la partie un peu excitée de notre presse une sorte de détente et un apaisement nécessaire. On ne parle plus de rupture de négociations ;

on ne parle plus de cet appel étrange contre l'Espagne à toutes les puissances signataires du traité d'Algésiras ; il n'est plus question que d'un échange amical d'explications ; et j'ai tout lieu de penser qu'au point où en sont les choses — et je pense que M. le Ministre voudra nous fournir là-dessus des explications précises — lui-même n'est plus préoccupé, comme une partie de notre presse le paraissait au premier jour, ou, en tout cas, M. le Ministre des affaires étrangères a acquis en peu de semaines ce don diplomatique éminent de dissimuler ses émotions puisqu'il a pu avant-hier parler au Sénat de la question marocaine sans même faire la moindre allusion aux événements espagnols ! (*Sourires.*)

Et il se produit ce paradoxe que si des historiens de l'avenir, recherchant l'histoire des affaires marocaines, n'avaient, pour se documenter sur cette période pourtant émouvante que nous traversons, que le discours explicatif de M. le Ministre des affaires étrangères devant le Sénat, cet historien bien informé ignorerait complètement qu'il y a eu une intervention espagnole et un commencement de difficultés avec l'Espagne.

Ainsi fonctionne pour le plus grand bien des ministres un système de parlementarisme atténué, anémié et abâtardi !

Mais j'estime, et la Chambre estimera qu'il faut qu'elle obtienne des explications plus précises. (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

La situation, en effet, quoiqu'elle ait heureusement perdu l'apparence des périls qu'elle semblait offrir il y a quelques jours, la situation reste sérieuse, les rapports de l'Espagne et de la France restent difficiles et troublés.

Et pourquoi, messieurs ? D'abord parce que sur les rapports de la France et de l'Espagne, dans la question marocaine, pèse une redoutable équivoque. Ces rapports sont réglés, ils sont dominés par deux ordres de conventions diplomatiques dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elles ne semblent pas complètement concordantes. Nos rapports marocains avec l'Espagne sont réglés par un traité secret de 1904, d'une part, et par l'acte international d'Algésiras d'autre part.

Traité secret ! messieurs, je l'avoue sans forcer les choses et sans forcer le ton, j'ai presque honte de prononcer ce mot à la tribune de la Chambre française. (*Applaudissements à l'extrême-gauche et sur divers bancs.*)

M. CHARLES BENOIST. M. Maura l'avait communiqué à tous les chefs de groupe du Parlement espagnol, en 1904.

M. MAUGER. Et pourquoi en France l'ignore-t-on encore ?

M. ARTHUR ROZIER. Il n'y a que les rédacteurs du *Temps* qui connaissent quelque chose en France.

M. JAURÈS. Mais cela même ne suffirait pas et ce n'est ni une coterie ministérielle, ni une coterie parlementaire, c'est le pays tout entier qui doit connaître les conditions d'existence du pays. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

En vérité, messieurs, c'est un incroyable paradoxe, sous la République française ! Une des raisons pour lesquelles l'empire n'a pas pu surgir à nouveau des abîmes où il s'était englouti en 1870, c'est que le parti républicain a dit à la nation française, il a dit aux millions de citoyens français : « Vous voyez où un pays peut être conduit et dans quels gouffres il peut sombrer quand il abandonne la direction de ses affaires extérieures. » Et qu'est-ce autre chose que l'abandonner, lorsque vous consentez à ignorer les clauses des traités qui peuvent engager la nation ? (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

C'est la pire des abdications, parce qu'elle se produit sous l'apparence d'un semblant de souveraineté menteuse. Lorsque la liberté d'un pays, en matière extérieure comme en matière intérieure, est officiellement confisquée, le pays, du moins, est averti. Mais lorsque, sous l'apparence de la souveraineté nationale, il est inscrit dans la Constitution, lorsqu'il est inscrit dans toutes les lois que la nation se gouverne elle-même, et lorsque, sous ces formules, se continue l'arbitraire des pouvoirs occultes et irresponsables, je dis que c'est le pire péril pour une nation. (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Et, messieurs, voyez le danger ! Lorsque des diplomates, lorsque des ministres des affaires étrangères négocient entre eux, dans le secret du cabinet, les clauses d'un traité occulte, lorsqu'ils se privent eux-mêmes du contrôle qu'exercerait sur leur propre pensée l'opinion du pays informé et averti, ils s'exposent à introduire dans ces traités des formules redoutables dont, à raison même du secret qui les recouvre, ils ne peuvent pas soupçonner les périls.

L'autre jour, un ancien ministre espagnol, M. Villanuova, faisant un courageux effort pour prévenir certains entraînements de l'Espagne, faisait allusion à une clause du traité secret franco-espagnol.

Cette clause serait celle-ci, que pendant quinze ans après la signature du traité, le Maroc étant virtuellement divisé en deux zones, la zone d'influence française, la zone d'influence espagnole, la France pourrait intervenir dans sa zone en se bornant à informer l'Espagne et, au contraire, l'Espagne ne pourrait intervenir dans sa propre zone qu'après avoir obtenu le consentement de la France.

Je ne sais pas si ces renseignements sont exacts ; je ne suis pas assez Espagnol pour connaître les clauses du traité secret. (*Rires et applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Mais je dis que, si cette clause a été introduite, elle révèle de la part de tous les diplomates qui l'ont signée un manque incroyable de psychologie ; qu'accuser ainsi dans une formule, à l'heure où l'on négocie entre deux peuples un traité secret qui doit être entre eux un traité de réciproque confiance — j'entends entre les signataires —

qu'accuser ainsi une telle inégalité de situation et de traitement, c'est s'exposer, le jour où le traité sera révélé, à toutes les irritations et à tous les mécomptes (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Et puis, messieurs, il y a une autre conséquence grave de l'état d'ignorance où la France a été tenue. J'ai été depuis l'origine et je reste, pour des raisons de droit qui me paraissent supérieures à toutes les circonstances politiques, j'ai été et je reste l'adversaire de votre expédition marocaine. (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

M. EDOUARD VAILLANT. Tous, nous sommes de cet avis.

M. JAURÈS. ...l'adversaire de votre politique au Maroc. J'ai lutté, mes amis et moi nous avons lutté pour l'empêcher. Nous avons pu parfois en modérer le mouvement, en atténuer les périls. Mais je suis bien obligé de reconnaître que nous nous sommes heurtés le plus souvent à l'indifférence, à la résistance sourde et inerte d'une grande partie du pays. Mais je demande aujourd'hui à nos concitoyens de France, je demande à la Chambre toute entière si vous vous seriez engagés aussi délibérément que vous l'avez fait, si vous vous seriez laissé entraîner aussi avant que vous l'avez fait dans l'action marocaine, si vous aviez su avec clarté, avec précision quelle limite, quels obstacles infranchissables un traité secret opposait à votre politique et à vos opérations.

Messieurs, je ne connais pas l'étendue des engagements pris envers l'Espagne ; ce que nous entrevoyons avec certitude, c'est qu'entre les deux pays, il a été prévu je ne dis pas un partage du Maroc — c'est un mot trop brutal — mais un partage des influences au Maroc...

M. DEJEANTE. Très bien !

M. JAURÈS. ...au cas où certain régime d'anarchie se développerait. Je ne sais pas quelle est, dans ce cas, la part d'influence, la zone d'influence réservée à l'Espagne ; ce que je sais, messieurs — j'ai lu ces jours-ci, je me suis procuré la collection aussi complète que possible des journaux espagnols parlant de la politique de l'Espagne au Maroc — et ce qui m'a frappé c'est avec quelle ampleur et quelle certitude les journaux espagnols parlent des droits que le traité secret réserve à l'Espagne au Maroc. Double zone d'influence, disent-ils, zone d'influence à l'extrémité Sud allant du Sahel au cap Juby ; zone d'influence dans toute la région du Nord, tout ce haut promontoire septentrional de Tanger à Tétouan, Larache, El-Ksar qui a, selon la presse espagnole, cette valeur de commander la route de Fez, le Riff, et, vous m'entendez, toute la rive gauche de la Moulouïa et la rive droite du Sébou, c'est-à-dire toute la zone qui va du Nord du Maroc jusqu'aux portes de Fez.

Messieurs, je ne conclus pas, je dis : voilà dans quel pays se meut, à l'heure actuelle, la nation espagnole. Eh bien, de deux choses l'une : ou cela est faux, et il y a un intérêt capital pour ramener l'opinion espagnole au sentiment de la mesure, à publier le traité



secret (*Applaudissements à l'extrême-gauche et sur divers bancs à gauche*), ou cela est vrai, et il y a un intérêt capital à le publier pour ramener l'opinion de la France égarée dans les ténèbres à un juste sentiment des réalités. (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Et puis il y a un autre péril : c'est que dans cette obscurité, qui n'est jamais complète, filtrent des lueurs incertaines ; tel ancien ministre laisse échapper une partie du secret, tel autre fait allusion à une partie du mystère ; et ainsi la vérité finit par être connue, mais vérité dénaturée, vérité déformée, vérité fragmentaire ; les hypothèses se multiplient les méfiances s'aggravent, les jalousies s'irritent, et, pour avoir voulu pratiquer dans l'obscurité une politique d'entente, on aboutit tout à coup, en plein jour, au plus formidable des malentendus. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême-gauche.*)

Voilà pourquoi nous demanderons à la Chambre, comme conclusion première d'un débat où il faut aboutir enfin à des précisions, d'insister auprès du Gouvernement pour qu'il négocie la publication la plus rapide possible des traités secrets franco-espagnols, et nous lui demanderons pour l'avenir de porter, au nom du peuple de France, au nom de la souveraineté nationale, une condamnation définitive contre toute tentative de traité secret. (*Très bien ! très bien !*)

Eh bien ! quel qu'il soit, quel qu'en soit le sens, quelles qu'en soient les limites, ce traité secret ne peut avoir d'autre effet ultime que de dresser la France et l'Espagne l'une contre l'autre en rivalessur le territoire marocain ; ou du moins il n'y avait qu'une chance, il n'y a qu'une chance d'échapper aux périls certains du traité secret, c'est de s'en tenir fermement, loyalement, ou plutôt c'est de revenir à la pratique de l'acte international d'Algésiras (*Applaudissements à l'extrême-gauche*), dont, à mon sens, notre politique a singulièrement faussé et forcé tous les termes.

M. Abel Ferry fait un signe de dénégation ; mais ce n'est pas seulement une affirmation que j'apporte ; je n'apporte une affirmation que pour la faire suivre d'une démonstration, et je demande à la Chambre, dans une question où il importe que nous puissions tous nous expliquer à fond, de me permettre de donner toutes mes explications. (*Parlez ! parlez !*)

Je dis qu'à mon sens il importe d'autant plus de maintenir loyalement, en en respectant les principes, en en observant les limites, l'acte d'Algésiras, que le retour à la pratique exacte de l'acte d'Algésiras est le seul moyen qui nous reste d'arrêter les effets de l'autre hypothèse, j'entends l'application d'un traité secret redoutable.

Ah ! messieurs, vous me dites que je force le sens des événements. Il y a quelques années, quand nous avons commencé à nous installer dans la Chaouïa, quand, sous prétexte de nécessité provisoire, nous y avons préparé, en effet, une occupation prolongée, je disais : de là, par voisinage, par contagion grandissante, par la tentation des généraux immobilisés de se donner du mouvement et d'aller plus loin

vous serez entraînés au-delà de cette limite ; et je disais à M. Clemenceau : « Vous irez à Fez. » Et M. Clemenceau me disait : « Pourquoi pas jusqu'à la Mecque ? » (*Rires.*)

Messieurs, je ne sais pas si nous irons à la Mecque, mais nous sommes à Fez (*Applaudissements à l'extrême-gauche*), et je dis qu'au fond, surtout depuis l'avènement du sultan nouveau, toute notre politique a été calculée pour forcer les termes du traité d'Algésiras pour en rendre l'application difficile.

Il y avait un homme, M. Regnault, qui avait combattu aux côtés d'Abd-el-Aziz, qui avait marché à fond pour lui, qui avait — je ne juge pas sa politique — qui avait été l'adversaire déclaré et agissant du prétendant Moulay-Hafid. Quand ce prétendant devient sultan, quand vous le reconnaissez comme tel, si vous vouliez lui inspirer confiance, si vous vouliez préparer envers lui une politique nouvelle, c'était une grave imprudence de maintenir auprès de lui, comme représentant de la France, l'homme qui avait précisément une revanche à prendre contre lui. (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Et en fait, alors que l'acte d'Algésiras vous donne des pouvoirs déterminés de police dans certains ports et rien que cela, donne à l'Espagne des pouvoirs déterminés de police dans certains ports et rien que cela, alors qu'au demeurant, pour l'ensemble du Maroc, l'acte d'Algésiras proclame inviolables et intangibles l'intégrité du Maroc et la souveraineté du sultan, la politique financière qui a été pratiquée et dont j'ai souvent dénoncé les effets à cette tribune, la politique qui consiste, en réglant immédiatement à la charge du sultan même les dettes usuraires accumulées sur lui, à confisquer toutes ses ressources traditionnelles, à lui prendre le produit de toutes ses douanes, le produit de ses mines, le produit de ses domaines, cette politique-là ne pouvait aboutir qu'à une chose : créer une telle impuissance du maghzen, obliger tellement le maghzen, pour vivre, à exercer sur ses tribus fidèles des prélèvements redoutables, je dis que cette politique ne pouvait aboutir qu'à créer l'impuissance, l'anarchie, des prétextes d'intervention.

M. EDOUARD VAILLANT. Elle a été faite dans ce but.

M. JAURÈS. Ah ! je ne dis pas que la situation de Fez, depuis quelques mois, ait été merveilleusement tranquille. Les Français ont jugé que, sur les points où ils avaient à intervenir, l'ordre marocain était profondément troublé. Les Espagnols disaient : « Il ne nous semble pas que la situation soit aussi critique que le dit la France. » Et les Espagnols trouvaient tranquille la zone française. Puis, quand les Espagnols interviennent dans leur zone, ils disent pour s'en excuser : « L'agitation est redoutable. » Et nous, nous disons : « Quelle chimère ! Comment peuvent-ils voir là du désordre ? Mais la zone espagnole jouit d'une tranquillité parfaite. »

En sorte que, si l'on en croyait l'Espagne, sur la zone française et

la France, sur la zone espagnole, le Maroc jouirait d'une tranquillité admirable (*Applaudissements à l'extrême-gauche*) ; mais si on les en croit, chacune sur sa zone, le Maroc est si profondément troublé qu'il faut, pour sauver l'ordre, que la France aille à Fez, que l'Espagne aille à Larache et à El-Ksar. (*On rit.*) Et ce qui est admirable, c'est qu'à deux ou trois jours d'intervalle, les mêmes régions, selon qu'elles sont jugées par l'Espagne ou par la France, ou par la France même à des moments différents, apparaissent comme profondément troublées ou comme parfaitement tranquilles.

Tenez ! quand nous marchions sur Fez pour justifier une intervention centrale et décisive, on disait, d'après les dépêches de nos agents — car nos agents méritent autant de créance que les agents espagnols en méritent peu — on disait : « Le Gharb est travaillé par toutes sortes de ferments de révolte. » Et maintenant que les Espagnols, montrant cette même région, disent : « De là se propageaient des rayonnements de troubles », nous disons, et nos mêmes agents disent : « Mais la tranquillité était admirable... »

Il y a une chose qui me frappe. C'est que, si les nouvelles qui ont été données de l'état d'esprit où était Fez dès le mois d'avril, si ces nouvelles étaient vraies, il y a longtemps que Fez aurait succombé à la famine. Et savez-vous ce que disait le correspondant du *Times*, qui nous a prodigué les marques de bienveillance, les marques de sympathie, mais en qui l'entente cordiale n'a pu abolir complètement l'instinct du reporter ? (*Sourires.*) Savez-vous ce qu'il disait, après avoir pénétré dans Fez ? J'ai constaté que les rapports qui ont émané de Fez depuis plusieurs semaines procédaient largement de ce que, dans l'histoire, on appelle « l'état d'esprit des assiégés ». Et, en fait, il a constaté qu'il avait trouvé dans la ville de larges approvisionnements.

Quoi qu'il en soit, messieurs, par ces prétextes, par ces raisons, vous êtes à Fez. La France y est installée. Et quelles sont les conséquences ?

Ah ! les difficultés militaires ne sont pas terminées.

Tous ceux qui regardent de près les choses marocaines, tous les correspondants européens, Français ou étrangers, qui notent, qui essayent de noter la réalité des choses, constatent que les tribus marocaines ne sont pas soumises, qu'elles ont fait simplement, pour un moment, le vide autour de nos colonnes. Et moi, je ne crois pas que les expéditions de châtiment qui ont été commencées et qui sont annoncées, puissent avoir pour effet de briser et d'atteindre toutes les résistances de ces tribus. Je crains qu'elles n'aient d'autre résultat que d'accumuler au cœur de ces hommes farouches et braves des ressentiments dont, à certaines heures, nous pourrions tristement mesurer le poids.

M. EDOUARD VAILLANT. Ce sont de vrais patriotes.

M. JAURÈS. Ce n'est pas ainsi que nous avons conçu l'action de la France civilisatrice. Ce matin encore je lisais, dans un de nos journaux les plus nationaux, les plus patriotes, qu'en entrant à Meknès, une ville où aucun Européen avait souffert, une ville où aucun attentat n'avait été commis, contre aucun des nôtres « en entrant à Meknès, dit le correspondant militaire, nous avons tué une cinquantaine de fanatiques qui faisaient feu contre nous ».

Des fanatiques ! Et c'est ainsi que vous, qui dites que l'homme est le plus vil des êtres, s'il n'est pas prêt à défendre jusqu'à la dernière goutte de sang l'intégrité de son pays et de sa race (*Vifs applaudissements à l'extrême-gauche*), parce qu'il y a là des hommes qui, n'ayant jamais vu d'Européens, n'ayant jamais commis contre eux un acte de violence, sachant à peine que l'Europe est une grande chose lointaine où il y a une autre foi religieuse que la leur, mais parce que là, dans les jardins qui fleurissent encore entre les ruines de la vieille et illustre cité marocaine, il y a des hommes qui, voyant venir ce qui pour nous est la France, mais ce qui pour eux est l'étranger, voyant des hommes en armes et des obus pleuvoir et des canons de fusils briller, se disent : « Nous avons vécu jusqu'ici libres, indépendants et farouches » et se défendent, vous les déshonorez du nom de fanatiques ! (*Vifs applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Eh bien ! je dis qu'une politique qui nous conduit à ces extrémités qui nous conduit à ce paradoxe, est une politique mauvaise ; mais j'ajoute que c'est une politique imprudente. Car si ces hommes ne sont pas capables, comme le furent, après bien des épreuves, les Gaulois longtemps dispersés qui se groupèrent enfin contre César, si ces hommes, je le crois, ne sont pas capables d'une action de masse, d'une résistance concertée, groupée et massive, ils sont capables d'une persévérance infatigable dans la résistance dispersée et, à mesure que va s'élargir sur le Maroc la prise de votre force militaire, votre surface vulnérable va grandir, les chances de surprise vont se multiplier. Il y a déjà eu, à l'est et à l'ouest du Maroc, bien plus d'incidents que la presse ne l'a avoué. Vous avez lu sans doute, pour les opérations qui se sont accomplies sur la rive de la Moulouïa, les récits si documentés et confirmés par d'autres journaux, de l'*Echo d'Oran*.

La censure a, pendant des semaines, sous prétexte de ne pas divulguer le secret des manœuvres et des opérations, coupé toutes les nouvelles ; elle a interdit aux journaux de vous faire savoir que, dans plus d'une rencontre, il y avait eu des surprises sanglantes, que plus de cinquante officiers ou sous-officiers français ou africains avaient succombé, que des troupes françaises avaient été raziées jusque dans nos camps par l'audace marocaine.

Et à l'autre bout, du côté de l'ouest, dans les opérations que de Rabat conduisait le général Ditte, il y a eu une surprise si dangereuse, si soudaine, que le général Ditte, qui est connu pour son



courage, a jugé que son devoir de chef, pour ne pas compromettre toute la région par la mort du général, était, piquant des deux à la tête d'un peloton, de se diriger vers Rabat.

C'est là, messieurs, ce que constatent, oh ! non pas nos journaux mais des journaux dont vous ne récusez pas le témoignage.

Voici ce que dit le *Journal*, du 28 mai — et il y a un rapport conforme du capitaine Bouillon :

« Le capitaine Bouillon, jugeant qu'il fallait avant tout sauver le général, le pria de continuer sa route avec un peloton. »

Et le *Temps*, du 4 juin, précise le même événement :

« Le général se sépare de son infanterie et se porte en avant pour arriver plus vite à Rabat. »

Et l'infanterie, ainsi laissée, ne dut son salut qu'à la charge héroïque de la faible troupe de cavalerie qui était restée, commandée par le lieutenant Monod, qui est tombé frappé de balles.

Pour que des incidents de cette gravité puissent se produire, pour que le général en chef, craignant que toute la force armée d'une région succombe en sa personne, se hâte de rejoindre Rabat, laissant une partie de ses forces aux prises avec l'ennemi qui l'enveloppe, il faut qu'il y ait eu dans cette partie du Maroc de redoutables surprises. Et à Fez même et aux environs de Fez, est-ce que vous ne craignez pas à tout moment un accident funeste ? Le général Moinier est allé à Meknès, il en est revenu, il se propose de revenir combattre contre les Beni-M'Tir qui reculent, qui se dérobent. Est-ce que vous ne craignez pas qu'un jour ou l'autre, dans ces marches hasardeuses, une de vos colonnes ne soit surprise ? Et moi j'appelle, je vous l'assure, avec un sentiment de responsabilité qui nous est commun à tous, l'attention de la Chambre sur le péril de ces opérations prolongées.

Il n'y a pas seulement péril militaire, il y a péril diplomatique, car, du jour où vous êtes sortis du vrai sens de l'acte d'Algésiras, il n'y a plus d'obstacle aux interventions des autres.

M. EDOUARD VAILLANT. C'est là le danger !

M. JAURÈS. L'acte d'Algésiras ne dit nulle part que vous soyez tenus de maintenir l'ordre dans l'intérieur du Maroc. L'acte d'Algésiras, à aucun degré, en aucune de ses lignes, ne met à votre charge la vie des Européens qui sont au Maroc. Si vous êtes intervenus, si vous avez quitté la côte, si, tout en proclamant que vous ne portiez pas atteinte à l'indépendance et à la souveraineté du sultan, vous êtes allés jusqu'à Fez...

*Un membre au centre.* C'est qu'il l'a demandé.

M. JAURÈS. Oui, il l'a demandé, c'est entendu ! A moi il m'a été raconté qu'il y a trois mois ou trois mois et demi, avant qu'éclatât la crise, en effet, le sultan Moulay-Hafid avait fait appeler notre résident

à Fez, M. Gaillard, et qu'il lui avait dit : « Que veut faire de moi la France ? Elle m'a tout pris : elle occupe une partie de mon territoire, elle a toutes mes ressources ; je ne puis rien, et quoique je ne puisse rien, quoiqu'on m'ait enlevé tous les moyens d'action, c'est moi qu'on s'apprête à rendre responsable des désordres qui peuvent se produire. Je suis dans vos mains, vous m'avez désarmé ; faites de moi ce qu'il vous plaira. »

Si c'est ce que vous appelez « supplier la France d'exercer son protectorat, moi j'y vois la forme suprême de la protestation de l'homme que l'on a réduit à l'impuissance. (*Vifs applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Dans tous les cas, vous n'avez d'autre prétexte à intervenir que l'obligation pour vous de protéger les existences humaines qui peuvent être menacées, et en particulier l'existence des Français.

Et ce n'est plus, dans cette opération, l'acte d'Algésiras que vous invoquez ; c'est le droit commun de toutes les nations à protéger leurs nationaux.

Prenez garde ; je vous ai bien dit que par là vous ouvriez la porte. Et alors il s'est produit ceci : Depuis des semaines, depuis des mois, depuis des années, il y avait en Espagne un parti colonial meurtri de la perte de Cuba et des Philippines, traversé par les souvenirs d'orgueil et de fierté de la grande histoire espagnole, animé aussi par tous ces appétits de profit qui travaillent aujourd'hui les sociétés modernes. Et ce parti colonial espagnol disait :

« Allons-nous laisser la France toute seule ? Est-ce qu'elle prendra tout ? Est-ce que, même sur la zone que nous réserve le traité secret, nous ne ferons pas flotter notre drapeau, le drapeau espagnol ? » Et contre ces coloniaux d'Espagne, contre ces hommes qui rêvaient profit, gloire militaire, gloire des états-majors, bénéfice des financiers, des hommes de courage et de bon sens se dressaient en Espagne, et ils disaient au peuple espagnol : « C'est folie pour nous et chimère de chercher notre grandeur dans l'orgueil des conquêtes. C'est par cet esprit d'orgueil et de folie qu'on nous a menés à la lutte contre la grande république américaine en nous promettant la certitude de la victoire. Nous avons mieux à faire, disaient ces démocrates d'Espagne, ces hommes d'avenir, c'est de refaire la force intérieure, la liberté politique, la puissance du progrès social de notre pays. » Mais toutes les fois que ces hommes se dressaient pour rappeler à l'Espagne le véritable sens de son avenir et pour lui dire : « Ne nous brouillons pas avec la France de la Révolution moderne », toutes les fois qu'ils se dressaient, on leur montrait les progrès de notre parti colonial, au Maroc, on leur montrait la marche de notre diplomatie, la marche de nos financiers, la marche de nos soldats. Et maintenant, lisez les journaux d'Espagne et vous verrez comme monte le flot des protestations et comment les malentendus s'aggravent et comment ce peuple, rendu sensible par la grandeur même de son passé, se persuade que

vous, la France plus forte, plus populeuse, plus riche, mieux armée, vous n'avez pas tenu compte comme il fallait des susceptibilités et des droits de l'Espagne.

Et M. Villanueva, l'homme qui, l'autre jour, aux Cortès, disait : « Soyons modérés, faisons notre œuvre intérieure », cet homme-là, ah ! il connaît la disgrâce de tous ceux qui, à l'heure des tempêtes d'orgueil et de colère, osent dire la vérité à leur pays ; et il est bafoué, il est calomnié, et les journaux espagnols le rejettent de l'Espagne ; il n'est plus « Senor Villanueva », dans la presse espagnole, il est « Monsieur Villeneuve » ! Ce sont des disgrâces que d'autres ont connues. (*Vifs applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Je dis que c'est là une chose grave.

Et alors, qu'allez-vous faire ?

Demander des explications à l'Espagne ? Ah ! pour vous en fournir, elle n'aurait qu'à découper les rapports de vos consuls en changeant les noms (*Nouveaux applaudissements à l'extrême-gauche*), et déjà elle s'y apprête. Nous avons nos régions agitées ; oh ! l'Espagne n'en manquera pas. Nous avons nos protégés, nos censeux molestés par les caïds ; voici que, par une opportunité de la providence coloniale, l'Espagne a un de ses protégés avec ses deux fils qui viennent d'être frappés et il y a eu, de nuit, rôdant autour des remparts, des Berbères mystérieux. Allez-vous demander à l'Espagne de vous produire leur état-civil ? Elle vous demandera le relevé exact des provisions de farine qui se trouvaient dans Fez quand vous déclariez la famine, quand vous déclariez que la capitale était affamée. (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

M. FRANKLIN-BOUILLON. Et les tribus qui assaillaient Fez ?

M. JAURÈS. Non ! vous ne pouvez pas engager sur ce point une conversation et une controverse.

Et voulez-vous, messieurs, me permettre de vous dire toute la vérité, la vérité évidente, la vérité certaine ? C'est que vous avez beau envoyer des messages diplomatiques, l'Espagne n'évacuera ni les hauteurs qui commandent Tétouan, ni El Ksar, ni Larache, ni le Rif, ni les postes nouveaux sur lesquels sans doute elle se prépare à mettre la main, tant que vous l'aurez rendu impossible à l'amour-propre espagnol en ne procédant pas, vous, à l'évacuation des points que nous occupons. (*Applaudissements à l'extrême-gauche. — Mouvements divers.*)

Donc le problème se pose ainsi : ou la France et l'Espagne s'entendront pour revenir l'une et l'autre, ensemble, à la pratique loyale et vraie du traité d'Algésiras, pour rendre au Maroc son indépendance et son intégrité, pour restituer au maghzen la disposition des ressources sans lesquelles l'anarchie est inévitable et, avec l'anarchie, les prétextes qu'il fallait écarter du voisinage de l'Algérie jusqu'à l'ombre d'une

puissance étrangère, vous verrez dans ce Maroc l'Espagne installée à côté de vous ; et, par la force des choses, chacun des deux pays ne voulant pas se contenter d'une zone neutre, mais cherchant à gagner le cœur, à conquérir le centre, vous allez installer en permanence sur la terre africaine la rivalité redoutable de ces deux peuples ; et vous n'êtes pas sûrs que, dans les combinaisons diplomatiques qui peuvent en résulter, d'autres puissances n'interviendront pas... (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

M. EDOUARD VAILLANT. C'est certain.

M. JAURÈS. Il en est une dont je me risque à dire qu'elle a, à cette heure, une attitude expectante. Elle ne s'engage pas. Elle reçoit toutes les communications qui lui sont faites, communications françaises, communications espagnoles. Elle ne juge pas ; elle ne dit pas : « C'est bien », elle ne dit pas : « C'est mal. » Elle en prend acte ; elle dit : « Je suis convaincue, nous sommes convaincus que les puissances qui interviennent, ne sortiront pas de la lettre et de l'esprit des traités. » Mais à l'heure où se produiraient, entre les deux grandes nations latines, des difficultés graves, ne voyez-vous pas la chance formidable d'intervention dans les choses européennes que vous aurez donnée à ceux dont je parle ainsi ?

Eh bien ! moi, qui essaye, pour ma part, sans manquer au devoir sacré envers le génie de notre pays... (*Interruptions sur divers bancs au centre et à droite.*) — Très bien ! très bien ! à l'extrême-gauche.)

M. JULES DELAHAYE. Vous allez trop loin.

M. JAURÈS.... de rendre justice au génie des autres peuples, moi qui n'oublie pas ce que, depuis la Réforme jusqu'aux grands philosophes, le génie germanique a produit pour l'esprit humain, je serais désolé et désespéré qu'il pût un jour servir d'arbitre dans les conflits survenant entre des nations de race latine, entre la vieille France généreuse et la noble Espagne, qui tente aujourd'hui de se régénérer et de se renouveler. (*Applaudissements.*)

Voilà pourquoi, messieurs, nous vous disons : « L'heure est venue pour la France de prendre enfin une décision nette. Ne vous laissez plus entraîner au hasard obscur des événements. Dirigez-vous vous-mêmes. »

Et si vous me demandez : Que faut-il faire ? Je vous dirai qu'il est étrange que l'on essaie d'abuser contre nous des difficultés qu'on a créées. On nous conduit sur les pentes d'un abîme et on nous dit : « Voulez-vous donc que nous en remontions ? Comme ce sera malaisé ! » Et on abuse contre nous de la logique même des fautes qu'on a commises malgré nous.

Et moi je vous dis que la condition pour que vous inauguriez une politique nouvelle, pour que vous puissiez revenir à la pratique vraie, sincère et prudente du traité d'Algésiras, c'est que nous reconnaissons



d'abord les fautes que nous avons commises, depuis trois ou quatre ans, en nous détournant de cette grande politique de droit international, de la paix internationale, pour céder à des impulsions de conquête. (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Ah! oui, grande faute! Grande faute d'avoir annulé en fait le pouvoir du Sultan, grande faute, comme vous le disaient les *Débats*, comme vous l'a dit au Sénat M. Ribot, d'avoir laissé des instructeurs qui gardaient là-bas, dans le hasard des bagarres, la responsabilité du drapeau de la France et qui étaient exposés à ce qu'il fût commis, je ne dis pas devant eux — ils l'auraient empêché — mais à côté d'eux, sous l'ombre prolongée, sous le reflet profané du drapeau de la France, des atrocités que nous aurions désavouées et déplorées ensemble (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Ayons le courage d'être sages, ayons le courage d'être justes. Il y a des grands peuples qui, à certaines heures, ont mis leur honneur à avouer que, dans certaines directions, ils s'étaient trompés. Nous le pouvons encore, il n'est pas trop tard. Pour le Maroc qui a droit à n'être pas brutalisé, pour l'Europe qui a droit à la paix, pour les rapports de ces deux peuples de France et d'Espagne, qui ont droit à une amitié inaltérable, nous vous supplions de revenir à une politique plus sage et plus juste. (*Vifs applaudissements répétés à l'extrême-gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Paul Deschanel.

M. PAUL DESCHANEL. Messieurs pour trouver les solutions à la crise actuelle, il faut d'abord en bien déterminer les causes.

La première, c'est que le Sultan manquait de ressources et de la force nécessaires pour maintenir l'ordre et pour garantir l'ordre dans sa capitale. Si l'accord que M. Pichon avait préparé et que M. Cruppi a signé quelques jours après son arrivée aux affaires, l'avait été cinq mois plus tôt, Moulay-Hafid aurait eu à sa disposition 6.000 hommes et de l'argent, et il n'aurait pas essuyé un échec sous les murs de Fez pour s'être écarté des conseils du colonel Mangin. En même temps, il aurait pu commencer à régulariser la perception des impôts et à modérer les exactions qui ont provoqué la rébellion des Cherarda et des Beni M'Tir.

A qui faut-il attribuer la responsabilité de ces retards?

Dès le mois de juin dernier, les ministres étaient d'accord avec El-Mokri sur les grandes lignes de l'accord : emprunt, police, instructeurs. Il faut le dire, ce sont les bureaux, plus forts que les ministres, les bureaux qui durent, tandis que les ministres passent (*Applaudissements*) qui, sur des questions accessoires, secondaires, sur les détails d'application, nous ont fait perdre un temps précieux.

M. MAUGER. Il en est partout de même.

M. PAUL DESCHANEL. D'autre part, depuis deux ans, nos effectifs

de la Chaouïa avaient été réduits de 14.000 à 5.600 hommes. Après le guet-apens dans lequel les gens de la tribu des Zaërs avaient attiré le capitaine Nancy, le lieutenant Marchand et le maréchal des logis Hyvert, le général Moinier demanda un renfort de 2.500 hommes. Ce renfort ne lui fut pas accordé. Il ne put châtier les auteurs de l'attentat ; cette impunité enhardit les autres tribus, et l'insuffisance de nos forces permit au mouvement de s'étendre. (*Applaudissements.*)

Les Européens, une fois cernés dans Fez, envisagèrent, sur l'initiative du consul d'Angleterre, l'éventualité d'un exode. Il fut reconnu impossible. On ne pouvait plus cette fois, comme en 1907, ramener les colonies européennes à la côte. A cette époque, elles y revinrent sous les escortes du Sultan, dont l'autorité n'était pas contestée. C'est alors qu'on marcha sur Fez. Mais ce qui n'eût été qu'un simple raid, si l'on n'avait pas laissé aux tribus le temps de se concerter, devint une véritable expédition, maintenant que le pays était en feu.

Je crois donc que ce qui se passe depuis trois mois au Maroc, est le résultat des irrésolutions et des lenteurs de notre politique. Je crois que des décisions plus fermes et plus promptes eussent prévenu la crise.

Rien n'est pire que de toujours subir les événements sans jamais les prévoir ni les préparer. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite*) Et c'est là une première leçon pour l'avenir.

Je ne reviendrai pas sur les controverses qui se sont élevées à propos du choix de la route et de l'emploi de la route de l'Ouest, au lieu des deux.

Ce que je puis dire, c'est que rien, dans les accords qui portent la signature de la France, ne nous empêchait de passer par Tazza. (*Très bien ! Très bien !*) Je ne serai pas démenti si j'affirme que le Gouvernement a pu choisir la route de l'Ouest en toute liberté, parce que, dit-il, c'est de ce côté que se trouvaient les forces chérifiennes auxquelles il voulait venir en aide, et que, s'il a cru devoir se borner, du côté de la Moulouïa, à l'occupation de Debdou, il a pris cette résolution en toute indépendance (*Très bien ! très bien !*)

Mais, de ce côté-là aussi, nous avons agi avec trop de lenteur. Si, deux ans et demi plus tôt, le général Lyautey avait pu réaliser son programme, conforme aux accords de 1901 et 1902 avec le Maroc, c'est-à-dire l'organisation des marchés de Debdou et de Taourirt, qu'il ne put qu'ébaucher au moment de son départ, après avoir si longtemps insisté en vain, s'il avait pu continuer d'appliquer ses méthodes pacifiques en négociant avec les tribus, suivant sa formule : « Montrer la force pour n'avoir pas à s'en servir », nous n'aurions pas rencontré de telles difficultés dans ces parages ; (*Très bien ! très bien !*) on n'aurait pas concentré 10.000 hommes sur la rive droite de la Moulouya pour les retirer ensuite ; Guercif n'aurait pas été bombardé, et nous n'aurions pas eu à déplorer la perte de plusieurs officiers et d'un certain

nombre de soldats, devenus en quelque sorte des cibles vivantes offertes aux coups de l'ennemi (*Applaudissements.*)

Tout le monde s'accorde à reconnaître que la manière dont la marche sur Fez a été conduite ne mérite que des éloges. Le général Moinier, en ne se laissant pas énerver par les impatiences bien naturelles qu'il sentait derrière lui, a montré le plus ferme sang-froid. (*Applaudissements.*)

Il a préféré s'exposer au reproche de lenteur, plutôt que de se laisser entraîner à une précipitation dangereuse. Il a voulu n'avancer qu'à coup sûr, en assurant sa ligne d'étapes, en organisant la marche par échelons, et, grâce à la prudence de ses résolutions, il a atteint le but presque sans coup férir (*Applaudissements.*)

Les troupes placées sous ses ordres ont montré d'admirables qualités d'endurance et de courage. (*Nouveaux applaudissements.*) La France a le droit d'en être fière, car elle retrouve en elles les nobles vertus de sa race. (*Vifs applaudissements.*)

Mais l'événement a montré aussi que l'organisation de notre armée coloniale ne répond pas aux besoins de notre politique.

Vous vous rappelez le mot du général Laffon de Ladébat disant, en présence de tous ces éléments qui ne s'étaient vus qu'au moment de l'embarquement : « La mobilisation de nos troupes coloniales est plus compliquée qu'une mobilisation générale de l'armée. »

C'est qu'en effet, messieurs, on a fait entrer les troupes coloniales dans la mobilisation générale de l'armée, mais la mobilisation spéciale des troupes coloniales n'est pas prévue. Il y a, dans notre organisation militaire, une grave lacune, qu'il importe de combler. Toutes la question est à reprendre. Je demande au Gouvernement de nous faire connaître quelles mesures il étudie pour porter remède à cet état de choses. Je le prie de nous dire en même temps dans quelle mesure il croit pouvoir utiliser désormais les troupes noires que nous offre l'Afrique occidentale française, afin de renforcer et de soulager les troupes blanches. En ce moment même, par exemple, ne pourraient-elles pas remplacer certains contingents de la Chaouïa ? (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Enfin, il est regrettable qu'on ait repris trop tard le projet de 1907 sur la contrebande des armes. (*Très bien ! très bien !*) Il y a là des précautions indispensables, et je désirerais connaître aussi à ce sujet les intentions du Gouvernement.

Et maintenant, il s'agit de regarder l'avenir. Qu'allons-nous faire ?

M. EDOUARD VAILLANT. Nous en aller.

M. PAUL DESCHANEL. Quel doit être notre objectif ? Quelles doivent être les directions générales, essentielles de notre politique ?

D'abord, il ne saurait être question de congrès, et il ne saurait être question non plus d'occupation militaire totale et prolongée, laquelle

risquerait de nous entraîner dans un engrenage indéfini et de nous immobiliser au Maroc, au détriment d'intérêts supérieurs en Europe. (*Très bien ! très bien !*)

Notre politique générale doit rester libre de ses mouvements. Ce n'est pas en Afrique, ni en Asie, que se jouent nos destinées, c'est en Europe. (*Applaudissements.*)

En restant trop longtemps à Fez sous la forme d'occupation militaire exclusivement française, nous risquerions de voir les tribus se reprendre et une poussée de xénophobie surgir.

Je crois que nous devons profiter sans délai de l'effet produit, pour organiser une force chérifienne, encadrée d'éléments européens, capable d'assurer l'autorité du sultan et de rétablir l'ordre à Fez et aux environs.

Avant tout, il s'agit d'empêcher le retour des événements qui viennent de se propager. Nous ne pouvons pas être exposés à recommencer demain. Pour cela, il faut maintenir les communications entre Fez et le littoral.

Il faut que les routes qui viennent d'être ouvertes par nos colonnes restent aménagées, libres et sûres. La colonne de secours contient des éléments qui trouveront leur emploi immédiat dans l'organisation de ces forces de police chérifienne.

Cela fait, nous trouverons les solutions à la crise actuelle dans l'exécution du récent accord avec le maghzen : c'est un sultan affermi, disposant de ressources et de forces suffisantes pour maintenir l'ordre, pour établir une perception régulière des impôts, pour mettre fin aux exactions et, par suite, aux soulèvements qu'elles provoquent, enfin, pour assurer la liberté des communications et la sécurité des transactions commerciales, et cela au profit de tous les peuples.

De sorte que, en accomplissant un devoir d'humanité, en portant secours à nos nationaux, nous aurons servi les autres nations.

En remplissant notre devoir envers nous-mêmes, nous l'aurons rempli également envers l'Europe, car ce qui peut surtout menacer les intérêts des autres puissances, c'est l'anarchie.

Je me rappelle qu'au début de l'occupation de Casablanca, certains consuls étrangers se plaignaient; aujourd'hui ils rendent grâce à la France de l'essor qu'elle a donné au commerce de leurs nationaux.

Les chiffres du commerce de Casablanca sont bien significatifs à cet égard.

Le commerce de ce port, importations et exportations réunies, était pour la France, en 1906, de 7.648,252 fr., en 1909 — je n'ai pas les derniers chiffres de 1910, mais ceux de 1910 sont supérieurs à ceux de 1909 — 10.456.775 fr.

Pour l'Angleterre, en 1906, 3.641,522 fr., en 1909, 9.479.273 fr.

Pour l'Allemagne, en 1906, 1.954,030 fr., en 1909, 2.297.541 fr.



Pour l'Espagne, en 1906, 987.233 fr.; en 1909, 1.400.633 fr.

Pour l'Italie, en 1906, 307.780 fr.; en 1909, 281.735 fr.

Au total, y compris les autres pays, en 1906, 14.076.472 fr., en 1909, 25.759.102 fr.

Et ceci, messieurs, m'amène à considérer l'aspect international de la question,

Le Gouvernement a notifié aux Etats signataires de l'Acte d'Algésiras les mesures qu'il a cru devoir prendre. Il était aisé de prévoir leurs réponses, car il n'est pas un de ces gouvernements, si ses nationaux, si ses officiers avaient été mis en péril, qui n'eût fait ce que nous avons fait. Et il n'est rien, dans le programme que je viens d'esquisser, qui ne soit conforme à nos engagements.

Vous vous rappelez les termes de l'Acte d'Algésiras. Et vous vous rappelez aussi les termes de l'accord franco-allemand de 1909 :

« Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement impérial allemand, animés d'un égal désir de faciliter l'exécution de l'Acte d'Algésiras, sont convenus de préciser la portée qu'ils attachent à ces clauses en vue d'éviter tout malentendu entre eux dans l'avenir.

« En conséquence, le Gouvernement de la République française, entièrement attaché au maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire chérifien, résolu à y sauvegarder l'égalité économique et, par suite, à ne pas y entraver les intérêts commerciaux et industriels allemands;

« Et le Gouvernement impérial allemand, ne poursuivant que des intérêts économiques au Maroc, reconnaissant, d'autre part, que les intérêts politiques particuliers de la France y sont étroitement liés à la consolidation de l'ordre et de la paix intérieure, et décidé à ne pas entraver ces intérêts :

« Déclarent qu'ils ne poursuivront et n'encourageront aucune mesure de nature à créer, en leur faveur ou en faveur d'une puissance quelconque, un privilège économique, et qu'ils chercheront à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourront obtenir l'entreprise ».

La situation est donc bien claire.

Le gouvernement allemand a déclaré qu'il ne poursuivait au Maroc que des fins économiques; il a reconnu que la France y a des intérêts politiques particuliers, les intérêts qui découlent du voisinage de l'Algérie et qui constituent un principe essentiel de sa diplomatie; que ces intérêts sont étroitement liés à la consolidation de l'ordre et de la paix intérieure, et enfin, il a affirmé sa résolution de ne pas les entraver.

Il est évident que la consolidation de l'ordre et de la paix intérieure

est, pour l'Allemagne, la première condition de son développement économique.

Il y a quelques semaines, un Allemand qui ne passe pas pour un ami très chaud de la France, M. Maximilien Harden, répondait aux insinuations de la presse pangermaniste, suivant laquelle les Français avaient imaginé une situation pleine de périls à Fez pour avoir l'occasion d'intervenir :

« On ne me fera pas croire, dit-il, que c'était uniquement pour son plaisir. Les dépêches de Wolf m'ont appris, à moi, dès avril, que les tribus berbères s'étaient liguées contre Moulay-Hafid et que Fez avait tout à craindre, étant démunie de munitions, d'argent et de vivres.

« . . . Le ministère Monis avait encore la fragilité de la jeunesse. (*Sourires.*) On ne savait pas si la Chambre était favorable à une expédition ; on savait que la saison ne l'était pas.

« Il semble bien prouvé que le Sultan ait sollicité l'aide de la France, et que le consul Gaillard était de bonne foi en faisant parvenir à Paris son message d'alarme. Il faut beaucoup d'imagination pour croire que le parti colonial français ait imaginé tout cela. »

Et il ajoutait :

« Si je sais bien lire, et si les diplomates savent bien écrire, il est clair, pour tout politique, disciple ou magister, qu'à partir du 9 février 1909... » — c'est la date de l'accord que je viens de vous lire — « ... nous nous sommes retirés du Maroc, nous avons renoncé à intervenir dans un conflit franco-marocain, nous estimant heureux si nos intérêts industriels et commerciaux sont sauvegardés. Sont-ils en péril ? Non. »

Voilà le langage d'un Allemand peu suspect de sympathie excessive pour notre pays.

D'autre part, messieurs, l'Espagne a, au Maroc, des intérêts matériels et moraux que nous avons toujours reconnus. Sa glorieuse histoire lui donne, à côté de nous, des droits que nos arrangements avec elle respectent et consacrent. Il n'est rien, dans notre programme, qui puisse nuire à ses intérêts, puisque, comme je viens de le faire voir par des chiffres, nous ouvrons les voies à son commerce. L'Espagne, ce me semble, doit avoir le même objectif que la France, l'exécution sincère des traités.

Ce ne sont pas seulement les liens entre peuples de même civilisation, c'est leur intérêt bien compris qui, montre l'utilité de la persistance de leur accord. Une querelle, un conflit entre la France et l'Espagne serait tellement absurde et criminel que mon esprit se refuse même à en apercevoir l'éventualité. (*Applaudissements au centre et à gauche*).

M. MARCEL SEMBAT. Faisons aussi le nécessaire pour l'écartier !

M. PAUL DESCHANEL. Nous sommes liés à l'Espagne par un accord secret — que d'ailleurs l'opinion publique connaît en grande partie. On s'en plaint. Que ne s'en est-on plaint plus tôt ?

M. CHARLES BENOIST. Je m'en suis plaint ici le 12 novembre 1904.

M. PAUL DESCHANEL. A cette époque j'avais demandé un livre jaune (*Très bien ! très bien !*) Je m'étais élevé contre des explications qui me paraissaient insuffisantes.

Aujourd'hui, nous sommes liés par un contrat synallagmatique, qu'on ne peut faire connaître que si les deux parties contractantes y consentent.

Mais, depuis cette accord, est survenu l'Acte d'Algésiras, au bas duquel l'Espagne a mis, elle aussi, sa signature et qui affirme la souveraineté du Sultan et l'indépendance du Maroc.

Et l'article 123 de cet acte porte que, s'il y a conflit entre les stipulations antérieures à 1905 et les termes de l'Acte d'Algésiras, ceux-ci font autorité.

Il y a donc là matière à conversations amicales entre la diplomatie française et la diplomatie espagnole et M. le ministre des affaires étrangères nous donnera sans doute à cet égard les explications que la Chambre attend.

Enfin, messieurs, la crise actuelle nous a fourni l'occasion de constater que l'alliance russe, malgré Potsdam, et l'entente anglaise, malgré la mort d'Edouard VII, ont toujours pour elles la force des choses, et que, d'autre part, la diplomatie austro-hongroise demeure animée des dispositions conciliantes dont elle a fait preuve à notre égard lors de la conférence.

Nous pouvons donc réaliser, dans le cadre que nous tracent les traités et dans les limites indiquées par notre politique générale, la tâche à laquelle nous ne saurions faillir sans compromettre tout notre établissement dans l'Afrique du Nord. Et, dans l'accomplissement de la mission que les puissances nous ont confiée, nous pouvons conserver le calme, le sang-froid d'un grand peuple, sûr de son droit et sûr de sa force, qui entend n'abuser ni de l'un ni de l'autre, mais qui veut remplir son devoir, tout son devoir envers lui-même, envers l'Europe et envers la civilisation. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs. — L'orateur, de retour à son banc, reçoit les félicitations de ses collègues.*)

M. LE PRÉSIDENT.. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. CRUPPI, *ministre des affaires étrangères*. Messieurs, M. Jaurès s'est déclaré l'adversaire de l'expédition de secours qui vient de s'accomplir à Fez. Il n'a pas ménagé au Gouvernement, à l'action de la France au Maroc, des critiques très vives, que je crois injustes et passionnées, et au cours desquelles — il me permettra de le lui dire — il a montré encore plus d'imagination qu'il n'en prête au parti colonial français.

Je me bornerai, quant à moi, à exposer brièvement et simplement les faits.

Mon premier devoir devant la Chambre, ma tâche essentielle est de justifier, d'établir la nécessité de l'envoi de la colonne de secours.

M. Jaurès et M. Deschanel ont parlé de l'agitation qui s'était manifestée dès le mois de mars, soit sur les confins de la Chaouïa soit dans les environs de Fez. Il y avait, en effet, autour de Fez, le 7 mars, un combat que le chef de notre mission militaire avait victorieusement conduit. Quelques jours plus tard, le 12 mars, des villages des environs de Fez étaient incendiés; le 26 mars, à la suite d'une imprudence du maghzen, les troupes chérifiennes sorties de Fez, malgré l'avis de Mangin, avaient rencontré la défaite. Mais je passe sur ces incidents; j'arrive vite à ces journées d'avril au cours desquelles, messieurs, le Gouvernement — je ne veux pas dramatiser le débat, je veux au contraire lui conserver sa forme la plus simple — a traversé des moments de vive émotion et d'angoisse.

Le 2 avril, notre consul à Fez, auquel je suis surpris que M. Jaurès, si informé, et depuis si longtemps des affaires marocaines, n'ait pas accordé un mot d'éloge, M. Gaillard, considéré, par tous ceux qui connaissent l'Afrique, comme un homme d'une expérience et d'une prudence consommées, M. Gaillard, le 2 avril dernier, nous adressait un rapport qui ne m'est parvenu que beaucoup plus tard et, dans ce rapport, je lis :

« Les forces militaires présentes à Fez ne peuvent faire plus maintenant que de défendre les murailles de la ville. »

Voilà où l'on en était le 2 avril.

Le 3 avril, les tribus berbères attaquent Fez; il y a une panique et, à partir de ce moment — je prie la Chambre de le constater — tous les jours on se bat sur les remparts. Notre consul prend des dispositions pour assurer la sécurité de la colonie française.

Le 7 avril, l'investissement de Fez devient plus complet, les vivres augmentent de prix, la misère s'accroît.

À la même date, le commandant Brémond, qui lutte avec un admirable entrain dans les Cherarda, à la tête d'une troupe chérifiennne où se trouvent quelques instructeurs français, demande des munitions, des médicaments, de l'argent. Il contient difficilement les tribus



voisines et — circonstance qu'il ne faut pas oublier — il y a eu cette année, en Afrique, la saison la plus extraordinairement pluvieuse qu'on ait vue depuis cinquante ans, ce qui a augmenté les difficultés de tous les ordres de cette campagne; la méhalla de Brémond était dans la boue jusqu'aux genoux.

Le 9 avril, des combats ont lieu devant Fez et enfin, le 12 avril, la ville est complètement bloquée, les courriers n'arrivent plus; les attaques sont incessantes.

A ce propos, je ne peux m'empêcher de vous dire que j'ai éprouvé quelque émotion en entendant M. Jaurès rappeler cette plaisanterie d'un reporter anglais; ce reporter en arrivant à Fez a dit : « Les habitants avaient l'état d'esprit des assiégés. »

L'état d'esprit des assiégés, monsieur Jaurès, c'est l'état d'esprit de ceux qui ont faim, de ceux qui, à Fez, pouvaient être le lendemain, comme nos courriers, mutilés, livrés aux tortures les plus cruelles. (*Vifs applaudissements.*)

L'état d'esprit des assiégés, laissez-moi vous le dire, était partagé par les parents, les amis, par tous ceux qui, en France, étaient livrés aux pires angoisses. Je vois ici un de nos collègues qui a perdu un de ses parents mort noblement dans le combat. Ce collègue aussi avait l'état d'esprit des assiégés. (*Exclamations à l'extrême-gauche. — Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Il faut se faire une idée exacte de la situation où se trouvaient les colonies européennes de Fez. A partir du 12 avril — et il ne s'agit pas d'une demande qui aurait été faite trois mois auparavant, — le Sultan appelait à l'aide, il réclamait la formation de harkas chériennes et sollicitait le concours des troupes françaises.

Puisque vous avez parlé de Meknès, vous auriez pu dire, monsieur Jaurès, qu'au milieu d'avril cette ville a été prise et pillée par les Beni-M'Tir et qu'un chef insurrectionnel, Moulay-Zin, y a été proclamé.

Le 20 avril, les consuls de Fez ont décidé, au cas où la route deviendrait libre par la soumission des Ouled-Djama, de conseiller à leurs nationaux de regagner la côte.

Ici, laissez-moi vous dire un mot des efforts accomplis par un jeune Français dont le nom mérite d'être prononcé devant vous, l'agent consulaire Boisset. (*Très bien ! très bien !*)

A ce moment, lorsque l'expédition de la colonne de secours n'était pas encore décidée, la nécessité s'imposait de faire parvenir par la route d'El-Ksar, au commandant Brémond des convois de ravitaillement, des munitions et de l'argent. Boisset est parti, avec sa vaillance française : il est parti et il est arrivé une première fois.

Je m'honore, avec le Gouvernement dont je fais partie, d'avoir pu attacher sur la poitrine de ce jeune Français la croix de la Légion d'honneur. (*Vifs applaudissements.*)

Brémond était avec la méhalla chez les Cherarda ; la situation de Fez devint si critique que Mangin dut le rappeler pour secourir la ville. On sait qu'il ne put l'atteindre qu'après de nombreux combats et au prix d'efforts inouis.

Voilà quel était l'état du pays ; la rébellion s'étendait partout.

Brémond arrive enfin à Fez et tout le monde se porte au-devant de lui. Le consul d'Allemagne vient un des premiers saluer nos instructeurs et rendre hommage à leur énergie. M. Mac Leod, consul d'Angleterre écrit, le 26 au ministre d'Angleterre à Tanger qu'il considère la situation comme critique.

Désormais, après l'arrivée de Brémond à Fez, le blocus se referme plus étroit ; toutes les tribus autour de la capitale sont en état de rébellion. Le 27 avril, nouvelle attaque de la ville par 10.000 rebelles.

M. Gaillard écrit, le 30 avril : « Nous approchons du moment critique. »

Le Sultan envoie, le 25 avril, au Gouvernement français, une lettre pour demander à nouveau l'intervention de la France et la collaboration de nos troupes.

Dès le 17 avril, le Gouvernement avait envoyé à Casablanca les premiers renforts ; le 24 avril, la colonne de secours était formée ; je prie la Chambre de vouloir bien retenir cette date.

Le 4 mai, un télégramme de M. Gaillard, reçu seulement le 12 mai à Tanger, dit : « Qu'on se hâte ! L'annonce d'une intervention militaire française a été très bien accueillie par les consuls et toutes les colonies européennes. Nos compatriotes sont reconnaissants au Gouvernement de la République de cette intervention, dans laquelle ils voient leur salut. »

« Le ministre d'Angleterre, télégraphie notre chargé d'affaires de Fez, à Tanger, a reçu, ce matin des renseignements qui présentent la situation de Fez sous le même jour que les nôtres. »

Les événements se précipitent, M. Gaillard écrit — je cite textuellement — : « On peut tenir quelques jours encore, mais il n'y a pas un instant à perdre. Les munitions sont épuisées, les vivres manquent, on se bat tous les jours sur les remparts, c'est la fin. »

Cependant, les instructions données par le Gouvernement les 17 et 24 avril s'exécutent. La colonne de secours, formée du côté de la Chaouïa, se met en marche.

Ici je rencontre la première question — elle a été effleurée à peine tout à l'heure et sans esprit de critique, par mon honorable collègue M. Deschanel — : pourquoi sommes-nous allés par la Chaouïa ?

Il faut que j'en donne les motifs et je considère que la décision du Gouvernement dans cette question délicate a été non seulement justi-

fiée par les événements, mais qu'elle s'explique par des raisons décisives et que je résume.

D'abord, si nous sommes allés à Fez, ce n'est pas en vertu de l'acte d'Algésiras. Je suis d'accord avec M. Jaurès sur l'interprétation qu'il donne à cet instrument diplomatique.

Nous y sommes allés parce que le Sultan nous y a appelés, parce que tout le monde a reconnu que notre situation spéciale, que nos intérêts particuliers au Maroc sont étroitement liés à la considération de l'ordre et de la paix même. (*Très bien ! très bien !*)

Si nous avons passé par la Chaouïa, c'est que le Sultan nous avait demandé lui-même de prendre cette route.

C'est, en effet, de ce côté que pouvaient se grouper les tribus maghzen, les forces chérifiennes avec lesquelles nous pouvions coopérer.

Cette route de la Chaouïa, au point de vue stratégique, paraissait d'ailleurs aux hommes compétents — je ne dis pas à tous, mais à ceux qui ont été, croyez-le bien, soigneusement consultés — la moins difficile ; elle nous mettait — j'insiste sur ce point — tout de suite et rapidement en contact avec les tribus berbères dont les contingents assiégeaient Fez, notamment avec les Cherarda. De Kenitra et de Lalla-Ito, il n'y avait qu'un bond à faire pour parvenir immédiatement à côté de Brémoud, si ce dernier avait été cerné chez les Chérarda.

Ce plan, dont l'événement a justifié les prévisions, étant arrêté, il était parfaitement logique de fixer alors de l'autre côté, la Moulouïa comme limite aux troupes concentrées du côté de Taourirt.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. Voulez-vous me permettre une question ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Monsieur de Mun, j'arrive au sujet qui vous intéresse.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. Je veux seulement vous poser une question, si vous me le permettez.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Très volontiers.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. Etes-vous disposé à confirmer la très importante déclaration faite par M. Deschanel, quand il a dit qu'aucune convention internationale ne nous empêchait d'aller à Tazza.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Monsieur de Mun, je vais vous donner dans un instant une satisfaction complète. J'arrive à ce point de ma discussion.

Vous savez que les discussions du Gouvernement ont été l'objet de quelques critiques, parce que nous n'avions pas franchi la Moulouïa, parce que nos troupes ne s'étaient pas dirigées sur Fez de ce côté.

Pourquoi le Gouvernement a-t-il rassemblé des forces importantes sur la Moulouïa ? J'indique de suite que nous avons un double objectif.

En premier lieu, en cas de nécessité, nécessité que nous devons envisager, ces troupes auraient constitué une nouvelle colonne de secours destinée à débloquer Fez. Et répondant ici à la question de M. de Mun, confirmant la déclaration de M. Deschanel, j'affirme, comme je l'ai affirmé au Sénat, que cette action du côté de Tazza, par Taourirt, la Moulouïa, Kasba Msoun et Tazza, n'aurait rencontré aucune difficulté, aucune objection d'ordre politique et juridique.

J'espère que ma déclaration est nette. (*Applaudissements.*)

M. LE COMTE DE MUN. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Messieurs, en réunissant cette force du côté de la Moulouïa, nous avons, je l'ai indiqué, un second objectif, j'insiste sur ce point.

Les opérations diverses qui ont été brillamment accomplies par nos troupes, sous le commandement du général Toutée, dans la région de Taourirt et dans la région de la Moulouïa, ne sont pas indifférentes au point de vue de l'œuvre civilisatrice que la France poursuit au Maroc. Le général Toutée a pu réaliser un projet que nous devons exécuter depuis quelque temps, c'était d'ouvrir le marché de Debdou, de construire sur la Moulouïa ce pont qui, non seulement peut servir éventuellement de passage à la colonne de secours, mais qui est un instrument économique de rapprochement entre les tribus et un moyen de pacification. Le marché a été ouvert, le pont a été construit.

Hier encore, je voyais dans nos télégrammes que l'œuvre de la pacification des tribus est continuée par le général Toutée et ses officiers, avec infiniment d'intelligence, de tact et de sagesse. (*Très bien ! très bien !*)

Il fallait encore — ce que l'on a fait — établir, au long de la Moulouïa et vers le Nord, certains postes.

« Mais — on nous a encore fait ce reproche — pourquoi le Gouvernement a-t-il réduit tout à coup les effectifs de la Moulouïa ? »

C'est très simple : parce que Fez était débloqué. Ces opérations, je le répète, ont été en elles-mêmes très utiles. Le résultat qu'elles ont atteint aura, j'y insiste, un caractère stable et permanent.

Avant de revenir aux opérations du général Moinier, voulez-vous



me permettre de rendre hommage... (*Mouvements sur divers bancs à l'extrême-gauche.*)

Est-ce que je vous froisserais ? (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Croyez-vous que nos soldats et nos officiers du côté de la Moulouïa qui ont contenu certaines impatiences, certains frémissements, ne méritent pas, d'une façon particulière, l'hommage que je leur rends ? (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Enfin, messieurs, le 21 mai, Fez est débloqué. Le 21 mai ! Et vous voudrez bien me permettre, parlant au nom du Gouvernement, de ne pas indiquer cette date devant la Chambre sans constater — c'est-là une émotion que nous avons subie — que le 21 mai, le jour où Moinier, presque sans coup férir, réussissait à débloquer Fez, ce jour-là le destin frappait l'ancien ministre de la guerre, notre pauvre ami Berteaux. (*Applaudissements.*)

Messieurs, la France a ainsi accompli à cette date une partie de son œuvre. Elle n'a mesuré ni l'effort ni le sacrifice et il faudrait être bien aveugle, en vérité, pour ne pas reconnaître qu'elle recueillera le bénéfice moral et le bénéfice politique de ses actes.

Respectueux de l'acte d'Algésiras, elle a agi conformément aux intérêts particuliers qu'elle possède, et ici, messieurs, répondant à des questions qui m'ont pressé tout à l'heure, je voudrais envisager — et je demande à la Chambre de vouloir bien me prêter toute son attention — je voudrais envisager des faits qui se sont récemment produits et qui ont donné lieu, de la part de certains orateurs, à des commentaires, à des demandes d'explications auxquelles j'ai le devoir de satisfaire.

M. Jaurès nous a dit : Arrivez à parler de l'Espagne.

M. EDOUARD VAILLANT. Et du retour.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Je parlerai ensuite du retour, si vous voulez me permettre de poursuivre ma discussion.

On a parlé des arrangements qui seraient intervenus à une époque antérieure entre la France et l'Espagne. Tout récemment cette nation a accompli à Larache et à El-Ksar des actes dont je dois entretenir la Chambre. De graves événements étaient, paraît-il, survenus dans la région d'El-Ksar. La presse espagnol faisait connaître qu'un Marocain protégé espagnol et ses deux fils avaient été capturés et mis à mort par les partisans d'un nouveau prétendant, un nommé Tazia, sur le territoire d'une tribu Mesmouda, au sud d'El-Ksar. Ces crimes avaient produit, disait-on, une vive émotion dans la région et, le 9 juin, le chargé d'affaires à Paris apportait au ministère des affaires étrangères une déclaration annonçant le débarquement à Larache d'un détachement espagnol.

Le gouvernement royal qui nous avisait ainsi de la décision qu'il venait de prendre, lui donnait le caractère d'une démonstration destinée à obtenir du gouvernement chérifien le châtiment des coupables et formulait l'espoir qu'il ne serait pas obligé de pousser plus loin son opération. Le même jour, notre ambassadeur à Madrid apprenait, par une communication du ministre d'Etat que les soldats espagnols joints au tabor de la police de Larache, s'étaient mis en route pour El-Ksar, dès leur débarquement, à la suite d'un nouvel incident survenu dans la nuit du 7 au 8.

Au cours des entretiens que j'ai eus depuis lors avec l'ambassadeur d'Espagne et des échanges de vues qui se sont poursuivis à Madrid, nous nous sommes constamment placés sur le terrain des principes. La France s'est toujours préoccupée d'agir au Maroc avec la plus grande prudence et son intervention à Fez, justifiée par la situation des colonies étrangères et par l'appel pressant du sultan, ne porte aucune atteinte aux principes de l'acte d'Algésiras. Nous sommes décidés à poursuivre avec l'Espagne, au Maroc, une politique d'entente et d'association dans le même esprit de loyale amitié qui nous a guidés jusqu'ici. Ces sentiments et ces principes inspirent, nous n'en saurions douter, le gouvernement espagnol. Cette politique est d'ailleurs tout à fait conforme à une déclaration du 3 octobre 1904, à laquelle M. Jaurès a fait longuement allusion dans la discussion qui a eu lieu ici au mois de février 1909 ; elle est conforme à cette déclaration du 3 octobre 1904, aux termes de laquelle les deux puissances se montrent fermement attachées à l'intégrité de l'empire marocain, sous la souveraineté du sultan. (*Rires ironiques à l'extrême-gauche.*)

Messieurs, prenez-y bien garde, vos sourires sont peut-être mal avertis, car cette déclaration est devenue plus tard la base de la politique adoptée par les puissances à Algésiras, et elle reste toujours la base de la politique franco-espagnole.

On a parlé, messieurs, de certains arrangements secrets, on a parlé d'une façon plus générale des conventions de cette nature ; on les a discutées juridiquement, au point de vue constitutionnel, et elles ont été sévèrement condamnées. Mais enfin, voyons, si une convention secrète existait entre deux nations, dites-moi, est-ce que dans un de ces pays, le secret qui appartient aux deux puissances pourrait être violé ? Non, n'est-ce pas ? (*Rires ironiques à l'extrême-gauche.*)

Ce que j'affirme, c'est qu'aujourd'hui comme hier, en 1911 comme en 1904, comme en 1906, un triple principe s'impose à l'Espagne comme à la France, celui de la souveraineté et de l'indépendance du sultan, celui de l'intégrité de ses Etats et enfin celui de la liberté économique au Maroc sans aucune inégalité.

Les incidents d'El-Ksar ne sauraient entraîner de modification dans ces principes. Les assurances qu'a réitérées à cet égard le cabinet de Madrid me donnent le droit d'espérer qu'il est soucieux d'appliquer

cette politique et de tenir compte des nécessités qui en découlent pour lui comme pour nous.

Et maintenant permettez-moi de revenir aux faits. Fez étant débloqué, quels sont les devoirs particuliers de la France ? Comment compte-t-elle les accomplir ? Je parlerai avec une netteté complète. Nous serons respectueux de l'acte d'Algésiras et aussi respectueux de nos propres engagements.

Les grandes lignes de notre programme sont tracées dans une notification que récemment le Gouvernement a adressée à toutes les puissances signataires de l'acte d'Algésiras et je vous demande la permission de vous donner lecture de ce document :

« Mes précédents télégrammes vous ont fait savoir dans quelles conditions le Gouvernement a décidé de répondre à l'appel du sultan et de donner l'ordre au corps expéditionnaire de marcher sur Fez. Cette opération s'est effectuée suivant les indications signalées par vous au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

« Grâce à la coopération de nos troupes avec les contingents chérifiens, Fez est aujourd'hui débloqué. Les communications sont rétablies entre cette ville et la côte, et la sécurité des résidents étrangers n'est plus menacée.

« L'œuvre de pacification entreprise par nos troupes sur la demande du sultan n'est cependant pas encore terminée ; il reste à obtenir la soumission de quelques tribus, qui, tout dernièrement, ont attaqué notre camp. Toutefois les opérations effectuées dans ce but sont réduites au strict nécessaire et ne sauraient s'étendre aux territoires berbères de l'Atlas.

« Des négociations se poursuivent chaque jour avec les tribus qui paraissent disposées à renoncer à combattre ; notre intervention s'efforce de faciliter la pacification sans sévices et sans représailles.

« Moulay-Hafid a sollicité notre collaboration dans le but d'organiser des forces chérifiennes capables de maintenir son autorité et de faire respecter l'ordre. Le général Moinier a, dès le début, reçu des instructions lui prescrivant formellement de s'appliquer à réaliser cette organisation dans le plus court délai, afin qu'il nous soit possible de faire revenir nos troupes et de laisser au sultan le soin et les moyens de procéder aux réformes prévues par l'acte d'Algésiras. Nous continuons à nous inspirer de cet acte et, loin de tenter quoi que ce soit contre l'intégrité du Maroc, nous nous attachons à relever le prestige de la souveraineté du sultan et à permettre de revenir à la liberté du commerce qu'avait compromise la révolte. »

Le général Moinier poursuit avec énergie et prudence l'exécution de ce plan. Moulāi-el-Dzin, le prétendant au trône chérifien, s'est soumis au sultan ; les Beni-M'Tir paraissent avoir abandonné la lutte ; il s'agit maintenant de préparer le retour de nos troupes dans la

Chaouïa : elles ne resteront dans la région de Fez que le temps strictement nécessaire...

M. JAURÈS. C'est ce qu'on a dit pour la Chaouïa !

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Il s'agit aussi de procéder à l'exécution des réformes prévues à l'acte d'Algésiras.

M. Deschanel faisait allusion tout à l'heure à la signature que j'ai donnée, quelques jours après mon arrivée au pouvoir, aux projets d'accords financiers. Il faut que l'armée chérifienne soit en mesure d'assurer l'ordre et la paix intérieure. M. le ministre de la guerre, qui est sur ces bancs, donne en ce moment tous ses soins, et le plus rapidement possible, à cette organisation, et il est admirablement secondé par le lieutenant-colonel Mangin, et par la mission militaire. Il importe enfin de mettre un terme au régime d'exactions et de désordres dont souffrent les tribus. L'introduction du tertib dans les finances chérifiennes, c'est à dire un impôt régulier fondé sur la surfaceensemencée des terres et sur le nombre des têtes de bétail, assurera au Maroc, en même temps que la justice fiscale, des ressources régulières.

Dès le mois de mars, je le répète, j'ai signé un projet d'accord financier que j'ai analysé devant la Chambre.

Mais, encore une fois, il ne suffit pas de parer aux premiers besoins du maghzen, de régler les dettes anciennes, de subvenir, comme cela va être indispensable de nouveau avant l'expiration de l'année 1911, à l'entretien de la police des ports organisée par l'acte d'Algésiras ; il faut encore — et j'insiste sur cette formule que, je l'espère, M. Jaurès lui-même voudra approuver et qui est complètement dans ma pensée et dans la pensée de notre politique — il faut que le maghzen se réforme pour se fortifier, qu'il acquière des ressources normales...

M. JAURÈS, Mais vous lui avez prises exprès ! (*Applaudissements à l'extrême-gauche. — Exclamations au centre.*)

M. LE PRÉSIDENT. Monsieur Jaurès, veuillez laisser parler M. le ministre.

M. ARTHUR ROZIER. C'est M. le ministre qui interpelle notre collègue.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Comment, monsieur Jaurès, un homme aussi profondément versé dans les choses marocaines...

M. JAURÈS. C'est pour cela...

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ...et dont on connaît les théories et les doctrines, peut-il même critiquer...



M. JAURÈS. Mais, monsieur le Ministre...

M. LE PRÉSIDENT. M. Jaurès, je vous prie à nouveau de ne pas interrompre.

M. JAURÈS. M. le Président, M. le ministre dit qu'il espère que je vais donner à sa formule mon approbation immédiate. En conscience je ne le peux pas..

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Cependant vous ne pouvez pas me désapprouver lorsque je dis que, par l'exécution des travaux publics, le sultan assurera le développement économique du pays et permettra l'établissement d'un budget régulier, parce que c'est la vérité même.

M. BARTHE. Ce sont les concessions qui pressent le plus !

M. LUCIEN MILLEVOYE. Est-ce que M. Jaurès peut nous dire s'il croit sincèrement que le sultan puisse assurer lui-même la sécurité dans son empire ?

M. SIXTE-QUENIN. Commencez donc par assurer la sécurité à Paris !

M. JAURÈS. Donc, vous voulez vous substituer définitivement à lui. Au moins, c'est franc.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Messieurs, je ne crois pas que M. Millevoye ait l'intention de se substituer directement au sultan. (*Rires.*) Quant à moi, cherchant à réaliser un programme plus modeste et montrant à la Chambre qu'à la suite de cette expédition de secours, nous avons la pensée bien ferme de réaliser ce qui est le principe même de l'acte d'Algésiras, je déclare que notre intervention et notre collaboration ne tendent qu'à réaliser pleinement ce programme.

Messieurs, une telle œuvre n'a soulevé, ne peut soulever de susceptibilités ni d'inquiétudes légitimes dans le monde. Elle s'appuie sur les conventions passées entre la France et les puissances, et par lesquelles se trouve définie l'étendue de notre action au Maroc. Elle est conforme aux intérêts spéciaux et aux droits de notre pays ; j'ajoute qu'elle est conforme aussi à sa politique traditionnelle.

Ce que je tiens à dire en finissant, c'est qu'elle ne peut se continuer qu'avec la pleine approbation, l'appui moral, l'appui réel et complet du Parlement. (*Applaudissements.*)





